



Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 5 AVRIL 1924

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 5TH APRIL, 1924

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE.

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction 50c par 100 mots.

Gazette officielle, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte par chèque accepté ou mandat couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication,

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES.

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication,

qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

LS-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

1585

which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription, of \$7 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

LS-A. PROULX,

King's Printer.

1586

Government House.

Arrêté en Conseil

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 26 mars 1924.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

Attendu qu'en vertu d'un Arrêté en Conseil en date du 21 octobre 1922, No 2155, il fut décidé de diminuer temporairement le droit régalién frappant l'amiante, et de prélever sur l'amiante extrait des mines et produit par icelles, entre le 1er jour de janvier 1922 et le 1er jour de janvier 1924, un droit régalién de deux et demi pour cent sur la valeur brute de la totalité de l'amiante extrait des mines et ateliers de préparation de la province;

Attendu que les conditions industrielles et commerciales qui avaient déterminé la réduction du droit régalién sur l'amiante à deux et demi pour cent n'ont pas changé et qu'il convient de maintenir ce taux;

Il est ordonné qu'il soit prélevé, à partir du premier janvier 1924, un droit régalién de deux et demi pour cent sur l'amiante extrait et produit par les mines de la province de Québec, et que toutes les autres dispositions de l'Arrêté en Conseil No 2155 du 21 octobre 1922 demeurent en vigueur.

Le greffier du Conseil Exécutif,

1621

A. MORISSET.

Order in Council

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, March 26th, 1924.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Whereas under and by virtue of an Order in Council dated the 21st of October, 1922, No. 2155, it was decided to temporarily reduce the royalty on asbestos, and to collect on asbestos extracted from and produced by the mines, between the 1st of January, 1922, and the 1st day of January 1924, a royalty of two and a half per cent on the gross value of all asbestos produced by the mines and mills of the Province;

Whereas the industrial and commercial conditions which determined the reduction of the royalty on asbestos to two and a half per cent have not changed and that it is expedient to maintain such rate;

It is ordered that on and from the 1st of January, 1924, a royalty of two and a half per cent be collected on all asbestos extracted from and produced by the mines of the Province of Quebec, and that all other provisions of the Order in Council No. 2155, of the 21st of October, 1922, remain in force.

A. MORISSET,

1622

Clerk of the Executive Council.

Lettres patentes

"Canadian Zip Stock Food, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de mars 1924, constituant en corporation: Oswald-A. Ashby, négociant, 1331 rue Wellington, Verdun, Qué., Joseph-Alexandre

Letters patent

"Canadian Zip Stock Food, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1924, incorporating Oswald A. Ashby, merchant, 1331 Wellington Street, Verdun, Que., Joseph Alexandre Barrett, broker, 364 Oxford

Barrett; courtier, 364 Oxford et L.-Joseph Blanchette, agent financier, 204 rue Boyer, Montréal, dans les buts suivants:

Comme principal ou agent, manufacturer, fabriquer, vendre en gros et en détail, des poudres alimentaires, en général, pour animaux, volailles;

Faire le commerce en gros et en détail des grains et graines de semences en général;

Bâtir, ériger, outiller des moulins, mûs par l'eau, la vapeur ou l'électricité, pour moudre les grains de toute nature;

Posséder, construire, exécuter, faire, outiller, améliorer, développer, administrer, gérer, louer, céder à bail, contrôler des constructions et commodités de toutes sortes d'ordre public ou privé, expression dont le sens général n'est d'aucune manière limité par ce qui précède;

Acheter, louer, détenir, acquérir, vendre tous commerces de même nature que celui exercé par la compagnie;

Acheter, détenir, posséder ou autrement acquérir tous meubles ou immeubles appartenant à des corporations ou compagnies quelconques ou à toutes personnes ou individus;

Payer à même les fonds de la compagnie le coût de l'organisation et de l'incorporation de la compagnie;

Payer toutes dettes ou tous comptes de la compagnie ainsi que tous services rendus à la compagnie ou requis par elle, ou pour toute acquisition de meubles ou d'immeubles par la compagnie, en actions libérées de la compagnie et partie en deniers ou en deniers seulement;

Vendre, céder à bail, louer ou autrement aliéner la totalité ou aucune partie de l'entreprise de la compagnie, en considération de ce qu'elle jugera avantageux, ou s'unir à aucune personne, société ou corporation exerçant un commerce dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie, pour les considérations, stipulations et prix estimés convenables et en paiements d'icelle, accepter, au lieu de numéraire, des parts entièrement acquittées et non sujettes à l'appel, des bons, des débetures ou d'autres valeurs d'aucune compagnie et, de temps à autre, distribuer aux actionnaires, en nature, les obligations, les valeurs ou les autres biens appartenant à la compagnie;

Payer des dividendes en parts préférentielles ou communes ou en deniers et ce, d'après règlements passés à des assemblées spéciales générales des actionnaires ayant droit de vote et dûment convoqués à cet effet;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, payer et émettre des billets promissaires, des lettres de crédit, des connaissements, des traités, chèques, débetures et d'autres instruments négociables et transférables;

Exploiter tous magasins généraux ou à spécialité et y faire tous les genres et sortes de commerce de toutes marchandises quelconques, sans distinction, de même qu'exploiter des garages pour automobiles, et faire la vente et achat des dits autos;

Acheter, échanger, posséder, louer, céder à bail, administrer, gérer tous théâtres, salles de danse ou de vues animées et faire commerce d'hôteliers dans toutes ses spécialités, sujet aux règlements locaux et municipaux à ce sujet;

Conclure avec aucune autorité municipale, locale ou autre, tous arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux et obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie

Street, and L. Joseph Blanchette, financial agent, 204 Boyer Street, Montreal, for the following purposes:

As principal or agent, to manufacture, fabricate, sell wholesale and retail, general stock foods;

To deal wholesale and retail in grain and seeds of all kinds;

To build, erect, equip mills driven by water, steam or electricity for the milling of grain of every kind;

To possess, construct, execute, make, equip, improve, develop, manage, conduct, lease, give on lease, control constructions and commodities of every kind, whether public or private, the generality of which expression is in no wise limited by the foregoing;

To buy, lease, hold, acquire, sell any business of a like nature to that carried on by the company;

To buy, hold, possess or otherwise acquire any movables or immovables belonging to any corporations or companies or to any persons or individuals;

To pay out of the funds of the company the cost of the organization and incorporation of the company;

To pay any debts or accounts of the company as well as for services rendered to the company or required by it or for any acquisition of movables or immovables by the company in paid up shares of the company and partly in cash or in cash only;

To sell, lease, give on lease or otherwise dispose of the whole or any part of the undertaking of the company for such consideration as it may think proper or to amalgamate with any person, partnership or corporation carrying on a business having objects altogether or partly similar to those of the present company on such conditions, clauses and for such price as may be deemed fit, and in payment thereof to accept in lieu of cash, fully paid up and non assessable shares, bonds, debentures or other securities of any company and to distribute from time to time to the shareholders, in kind, the bonds, securities or other assets belonging to the company;

To pay dividends in preferred or common stock or in cash and that according to by-laws passed at a special general meeting of the shareholders having a right to vote and duly called for that purpose;

To draw, make, accept, endorse, discount, pay out and issue promissory notes, letters of credit, bills of lading, drafts, cheques, debentures and other negotiable and transferable instruments;

To operate any general or special stores and to carry on therein any kind and sort of business in any goods whatever, without any distinction, and also to operate automobile garages and sell and buy the said autos;

To buy, exchange, possess, lease, administer, manage any theatres, dancing halls or moving picture halls and to carry on the business of hotel keepers in all its branches, subject to local or municipal by-laws on that behalf;

To enter into any arrangement with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which

peut croire désirable d'obtenir, et d'exécuter, exercer, se conformer à ces arrangements, devis, privilèges et concessions;

Emprunter sur le crédit de la compagnie, émettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables, hypothéquer ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement de tels bons, obligations et de tout emprunt de deniers fait pour les fins de la compagnie;

Acheter, prendre à bail, ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété foncière et personnelle, aucun droit, option ou privilège que la compagnie croira nécessaire ou avantageux aux objets de son commerce et particulièrement des machines, outillages et fonds de commerce;

Acheter, échanger, subdiviser, utiliser, louer, administrer, vendre tous genres d'immeubles;

Vendre ou disposer des entreprises de la compagnie ou aucune partie d'icelles moyennant le prix que la compagnie croira convenable, accepter de l'argent, des actions, obligations, débentures, parts ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont partiellement ou totalement semblables à ceux de la corporation;

Souscrire, recevoir, acheter ou autrement acquérir les actions ou valeurs d'aucune compagnie, les accepter en paiement intégral ou partiel en extinction du prix ou comme considération de la vente, location, concession ou autre aliénation d'aucun biens possédés ou des droits dont jouit la compagnie, des dettes qui lui sont dues;

Aussi détenir, voter sur, vendre, réémettre ou autrement disposer de ses actions ou valeurs de la manière que la compagnie estimera convenable;

Émettre des actions de la compagnie en paiement de la propriété acquise par ou, avec l'approbation des actionnaires, des services rendus à la compagnie, y compris les services rendus aux promoteurs en rapport avec la constitution ou l'organisation de la compagnie ou pour des franchises, options ou autres droits, bénéfices ou privilèges;

Racheter ou autrement acquérir toutes parts privilégiées déjà émises par la compagnie et les payer à même l'actif de la compagnie;

Transiger ou exercer toutes affaires d'agences financières et généralement agir comme agent ou procureur pour transiger aucune affaire, vendre de la propriété, placer et percevoir des deniers, loyers, intérêts, dividendes, hypothèques, obligations, billets, bons ou autres valeurs;

Les pouvoirs contenus dans chacun des paragraphes de la présente requête ne sont pas limités ni restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe;

Le transfert d'actions se fera de la manière prescrite par les règlements de la compagnie;

Faire toutes choses précitées ou aucune d'icelles qu'autorisent les lettres patentes, sous le nom de "Canadian Zip Stock Food, Limited", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00).

Le dit capital de la compagnie projetée sera divisé en huit mille (8,000) actions privilégiées portant sept pour cent (7%) de dividende non-cumulatif, valeur au pair de dix piastres (\$10.00) chacune, et de mille neuf cents (1,900) actions de capital ordinaire, valeur au pair de dix piastres (\$10.00) chacune, sujet à l'augmentation de ce

the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To borrow on the credit of the company, issue bonds, debentures and other securities of the company, and to pledge or sell them at such prices and sums which the company may deem suitable, to hypothecate and mortgage the movables of the company or give both the above kinds of securities to secure the payment of such bonds, debentures and any other loan of money made for the purposes of the company;

To buy, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real and personal property and any right, option or privilege which the company may think necessary or advantageous for its business purposes and in particular any machinery, equipment and stock-in-trade;

To buy, exchange, sub divide, utilize, lease, manage, sell all kinds of immovables;

To sell or dispose of the undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, to accept cash, stock, bonds, debentures, shares or securities of any other company the objects of which are altogether or partly similar to those of the corporation;

To subscribe for, receive, buy or otherwise acquire the shares or securities of any company, accept the same in full or part payment, the discharge of the price or as consideration of the sale, lease, concession or other alienation of any property possessed or rights enjoyed by the company or debts owing to the company;

Also to hold, vote upon, sell, re-issue or otherwise dispose of its shares or securities in such manner as the company may think proper;

To issue shares of the company in payment of the property acquired by or with, the approval of the shareholders, for services rendered to the company, including services rendered to the promoters in connection with the incorporation or promotion of the company or for franchises, options or other rights, benefits or privileges;

To redeem or otherwise acquire any preferred shares already issued by the company and to pay for the same out of the assets;

To transact or carry on a general financial agency business and generally to act as agent or attorney for the transaction of any business, the sale of property, the investment and collection of moneys, rentals, interests, dividends, hypothecs, bonds, notes, bonds or other securities;

The powers contained in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph;

The transfer of shares shall be made in the manner prescribed by the by-laws of the company;

To do all or any of the above things and all things authorized by the Letters Patent, under the name of "Canadian Zip Stock Food, Limited", with a total capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00).

The said capital stock of the projected company shall be divided into eight thousand (8,000) preferred shares carrying a seven per cent (7%) non-cumulative dividend of a par value of ten dollars (\$10.00) each, and one thousand nine hundred (1,900) shares of common stock of a par value of ten dollars (\$10.00) each, subject

capital-actions selon les dispositions de la dite loi et des amendements à icelle;

Les porteurs d'actions privilégiées auront droit à un dividende annuel de sept pour cent (7%), à être payé à même l'excédent de la compagnie ou les bénéfices nets des opérations, avant qu'aucun autre dividende ne soit payé aux porteurs d'actions ordinaires ou communes, qui seuls auront droit de vote aux assemblées générales ou spéciales, en autant qu'ils seront porteurs d'au moins dix (10) actions, valeur au pair de dix piastres (\$10.00) chacune, dûment acquittées;

Les actions privilégiées rachetées par la compagnie au prix de onze piastres (\$11.00) chacune en aucun temps, sur avis de trente jours et seront payables soit en deniers, soit en biens meubles de la compagnie, au choix du porteur de telle action privilégiée;

Tout dividende de la compagnie sera payable, soit en deniers, soit en parts privilégiées ou communes de la compagnie;

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

1587

-C.-J. SIMARD.

"Compagnie de terrains Dufresne, Limitée—
The Dufresne Land Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de mars 1924, constituant en corporation: Bernard Bourdon, avocat, Alcide Dupras, étudiant en droit, de la cité de Montréal, Philippe Lamarre, avocat, de la cité de Longueuil, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire affaires comme agents d'immeubles, propriétaires d'immeubles, incluant des terrains, des bâtisses et leurs améliorations, comme agents d'assurance et courtiers d'assurance;

Acheter, louer ou autrement acquérir, posséder, vendre ou autrement céder des terrains, des bâtisses ou autres propriétés, meubles ou immeubles, ou des intérêts dans iceux et généralement transiger de toutes façons sur des propriétés;

Développer, améliorer et exploiter tous terrains appartenant à la compagnie ou dans lesquels elle pourra avoir des intérêts, transformer ces propriétés en rues, parcs, ruelles, subdivisions ou autrement et ériger des maisons, des églises, des écoles ou toutes autres constructions sur les propriétés appartenant à la compagnie ou sur partie d'icelles ou sur toutes autres propriétés avec le consentement des parties intéressées;

Disposer de toutes rues, parcs, terrains en faveur de personnes ou municipalités selon les termes et les conditions que la compagnie trouvera convenables; conclure toutes conventions ou contrats pour le pavage, macadamisage, nivelage, réparation, nettoyage et arrosage de rues ou chemins publics et pour la construction, l'ouverture et le réparation de conduits d'égout;

Développer, améliorer et rendre profitables les terrains, bâtisses et droits de la compagnie de la manière que la compagnie jugera convenable, particulièrement par des égouts, des clôtures, des plantations, des améliorations, la culture, l'extraction de la pierre ou de minerais quelconques;

Fabriquer, préparer, acheter, vendre et gérer

to the increase of such capital stock according to the provisions of the said act and amendments thereto;

The holders of the preferred shares shall be entitled to a seven per cent (7%) dividend per annum to be paid out of the surplus of the company or the net profits of its operations, before the payment of any other dividend to the holders of common stock, who alone shall have the right to vote at the general or special meetings, provided they be the holders of at least ten (10) shares of a par value of ten dollars (\$10.00) each, duly paid up;

The preferred shares may be redeemed by the company at the price of eleven dollars (\$11.00) each at any time, upon thirty days notice and shall be payable in cash or in movable property of the company, at the option of the holder of such preferred share;

Any dividend of the company will be payable either in cash or in preferred or in common stock of the company;

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of March, 1924.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

"Compagnie de terrains Dufresne, Limitée—
The Dufresne Land Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1924, incorporating: Bernard Bourdon, advocate, Alcide Dupras, student at law, of the city of Montreal, Philippe Lamarre, advocate, of the city of Longueuil, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate agents, real estate owners, including lands, buildings and their improvements, as insurance agents and brokers;

To buy, lease or otherwise acquire, possess, sell or otherwise transfer lands, buildings or other property, movable or immovable, or interests therein and generally deal with such properties;

To develop, improve and operate any lands belonging to the company or in which it may be interested; lay out such property into streets, parks, lanes, subdivisions or otherwise and to erect houses, churches, schools or any other constructions on any property belonging to the company or any part thereof or upon any other property with the consent of interested parties;

To dispose of any streets, parks, lands, in favour of persons or municipalities according to the terms and conditions that the company may think convenient; to enter into any agreements and contracts for paving, macadamizing, grading, repairing, cleaning and watering streets or public roads and for the construction opening and repair of sewers.

To develop, improve and turn to account the lands, buildings and rights of the company in such manner as the company may think proper, particularly by sewers, fences, plantations, improvements, cultivation, the extraction of stones or minerals whatever;

To manufacture, prepare, buy, sell and gener-

ralement transiger sur le bois, des dormants, bois de pulpe et toutes sortes de bois manufacturés ou non manufacturés;

Pour les fins de la compagnie, agir comme manufacturiers d'eau gazeuse ou minérale, restaurateurs, manufacturiers de glace, marchands de tabac, fermiers, laitiers, marchands de grains, de foin, et faire tous les actes nécessaires pour exercer le commerce comme tels;

Amasser des argents par voie de prêts à l'acheteur ou aux acheteurs ou locataires de toute partie des propriétés de la compagnie pour fins de construction ou d'amélioration d'icelles; aider par des avances d'argent la construction et le maintien de routes, chemins, rues, ruelles, tuyaux à l'eau, égouts et tous autres ouvrages destinés à procurer un meilleur accès à la propriété de la compagnie et à augmenter sa valeur;

Exercer tous autres commerces que la compagnie jugera à propos de conduire dans le but d'augmenter la valeur des droits ou propriétés de la compagnie;

Acquérir par achat, louage ou autrement, toute partie du commerce, de l'actif ou du passif de toute personne, firme ou compagnie ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute compagnie, firme ou personne exerçant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la compagnie;

Faire les paiements pour toutes propriétés ou droits acquis par la compagnie, soit en argent, soit en actions complètement acquittées, soit par toutes autres valeurs que la compagnie a le pouvoir d'émettre et généralement de la façon, avec les termes et conditions que la compagnie pourra fixer;

Conclure des arrangements pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération ou autre but avec tout gouvernement, autorités municipales ou locales ou avec toutes autres personnes ou compagnies dans le but de tirer des bénéfices pour la compagnie; garantir des contrats, prêter des argents et en général donner aide à toutes personnes ou compagnies entreprenant de construire ou d'améliorer toutes propriétés dans laquelle la compagnie est intéressée;

Vendre, louer ou autrement céder toute l'entreprise, toute la propriété et tout l'actif de la compagnie ou une partie, pour telle considération et avec tels termes ou telles conditions que la compagnie jugera convenables et en particulier pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie;

Distribuer parmi les actionnaires, en espèces ou au moyen de dividendes ou bonus ou de toutes autres façons, toutes propriétés de la compagnie ou le revenu de la vente ou de la cession d'un actif de la compagnie;

Exercer le commerce, faire les actes mentionnés ci-haut, soit comme principal, agent ou autrement, soit seule, soit avec d'autres personnes;

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir, avoir, posséder, vendre, céder et transférer des marchandises ou toutes choses pour les fins de la compagnie;

Acquérir par achat, louage, cession, brevet ou autrement, garder, mettre en opération, améliorer et développer des pouvoirs d'eau, des usines, bâtisses, machineries ou autres choses nécessaires pour la production de force électrique, hydraulique ou autre;

Faire toutes choses ou tous actes nécessaires pour atteindre les buts de la compagnie ou pour lui acquérir des bénéfices;

Faire, en général, tous les actes que permet la

ally deal in wood, ties, pulpwood and all kinds of manufactured or unmanufactured wood;

For the purposes of the company, to act as manufacturers of aerated or mineral waters, restaurateurs, ice manufacturers, tobacco merchants, farmers, dairymen, dealers in grain, hay and to do all acts necessary to carry on such business;

To advance money by way of loan to purchaser or purchasers or lessees of any part of the property of the company for building purposes or improvements thereon; to aid by advances of money the construction and maintenance of roads, ways, streets, lanes, waterpipes, sewers and any other work calculated to render more accessible or enhance the value of the property of the company;

To carry on any other businesses which the company may think proper to carry on with a view to enhance the value of the rights or property of the company;

To acquire by purchase, lease or otherwise any part of the business, assets or liabilities of any person, firm or company or the shares, bonds, debentures or other securities of any company, firm or person carrying on a business altogether or partly similar to that of the company;

To make payments for any property or rights acquired by the company, either in cash, either in fully paid-up shares or with any other securities which the company has the power to issue and generally in the manner and upon the terms and conditions which the company may determine;

To enter into any arrangements for sharing of profits, union of interests, co-operation or otherwise with any government, authorities, municipal or local, or with any other persons or companies which may seem profitable to the company; guarantee the contracts of, lend money to and generally assist any such persons or companies undertaking to build or improve any property in which the company is interested;

To sell, lease, or otherwise dispose of the undertaking, property and assets of the company or any part thereof for such consideration and upon such terms and conditions as the company may think proper and in particular for shares, debentures or securities of any other company;

To distribute among the shareholders in specie or by way of dividend or bonus or in any other manner, any property of the company or the proceeds of the sale or disposal of any assets of the company;

To carry on the above business and to do the above acts either as principal, agent or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To manufacture, buy or otherwise acquire, have, possess, sell, assign and transfer merchandise or anythings for the purposes of the company;

To acquire by purchase, lease, assignment, patent or otherwise, hold, operate, improve and develop waterpowers, workshops, buildings, machinery or other plants necessary for the production of electric, hydraulic or other powers;

To do all things or all acts conducive to the attainment of the purposes of the company or beneficial to the company;

Generally to do all acts permitted by the Com-

loi des compagnies de la province de Québec, sous le nom de "Compagnie de Terrains Dufresne, Limitée—The Dufresne Land Company, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents piastres (\$49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1589 ALEXANDRE DESMEULES.

"Eugène Picher, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de mars 1924, constituant en corporation: Charles Côté, John Kane Hackett et Charles-Auguste Gauthier, tous les trois comptables, de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de grain de toutes espèces, acheter et vendre les dits grains, la fleur et tous autres produits agricoles directement ou sur commission et de toute manière; et d'agir comme agent, courtier, pour l'achat et la vente du grain, de la fleur et autres produits, et de charger des commissions pour l'achat et la vente des dits grains et autres produits en agissant comme agent et courtier pour l'achat, la vente ou la transaction des dits produits;

Construire, acquérir, mettre en opération, louer, sous-louer, vendre ou autrement disposer le blé, tous grains et tous autres produits, des moulins à fleur et des moulins de toute nature et espèce, pour la préparation, le traitement et la transformation des grains; et de manufacturer, vendre et faire toutes opérations avec la fleur et autres produits tirés du grain, des céréales et de faire le commerce et faire toutes opérations commerciales pour mouler et entreposer les grains et exercer cette industrie et commerce;

De manufacturer et faire le commerce à quelque titre que ce soit, comme producteur, agent ou d'autres manières, importer, exploiter, trafiquer, garder en entrepôt pour rémunération toutes marchandises et produits de grains, céréales et produits agricoles et aussi les divers matériaux entrant dans les dits produits, ouvrés ou non, et cela depuis la matière première jusqu'au produit fini;

Exercer toute autre industrie susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec celle de la compagnie ou propre à accroître directement ou indirectement la valeur d'aucun des droits de la compagnie ou à les rendre profitables;

Acquérir par tous moyens juridiques quelconques, vente, achat, tous les immeubles nécessaires à l'entreprise de la compagnie;

D'employer en tout ou en partie les fonds ou les propriétés de la compagnie pour l'achat d'actions ou autres valeurs d'autres corporations; acquérir toutes compagnies, entreprises, firmes, en tout ou en partie, exerçant une entreprise similaire à celle de la compagnie, y compris l'échange, la livraison d'actions libérées, de débetures ou autrement;

Se fusionner avec d'autres compagnies, ou vendre ou aliéner, en tout ou en partie, l'actif de la compagnie à d'autres compagnies ou à des particuliers, pour considération valable, y com-

panies' Act of the Province of Quebec, under the name of "Compagnie de Terrains Dufresne, Limitée—The Dufresne Land Company, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into four thousand nine hundred and ninety nine (499) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of March, 1924.

ALEXANDRE DESMEULES,
1590 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Eugène Picher, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March, 1924, incorporating: Charles Côté, John Kane Hackett and Charles Auguste Gauthier, all three accountants, of the city of Quebec, for the following purposes:

To deal in grain of every kind, buy and sell the said grain, flour and any other farm produce directly or on commission and in any manner; and to act as agent, broker, for the purchase and sale of grain, flour and other products and to charge commissions for the purchase and sale of the said grain and other products when acting as agent and broker for the purchase, the sale of or other transactions in the said products;

To construct, acquire, operate, lease, sublet, sell or otherwise dispose of wheat, grain or any other products, flour-mills and mills of every kind and description for the preparation, the treatment and transformation of grain and to manufacture, sell and carry on any operations with flour and other products extracted from grain, cereals, and to deal and carry on any commercial operations for milling and warehousing grain and to carry on such industry and business;

To manufacture and deal in under any title whatever, as producer, agent or otherwise and to import, exploit, deal in and store for reward any merchandise and products of grain, cereals and farm produce and also the various materials entering into the said products, manufactured or not, and that from the raw to the finished product;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's rights;

To acquire by any juridical means whatever, sale, purchase, all immovables necessary for the undertaking of the company;

To apply the whole or part of the funds or property of the company to the purchase of shares or other securities of other corporations, acquire any companies, undertakings, firms carrying on, in whole or in part, a similar undertaking to that of the company, including the exchange, delivery of paid up shares, debentures or otherwise;

To amalgamate with other companies or sell or alienate the whole or part of the assets of the company to other companies or to individuals for lawful consideration, including the exchange,

pris l'échange, la livraison et la réception d'actions libérées en tout ou en partie ou autrement; faire avec d'autres compagnies ayant un objet similaire des conventions, arrangements, concordats, concessions réciproques, conventions de divisions de profits, concessions de territoires exclusifs d'opération et autres conventions;

Prêter de l'argent aux clients ou à d'autres personnes ou compagnies et garantir l'exécution de tous contrats;

Employer des courtiers pour la vente d'actions, de débentures, solliciter et obtenir de tous parlements, législatures ou états, des bills, lettres patentes, licences, concessions, faire enregistrer ou obtenir des permis de faire affaires dans d'autres provinces ou pays, et nommer des personnes qui la représenteront dans ces pays et recevront pour et en son nom signification d'aucune procédure. Conclure avec aucuns pouvoirs municipaux, locaux ou autres aucuns arrangements appropriés et obtenir de ces pouvoirs les droits, privilèges et concessions qu'elle croira utile et les exercer, former toutes compagnies pour toutes fins qui sembleront utiles à la compagnie et autres choses semblables et payer les honoraires, frais et commissions nécessaires, et aussi de payer à même les fonds de la compagnie les honoraires d'incorporation;

Solliciter, obtenir des brevets d'invention ou de découverte ou de franchise, d'acquérir des dits brevets ou des droits sur iceux, d'en disposer en tout ou en partie à quelque titre que ce soit; d'entrer en société ou de faire des conventions avec toute autre personne ou compagnie pour l'exploitation des droits de la compagnie ou pour le partage des intérêts, profits ou autres choses utiles à la compagnie;

Etablir et administrer des fonds de pension pour les employés; fonder et maintenir toutes institutions pour le bénéfice des employés;

D'employer les fonds de la compagnie pour des fins de publicité;

De faire tout ce qui est nécessaire, convenable, approprié et avantageux à l'accomplissement ou à la réalisation d'aucun ou de plusieurs des objets de la compagnie, ou ce qui, en aucun temps, semblera nécessaire pour protéger, développer la compagnie et ses propriétés, sous le nom de "Eugène Picher, Limitée", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

1591

C.-J. SIMARD.

"L'Hôpital St-Luc, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de mars 1924, constituant en corporation: Wilfrid Beaupré, oculiste, Achille Paquet, Albert Paquet et Alexandre Edge, médecins et chirurgiens, tous résidant en la cité de Québec, dans les buts suivants:

Etablir, maintenir et administrer un hôpital et des hôpitaux avec succursales et annexes en la province de Québec, où elle recevra et hospitalisera les patients;

Acquérir, recevoir, posséder, vendre et échan-

delivery and receipt of shares fully or only partly paid up; to enter into any agreements, arrangements, compromise, reciprocal concessions, agreements for the sharing of profits, concessions of exclusive working territory and any other agreements with any other companies having similar objects;

To lend money to customers or other persons or companies, and to guarantee the performance of contracts;

To employ brokers for the sale of shares and debentures, apply for and obtain from any Parliament, Legislatures or States, any acts, letters patent, licenses, concessions; to procure the company to be registered or licensed in other provinces or countries and to appoint persons therein to represent the company, and accept for and in the name of the company service of any process; to enter into suitable arrangements with any authorities municipal, local or otherwise, and to obtain from such authorities any rights, privileges and concessions it may think desirable and to exercise the same, promote any companies for any purposes which the company may think useful or other like purposes, and to pay any necessary fees, expenses and commissions as well as the costs of its incorporation out of the moneys of the company;

To apply for, obtain patents of invention, caveats, franchises, acquire the said patents or rights therein, and to dispose of the same, in whole or in part, under any title whatever; enter into partnership or into any arrangements with any person or company for the exploitation of the rights of the company or for the sharing of interests, profits or other things useful to the company;

To establish and manage pension funds for the employees, establish and maintain any institutions for the benefit of the employees;

To use the funds of the company for advertising purposes;

To do everything necessary, convenient, suitable and conducive to the accomplishment and attainment of any or several of the objects of the company, or which may appear at any time necessary for the protection and development of the company and of its property, under the name of "Eugène Picher, Limitée", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of March, 1924.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

"L'Hôpital St-Luc, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1924, incorporating: Wilfrid Beaupré, oculist, Achille Paquet, Albert Paquet and Alexandre Edge, physicians and surgeons, all residing in the city of Quebec, for the following purposes:

To establish, maintain and manage one or several hospitals with branches and annexes in the Province of Quebec, where it will receive and hospitalize patients;

To acquire, receive, possess, sell and exchange

ger des biens meubles et immeubles de toutes sortes à tout titre quelconque, par don, achat, legs, bail ou autrement, pour les fins de l'hôpital et de la corporation;

Constituer un bureau d'administration médical et chirurgical qui sera composé exclusivement de médecins, et qui seul aura le contrôle de l'administration médicale et chirurgicale de l'hôpital notamment quant à l'admission des malades, leur traitement, leur diète et leur renvoi. Ce bureau aura de plus le droit d'accorder des diplômes aux gardes-malades;

Acheter, accepter en paiement, posséder ou vendre des actions dans d'autres compagnies constituées en corporation;

Promouvoir ou aider à promouvoir toutes compagnies ou corporations faisant un genre d'affaires semblable, en tout ou en partie, à celui de cette compagnie ou constituées dans le but d'acquiescer l'achalandage de la compagnie, ou toute partie d'icelle, et organiser d'autres compagnies semblables;

Vendre, louer, engager, céder et transporter la totalité ou aucune partie des biens, droits et franchises de la compagnie à toute autre compagnie exerçant un genre d'affaires semblable à celui de cette compagnie, et en paiement d'iceux accepter de l'argent, des actions, obligations ou autres valeurs de cette compagnie ou de toutes autres compagnies, d'individus ou sociétés;

Se fusionner avec toute autre compagnie exerçant un même genre d'affaires, et acquiescer d'aucune manière les biens et franchises de toute autre compagnie et les payer soit en argent, débetures ou autres valeurs de la compagnie;

Promouvoir toute autre compagnie subsidiaire, semblable ou quasi semblable, et en devenir actionnaire;

Acquiescer par achat ou autrement les biens, achalandage, clientèle et les droits de toute autre compagnie ou individu exerçant un genre d'affaires semblable à celui de cette compagnie ou s'y rapportant individuellement, engager les biens, droits et débetures de la compagnie et en général faire tous actes et choses nécessaires ou convenables aux objets susdits de la compagnie;

Emprunter, sur le crédit de la compagnie, telle ou telles sommes qui lui seront nécessaires pour les fins pour lesquelles elle a été constituée, hypothéquer, pour garantir tel ou tels emprunts, tout ou partie de son actif, ses immeubles, ses dettes actives, émettre des bons ou débetures, et pour garantir telle émission, hypothéquer ou donner en gage ou nantissement, suivant le cas, en faveur de un ou de plusieurs fiduciaires, tout ou partie de ses biens meubles ou immeubles;

Et sans limiter la généralité des susdits pouvoirs, faire toutes choses et affaires qui peuvent être jugées nécessaires et utiles pour l'accomplissement des fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "L'Hôpital St. Luc, Limitée", avec un capital total de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre cent cinquante (450) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

1593

C.-J. SIMARD,

movable and immovable property of every kind under any titles whatever, by donation, purchase, legacy, lease or otherwise, for the purposes of the hospital and the corporation;

To constitute a medical and surgical board composed exclusively of physicians and who shall alone have the control of the medical and surgical management of the hospital particularly with respect to the admission of patients their treatment, their diet and their discharge. This board shall also have power to grant diplomas to nurses;

To buy, accept in payment, possess or sell shares in other incorporated companies;

To promote or assist in promoting any companies or corporations carrying on any business similar in whole or in part to that of this company, or formed for the purpose of acquiring the goodwill of the company, or any part thereof, and to organize other similar companies;

To sell, lease, pledge, assign and transfer the whole or any part of the property, rights, franchises of the company to any other company carrying on a business similar to that of this company, and in payment therefor to accept cash, shares, bonds or other securities of this company or of any other companies, individuals or partnerships;

To amalgamate with any other company carrying on a similar kind of business and to acquire in any way the property, franchises of any other company and to pay for the same either in cash, debentures or other securities of the company;

To promote any other similar or quasi-similar subsidiary company, and to become a shareholder thereof;

To acquire by purchase or otherwise the property, goodwill, custom and rights of any other company, or individual carrying on any business similar to that of this company or individually connected therewith, pledge the property, rights and debentures of the company and generally do all acts and things necessary or suitable for the company's objects;

To borrow, upon the credit of the company, any sum or sums which may appear necessary for the purposes of its incorporation, hypothecate, to secure any such loan or loans, the whole or part of its assets, immovables, book-debts, issue bonds or debentures and to guarantee such issue, hypothecate or pledge or give a lien on, as the case may be, in favour of one or several trustees, all or part of its movables or immovables;

And without limiting the generality of the above powers, to do all things and carry on any business which may be deemed necessary and useful for the attainment of the purposes for which the company is incorporated, under the name of "L'Hôpital St. Luc, Limitée", with a total capital stock of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of March, 1924.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

1594

"Tousignant Frères, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de mars 1924, constituant en corporation: Eudore Tousignant, Zéphirin-David Tousignant, Lazare-Bernardin Tousignant, tous trois négociants, de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

Opérer et exploiter le commerce de gros et de détail des provisions alimentaires en général, et tout particulièrement le lait, la crème, le beurre, les fromages, les œufs, graisse, lard, volailles ou toutes autres spécialités de produits alimentaires et de faire l'importation et l'exportation de toutes descriptions de marchandises se rapportant au commerce que la compagnie se propose de faire;

D'exploiter tous autres genres de commerce, soit comme manufacturiers ou autrement, pourvu être convenablement opérés en union avec les affaires de la compagnie, et tout spécialement les beurrieres, les fromageries, manufacture de conserves, de biscuits et confiseries, de tinettes, boîtes à beurre, boîtes à emballage en général;

Acquérir ou entreprendre le tout ou partie des affaires, propriétés et actif de quelques personnes ou compagnies exploitant quelque genre d'affaires que la compagnie est autorisée d'exploiter ou possédant des propriétés convenables pour le but dont se propose la compagnie et de payer pour telles acquisitions avec des actions de la compagnie;

De prendre ou autrement acquérir et détenir des actions dans d'autres compagnies ayant en tout ou en partie les mêmes buts de la compagnie et pouvant être conduits directement ou indirectement au bénéfice de la compagnie;

Faire application pour ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et autres choses semblables conférant des pouvoirs de se servir de secret ou autre information au sujet d'inventions, pouvant être utilisés pour le but que se propose la compagnie;

Entrer en société ou arrangement quelconque pour union d'intérêt dans la division des profits, coopération, concessions réciproques ou autrement, avec d'autres personnes ou compagnies faisant affaires et pouvant directement ou indirectement être conduites au bénéfice de la compagnie et de prêter de l'argent ou garantir les contrats de, ou autrement aider telles personnes ou compagnies et de prendre ou autrement acquérir les actions et sécurités de telles compagnies ou de vendre, les détenir, réemettre avec ou sans garantie;

Faire des arrangements avec des autorités municipales, pouvant paraître convenables aux buts de la compagnie ou à aucun d'eux et d'obtenir de telles autorités des pouvoirs, privilèges et concessions que la compagnie croirait désirable d'obtenir et d'exploiter;

Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir aucune propriété personnelle, pouvoirs, privilèges que la compagnie croirait nécessaires ou convenables pour son commerce, et en particulier des terrains, bâtisses, établissements, ou marchandises en magasins et de les payer avec des parts de la compagnie;

Prêter de l'argent aux clients et autres personnes en négociation avec la compagnie pour garantir l'exécution des contrats par telles personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de chan-

"Tousignant Frères, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1924, incorporating, Eudore Tousignant: Zéphirin David Tousignant, Lazare Bernardin Tousignant, all three merchants, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To conduct and carry on a wholesale and retail business in general foodstuffs and particularly in milk, cream, butter, cheese, eggs, grease, lard, poultry or any other specialities of food products and to import and export all kinds of merchandise connected with the business which the company intends to carry on;

To operate any other business, whether manufacturing or otherwise, capable of being conveniently carried on in connection with the business of the company, and in particular butter and cheese factories, canning factories, biscuit and confectionery factories and butter boxes and packing cases factories;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and assets of any persons or companies carrying on any business that the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company and to pay for such acquisitions with shares of the company;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company and capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To apply for or otherwise acquire patents, licenses, concessions and the like conferring the power to use any secret or other information as to any invention capable of being used for the company's purposes;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such persons or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue the same, with or without guarantee;

To enter into any arrangements with any municipal authorities that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out the same;

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire any personal property, powers, privileges that the company may think necessary or desirable for its business and in particular any lands, buildings, plants or stock-in-trade, and to pay for the same with shares of the company;

To lend money to customers and others having dealings with the company, to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, underwrite, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills

ge, connaissances, garanties ou autres documents, négociables ou transférables;

De vendre, disposer des entreprises de la compagnie ou de quelques parties, pour telles considérations que la compagnie croirait acceptables, et en particulier pour des actions, débetures ou sécurités de d'autres compagnies ayant des buts en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Faire application pour retenir, acquérir par fondé de pouvoirs, par achat ou autrement, d'exploiter, de jouir de licences, pouvoirs, autorités, franchises, concessions ou privilèges que quelque gouvernement, autorité, corporation ou autres corps public, ayant le pouvoir d'accorder, et de payer, venir en aide et contribuer à les mener à bonne fin, et d'y approprier des parts et actifs de la compagnie pour défrayer le coût des charges et dépenses nécessaires à cet effet;

Rémunérer certaines personnes ou compagnies pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer les actions du capital de la compagnie;

Adopter les moyens pouvant paraître le plus expéditifs de faire connaître les produits de la compagnie, particulièrement par annonces dans les journaux, circulaires, exhibitions d'ouvrages d'art, publication de livres et offres de cadeaux;

De vendre, améliorer, gérer, développer, louer, échanger ou autrement disposer de tout ou en partie des biens et propriétés de la compagnie;

Faire, passer et adopter des règlements tel qu'à l'ordinaire pour la régie du bureau de direction, aux fins d'atteindre le but ci-haut précité, sous le nom de "Tousignant Frères, Limitée", avec un capital total de cent quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$199,000.00), divisé en mille neuf cent quatre-vingt-dix (1990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal, dans la province de Québec, Canada.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

1595

C.-J. SIMARD.

of lading, securities and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession or privileges which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares or assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place the shares of the capital stock of the company;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by exhibition of works of art, by publication of books and by granting donations;

To sell, improve, manage, develop, lease, exchange or otherwise dispose of all or any part of the assets and property of the company;

To make, pass and adopt such by-laws as are customary for the management of the Board of Directors, for the attainment of the above purposes, under the name of "Tousignant Frères, Limitée", with a total capital stock of one hundred and ninety nine thousand dollars (\$199,000.00), divided into one thousand nine hundred and ninety (1990) shares of one hundred dollar (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, district of Montreal, Province of Quebec, Canada.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of March, 1924.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

1596

"United Realities, Limited".

"United Realities, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mars 1924, constituant en corporation: Charles-Arthur Gareau, George Roy, agents, Montréal, Henry-Bernard Charade, agent, Valois, dans les buts suivants:

Acheter, posséder, vendre, échanger, des propriétés immobilières, de quelque nature qu'elles soient, et construire sur les immeubles que la compagnie possédera ou pourra louer;

Acheter ou acquérir autrement, par bail ou autre titre, tout immeuble qui peut être jugé nécessaire aux objets pour lesquels la compagnie est incorporée;

Faire le commerce d'agents d'immeubles;

Faire le commerce de meubles soit comme principal ou comme agent, acheter, vendre, échanger des meubles de maison en général;

Exercer le commerce d'entrepreneur et constructeur en bâtisses de toute sorte, sous le nom de "United Realities, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1924, incorporating: Charles Arthur Gareau, George Roy, agents, Montreal, Henry Bernard Charade, agent, Valois, for the following purposes:

To buy, possess, sell, exchange immovable property of any nature whatsoever and to build upon the immovables which the company may possess or lease;

To buy or otherwise acquire by lease or other title, any immovable which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated;

To carry on the business of real estate agents;

To deal in movables either as principals or as agents, buy, sell, exchange household furniture in general;

To carry on the business of general building contractor and builder, under the name of "United Realities, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1597 C.-J. SIMARD.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of March, 1924.

C. J. SIMARD,
1598 Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

"Gagnon Brothers, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5968 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-septième jour de mars 1924, changeant le nom de la compagnie "Gagnon Brothers, Limited—Gagnon Frères, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes, en date du vingt et unième jour de décembre 1923, sous le nom de "Gagnon Brothers, Limited—Gagnon Frères, Limitée", en celui de "Gagnon Brothers, Limited", dans les buts suivants:

Exercer le commerce et l'industrie consistant à être manufacturiers, importateurs, exportateurs, marchands en gros et en détail, de mocassins, canots, raquettes, curiosités indiennes et de tous articles de commerce de nature semblable ou autre;

Acquérir de gré à gré ou aux enchères tous biens meubles et immeubles, nécessaires et utiles pour les fins du commerce de la compagnie;

Acquérir par achat, bail ou autrement, ou assumer la totalité ou aucune partie de l'entreprise, du commerce, de la propriété, du passif ou de l'actif d'aucune personne, société ou compagnie exerçant un des commerces que la compagnie est autorisée à exercer et les payer en tout ou en partie en argent, en parts totalement ou partiellement libérées de la compagnie, et avec l'approbation des actionnaires, payer de la même manière les services rendus à la compagnie, soit en rapport avec son organisation, la gestion de ses affaires, ou autrement;

Faire aucune convention et conclure tout arrangement relativement au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel à la concession réciproque, à l'administration des affaires de la compagnie, ou d'autres conventions de même nature, avec toutes autres personnes, sociétés ou compagnies exerçant un commerce semblable à celui de la compagnie et faire tous actes et choses nécessaires et utiles pour arriver à ces fins;

Souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de cette compagnie ou exerçant un commerce considéré profitable à la compagnie;

Acheter, prendre à bail, ou autrement acquérir toute propriété personnelle, tout droit, brevet d'invention, marque de commerce, ou privilège que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux objets de son commerce;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle aux prix fixés par elle, et payables en actions, obligations ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la corporation;

Hypothéquer, garantir ou mettre en gage, par acte authentique, pour garantir le paiement des obligations, débetures et actions-obligations

Supplementary Letters Patent

"Gagnon Brothers, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5968 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1924, changing the name of the company, "Gagnon Brothers, Limited—Gagnon Frères, Limitée", incorporated by Letters Patent dated the twenty first day of December, 1923, under the name "Gagnon Brothers, Limited—Gagnon Frères, Limitée", to that of "Gagnon Brothers, Limited", for the following purposes:

To carry on the business and industry of manufacturers, importers, exporters, wholesale and retail merchants of mocassins, canoes, snowshoes, Indian curios and any articles of trade of a similar or other nature;

To acquire at will or at auctions any movable and immovable property necessary and useful for the purposes of the business of the company;

To acquire by purchase, lease or otherwise, or assume the whole or any part of the undertaking, business, property, liabilities or assets of any person, firm or company carrying on any business that the company is authorized to carry on, and pay for same in whole or in part in cash, wholly or partly paid up shares of the company and, with the approval of the shareholders, pay for in the same manner any services rendered to the company, either in connection with its organization, management of its affairs, or otherwise;

To make any contract and enter into any arrangement relative to the sharing of profits, union of interests, cooperation, mutual risk, reciprocal concession, management of the affairs of the company, or other agreements of a like nature, with any other persons, firms or companies carrying on a similar business to that of the company and do all and anything necessary and useful for attaining such purposes;

To subscribe for or otherwise acquire and hold shares in any other company whose objects are wholly or partly similar to those of this company or exercising a business considered as profitable to the company;

To purchase, take on lease or otherwise acquire any personal property, any right, patent of invention, trade-mark or privilege that the company may deem necessary or advantageous for the objects of its business;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof at the prices it may determine, and payable in shares, bonds or securities of any other company whose objects are wholly or partly similar to those of the corporation;

To hypothecate, mortgage or pledge, by authentic deed, to secure the payment of the bonds, debentures and debenture-stock that it

(debenture-stock) qu'elle peut être autorisée à émettre par la loi, ou sa charte, les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, que la compagnie possède ou possèdera dans la province, conformément aux articles 6009 et 6009a de la loi des compagnies de Québec, 1920.

Faire toutes choses et affaires ne requérant pas un acte spécial de la législature, avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie est à Loretteville, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1599 C.-J. SIMARD.

may be authorized to issue by law or its charter, the movable or immovable property, present or future, that the company holds or may hold in the Province, pursuant to articles 6009 and 6009a of the Quebec Companies' Act, 1920;

To do any such things and business not requiring a special act of the Legislature, with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company is at Loretteville, in the district of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of March, 1924.

C. J. SIMARD,
1600 Assistant Provincial Secretary.

"National Roof Coating Mfg. Co., Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5993 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-unième jour de mars 1924, à la compagnie "National Roof Coating Mfg. Co., Ltd", ratifiant un règlement de la dite compagnie augmentant son capital de \$20,000.00 à \$300,000.00, par la création de 2,800 actions additionnelles de \$100.00 chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-unième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1601 C.-J. SIMARD.

"National Roof Coating Mfg. Co., Ltd".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5993 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of March, 1924, to the company "National Roof Coating Mfg. Co., Ltd", ratifying a by-law of the said company increasing its capital from \$20,000.00 to \$300,000.00, by the creation of 2,800 additional shares of \$100.00 each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of March, 1924.

C. J. SIMARD,
1602 Assistant Provincial Secretary.

Département des affaires municipales

Department of Municipal Affairs

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF

Québec, le 28 mars 1924.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de Saint-Eugène, dans le comté de Lac-Saint-Jean, le quatorzième jour de janvier 1924, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être faite en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucun des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal de Saint-Eugène, dans le comté de Lac-Saint-Jean, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

Le greffier du Conseil Exécutif,
A. MORISSET.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

Le sous-ministre des Affaires Municipales,
OSCAR MORIN.
Québec, 28 mars 1924. 1633

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, March 28, 1924.

PRESENT: The Lieutenant-Governor in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of Saint Eugène, in the county of Lake Saint John, on the fourteenth day of January, 1924, it hath been shewn to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provisions of the said Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed.

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of Saint Eugène, in the county of Lake Saint John, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in French language only.

A. MORISSET,
Clerk Executive Council.

Published in conformity with article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

OSCAR MORIN,
Deputy Minister of Municipal Affairs.
Quebec, March 28, 1924. 1634

Département de l'Instruction Publique

Department of Public Instruction

No 492-24

Québec, 20 mars 1924.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de "Saint-Jean-Baptiste-de-Bélisle", comté de Terrebonne, en celui de "Val-David".

1553-13-2

No. 492-24

Quebec, March 20, 1924.

Application is made to change the name of the school municipality of "Saint Jean Baptiste de Bélisle", county of Terrebonne, to that of "Val David".

1554-13-2

Département des terres et forêts

Department of Lands and Forests

Avis est par les présentes donné que le bureau d'examineurs des mesureurs de bois de la province de Québec, se réunira à:

HULL, le 8 juillet 1924.

CHICOUTIMI, le 22 juillet 1924.

RIMOUSKI, le 28 juillet 1924.

SHAWINIGAN FALLS, le 12 août 1924.

QUEBEC, le 2 septembre 1924.

pour procéder à l'examen des candidats qui désirent se qualifier comme mesureurs et classificateurs de bois.

Les aspirants devront communiquer immédiatement avec le Département et désigner l'endroit où ils doivent se présenter; aussi transmettre l'honoraire d'admission, soit \$6.00.

Le Ministre des Terres et Forêts,

HONORE MERCIER.

Québec, le 1er avril 1924. 1605-14-22

PROVINCE DE QUEBEC

Affermage de forces hydrauliques

Avis est par les présentes donné que le mardi, 29 avril 1924, à 10.30 heures A. M., dans la salle de vente, à l'Hôtel du gouvernement, à Québec, le Département des Terres et Forêts offrira à louer, par voie d'enchère, les droits du gouvernement aux forces hydrauliques connues et désignées sous le nom de rapides Ulverton-Kingsey, sur la rivière Saint-François, comté de Drummond.

Quiconque aurait l'intention d'enchérir devra faire un dépôt de \$2,000.00 par chèque accepté, à l'ordre du Ministre des Terres et Forêts, au moins sept jours avant l'enchère. Ce montant sera confisqué si le déposant ne met pas d'enchère; il sera remboursé après la vente aux enchérisseurs dont les offres n'auront pas été heureuses, et celui de l'adjudicataire sera retenu comme partie de cautionnement jusqu'à la date d'aménagement.

Pour plus de renseignements, s'adresser au Département des Terres et Forêts, à Québec.

Le Ministre,

1503-13-5 HONORE MERCIER.

Notice is hereby given that the Board of Examiners of Cullers of the Province of Quebec will meet at:

HULL, July 8th, 1924;

CHICOUTIMI, July 22nd, 1924.

RIMOUSKI, July 28th, 1924;

SHAWINIGAN FALLS, August 12th, 1924.

QUEBEC, September 2nd, 1924;

to examine candidates desiring to qualify as log measurers and cullers.

Intending candidates should communicate at once with the Department and mention the place where they purpose presenting themselves, also forward the admission fee of \$6.00.

HONORE MERCIER,

Minister of Lands and Forests.

Quebec, April 1st, 1924. 1606-14-22

PROVINCE OF QUEBEC.

Leasing of water power.

Notice is hereby given that on Tuesday, April 29th, 1924, at 10.30 A. M., in the sales room, Parliament Buildings, at Quebec, the Department of Lands and Forests will offer on lease, at public auction, the water power known and designated under the name of Ulverton-Kingsey falls, on the Saint François river, county of Drummond.

Interested parties shall be under the obligation to deposit \$2,000.00 by accepted cheque to the order of the Minister of Lands and Forests, at least seven days before the auction.

This deposit will be forfeited should the applicant put up no bidding; it shall be refunded after the auction to the unsuccessful bidders, while the grantee's deposit will be retained as part of the guarantee until the development is completed.

For further information, write to the Department of Lands and Forests, at Quebec.

HONORE MERCIER,

1504-13-5 Minister.

Ministère de l'agriculture

Department of Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Gaspé, sous le nom de: "Société Coopérative Agricole de Moulin à Farine, de Saint-Georges" et que son principal siège d'affaires est en la municipalité du village de Saint-Georges-de-Malbaie, comté de Gaspé.

Les objets pour lesquels cette société est formée

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been incorporated in the county of Gaspé, under the name of "Société Coopérative Agricole de Moulin à Farine, de Saint-Georges", and that its head office is in the municipality of the village of Saint Georges de Malbaie, county of Gaspé.

The objects for which the association is formed

sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
J.-ANTONIO GRENIER.

Daté à Québec, ce 2 avril 1924. 1635

are: the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister authorizes the formation of this association.

J. ANTONIO GRENIER,
Deputy Minister of Agriculture.

Dated at Quebec, the 2nd of April, 1924.
1636

Actions en séparation de biens

Canada, province de Québec, district de Québec, dans la Cour supérieure, No 1601.—Dame Florida Bouchard, épouse commune en biens de Zotique Marcoux, peintre, de la cité de Québec, dûment autorisée par la cour aux fins des présentes, demanderesse; vs Zotique Marcoux, peintre, de la cité de Québec, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 20e jour de mars 1924.

Québec, 20 mars 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
1511—13-5 DORION & DORION.

Canada, province de Québec, district de Hull, Cour supérieure, No 7263. Dame Emma Flore Leblanc, du canton de Maniwaki, comté et district de Hull, épouse commune en biens de Henri Maynard, médecin, du même lieu, et dûment autorisée par la cour aux fins des présentes, demanderesse; vs Henri Maynard, médecin, du canton de Maniwaki, comté et district de Hull, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le huitième jour de mars 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
Hull, ce 11 mars 1924. 1419—12-5 LEGAULT & FOURNIER.

Province de Québec, district d'Iberville, Cour supérieure. Dame Valéda Benoit, épouse de P. Hubert Mailloux, télégraphiste, de la Ville de Saint-Jean, district d'Iberville, demanderesse; vs P.-Hubert Mailloux, ci-haut mentionné, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause contre le défendeur susdit, ce 5ième jour de février 1924.

L'avocat de la demanderesse,
Saint-Jean, 5 février 1924.
1287—11-5 L. P. FOURNIER.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3171.—Dame Emma Lapierre, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph-A. Joly, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Joseph-A. Joly, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 3e jour du mois de mars 1924.
Montréal, 7 mars 1924.

Le procureur de la demanderesse,
1307—11-5 J.-E. LAFONTAINE.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, in the Superior Court, No. 1601.—Dame Florida Bouchard, wife common as to property of Zotique Marcoux, painter, of the city of Quebec, duly authorized by the Court, for the purposes hereof, plaintiff; vs. Zotique Marcoux, painter, of the city of Quebec, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 20th day of March, 1924.

DORION & DORION,
Attorneys for plaintiff.

Canada, province of Quebec, district of Hull, Superior Court, No. 7263. Dame Emma Flore Leblanc, of the Township of Maniwaki, county and district of Hull, wife as to property of Henri Maynard, physician, of the same place, and duly authorized by the Court for these presents, plaintiff; vs Henri Maynard, physician, of the Township of Maniwaki, County and district of Hull, defendant.

An action in separation as to property has been taken in this cause, this 8th day of March, 1924.

LEGAULT & FOURNIER,
Hull, March 11th, 1924. 1420—12-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Iberville, Superior Court. Dame Valéda Benoit, wife of P. Hubert Mailloux, telegraph operator, of the town of Saint John's, district of Iberville, plaintiff; vs P. Hubert Mailloux, hereabove mentioned, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, against the aforesaid defendant, this 5th day of February, 1924.

L. P. FOURNIER,
Saint John's, February 5, 1924.
1288—11-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3171.—Emma Lapierre, from the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph A. Joly, from the same place, said Emma Papierre, duly authorized to proceed, plaintiff; vs said Joseph A. Joly, defendant.

Proceedings in separation as to property have been instituted in this case, on March 3rd, 1924.
Montreal, March 7, 1924.

J. E. LAFONTAINE,
1308—11-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 3940.—Marie-Cordélia Pelletier, épouse commune en biens de Pierre Paradis, marchand, tous deux des cité et district de Montréal, autorisée à ester en justice par un juge de la Cour Supérieure, demanderesse; vs le dit Pierre Paradis, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 10 mars 1924.

Montréal, 10 mars 1924.

Le procureur de la demanderesse,
1131—11-5 ALFRED CINQ-MARS.

Province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 72.—Dame Hermance Pélouquin, épouse commune en biens de Pierre-Rosario Boucher, commerçant, du canton d'Auckland, dit district, a pris une action en séparation de biens contre son dit mari.

Sherbrooke, 26 février 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
1231—10-5 VERRET & DESILETS.

Province de Québec, district d'Abitibi, Cour supérieure, No 385.—Dame Marie-Alexina Gauthier, épouse commune en biens de François Fortin, journalier, de Villemontel, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit François Fortin, de Villemontel, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le deuxième jour de février 1924.

Amos, 27 février 1924.

Le procureur de la demanderesse,
(Signé) L.-A. LADOUCEUR.

Vraie copie,

Le procureur de la demanderesse,
1207—10-5 L.-A. LADOUCEUR.

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 1155.—Dame Marie-Louise Moreau, de Québec, épouse de Maurice Gosselin, restaurateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Maurice Gosselin, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 3 mars 1924.

Québec, 3 mars 1924.

Le procureur de la demanderesse,
(Signé) HECTOR LAFERTE.
1209—10-5

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 1123. Dame Philomène Pouliot, épouse commune en biens de Joseph Pouliot, boulanger, Québec, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Joseph Pouliot, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le premier jour de mars 1924.

Québec, 4 mars 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
(Signé) SHINK & DEBLOIS.

Vraie copie,

Les procureurs de la demanderesse,
1241—10-5 SHINK & DEBLOIS.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No. 2328. Dame Marie-Emma Poméla Gibeault, de Saint-Isidore-de-Laprairie, district de Montréal, épouse commune en biens de Hormisdas Trudeau, cultivateur, du même lieu, demanderesse; vs le dit Hormisdas Trudeau, défendeur et Téléphore Brassard, des Cité et district de Montréal, en sa qualité de registraire pour le district de Montréal, et F.-C. Larose,

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3940.—Marie Cordelia Pelletier, wife common as to property of Pierre Paradis, merchant, both of the city and district of Montreal, authorized to *ester en justice* by a judge of the Superior Court, plaintiff; vs the said Pierre Paradis, defendant.

An action for separation as to property has been instituted the 10th of March, 1924.

Montreal, March 10, 1924.

ALFRED CINQ-MARS,
Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 72.—Dame Hermance Pélouquin, wife common as to property of Pierre Rosario Boucher, of the township of Auckland, in said district, trader, has taken an action for separation as to property from her said husband.

Sherbrooke, February 26, 1924.

VERRET & DESILETS,
Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Abitibi, Superior Court, No. 385.—Dame Marie Alexina Gauthier, wife common as to property of François Fortin, labourer, of Villemontel, duly authorized to appear in Court, plaintiff; vs the said François Fortin, of Villemontel, defendant.

An action as to separation of property has been instituted in this case on the second day of February, 1924.

Amos, February 27, 1924.

(Signed) L. A. LADOUCEUR,
Attorney for plaintiff.

True copy,

L. A. LADOUCEUR,
1208—10-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 1155.—Dame Marie Louise Moreau, of Quebec, wife of Maurice Gosselin, restaurant keeper, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Maurice Gosselin, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 3rd of March, 1924.

Quebec, March 3rd, 1924.

(Signed) HECTOR LAFERTE,
Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 1123. Dame Philomène Pouliot, wife common as to property of Joseph Pouliot, baker, Quebec, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph Pouliot, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the first day of March, 1924.

Quebec, March 4, 1924.

(Signed) SHINK & DEBLOIS,
Attorneys for plaintiff.

True copy,

SHINK & DEBLOIS,
Attorneys for plaintiff. 1242—10-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2328. Dame Marie Emma Poméla Gibeault, of Saint Isidore de Laprairie, district of Montreal, wife common as to property of Hormisdas Trudeau, farmer, of the same place, plaintiff; vs the said Hormisdas Trudeau, defendant, and Téléphore Brassard, of the city and district of Montreal, in his quality of Registrar for the district of Montreal and F. C. Larose,

de Laprairie, dit district, en sa qualité de régistrateur du Comté de Laprairie, mis-en-cause.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 28 mars 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
BEAUREGARD & PELLETIER.
Montréal, 31 mars 1924. 1627—14-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 464. Léda Bérubé, épouse commune en biens de Joseph Souci, marchand, des Cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Joseph Souci, marchand, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Montréal, 27 mars 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
TRUDEAU, GUERIN, GARNEAU.
1615—14-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 538.

Dame Mathilda Bessette, de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son mari, F.-X.-Gédéon Jeannotte dit Lachapelle, médecin, du même lieu.

Le procureur de la demanderesse,
M.-J.-CL. LARIVIERE.

Montréal, 1er avril 1924. 1655—14-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 5004. Dame Marie-Louise Gardier, de la cité et du district de Montréal, épouse de Louis Guittard, machiniste, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Louis Guittard, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur le 24 mars 1924.

Les avocats de la demanderesse,
1657—14-5 BRODEUR & THOUIN.

Province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 9236. Dame Marie-Blanche Gagnon, épouse commune en biens de Philippe Fournier, journalier, de la paroisse de Saint-Fabien, dit district, dûment autorisée à ester en justice, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre le dit Philippe Fournier, défendeur.

Le procureur de la demanderesse,
R.-E. ASSELIN.

Rimouski, 2 avril 1924. 1659—14-5

Province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 9237. Dame Antonia Harton, épouse commune en biens de J.-J.-Bte Fournier, beurrier, de la paroisse de Saint-Rémi-de-Métis, vulgo Price, dit district, dûment autorisée à ester en justice, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre le dit J.-J.-Bte Fournier, défendeur.

Le procureur de la demanderesse,
R.-E. ASSELIN.

Rimouski, 2 avril 1924. 1661—14-5

Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe, Cour supérieure, No 25. Dame Hérodiad Leclerc, du Village Saint-Joseph, district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Joseph-T. Tétreault, entrepreneur, du même en-

of Laprairie, said district, in his quality of Registrar of the county of Laprairie, *mis-en-cause*.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the twenty eighth of March, 1924.

BEAUREGARD & PELLETIER,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, March 31, 1924. 1628—14-5

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 464. Dame Léda Bérubé, wife common as to property of Joseph Souci, merchant, of Montreal, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Joseph Souci, merchant, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted to day.

Montreal, March 27th, 1924.

TRUDEAU, GUERIN, GARNEAU,
Attorneys for plaintiff.
1616—14-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 538.

Dame Mathilda Bessette, of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, F. X. Gédéon Jeannotte, dit Lachapelle, physician, of the same place.

M. J. CL. LARIVIERE,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 1st April, 1924. 1656—14-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 5004. Dame Marie Louise Gardier, of the City and District of Montreal, wife of Louis Guittard, machinist, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Louis Guittard, defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the defendant on March 24th, 1924.

BRODEUR & THOUIN,
Attorneys for plaintiff.
1658—14-5

Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 9236. Dame Marie-Blanche Gagnon, wife common as to property of Philippe Fournier, labourer, of the parish of Saint Fabien, said district, duly authorized to *ester en justice*, has instituted, this day, an action for separation as to property against the said Philippe Fournier, defendant.

R. E. ASSELIN,
Attorney for plaintiff.

Rimouski, 2nd April, 1924. 1660—14-5

Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 9237. Dame Antonia Harton, wife common as to property of J. J. Bte Fournier, butter manufacturer, of the parish of Saint Rémi de Métis, vulgo Price, said district, duly authorized to *ester en justice*, has instituted, this day, an action for separation as to property against the said J. J. Bte Fournier, defendant.

R. E. ASSELIN,
Attorney for plaintiff.

Rimouski, 2nd April, 1924. 1662—14-5

Province of Quebec, district of Saint Hyacinthe, Superior Court, No. 25. Dame Hérodiad Leclerc, of the village Saint Joseph, district of Saint Hyacinthe, wife common as to property of Joseph T. Tétreault, contractor, of the same

droit, a institué, ce jour, une action en séparation de biens en cette cause contre le dit Joseph-T. Tétreault.

Les procureurs de la demanderesse Dame
Hérodias Leclerc,
LUSSIER & FONTAINE.
Saint-Hyacinthe, 29 mars 1924. 1663—14-5

place, has instituted, this day, an action in separation as to property against her husband, the said Joseph T. Tétreault.

LUSSIER & FONTAINE,
Attorneys for the plaintiff said Dame
Hérodias Leclerc.
Saint Hyacinthe, March 29, 1924. 1664—14-5

Action en séparation de corps et de biens

Province de Québec, district de Hull, dans la Cour supérieure, No 7300. Octave Emery, cuisinier, des Cité et district de Hull, demandeur; vs Dame Luvina Amyot, anciennement des Cité et district de Hull, mais maintenant de lieux inconnus, épouse du dit demandeur, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, défenderesse.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le 1er jour d'avril, 1924.

Le procureur du demandeur,
L.-A. LEDUC,
Hull, 1er avril 1924. 1629—14-5

Action for separation as to bed and board

Province of Quebec, district of Hull. In the Superior Court, No. 7300. Octave Emery, cook, of the City and District of Hull, plaintiff; vs Dame Luvina Amyot, formerly of the City and District of Hull, but now of parts unknown, wife of said plaintiff; and the latter for the purpose of authorizing his said wife, defendant.

An action in separation of property and from bed and board has been instituted in this cause, the 1st day of April, 1924.

L. A. LEDUC,
Attorney for plaintiff.
Hull, 1st April, 1924. 1630—14-5

Canada, province de Québec, district de Terrebonne, Cour supérieure, No 531.—Dame Lena Deslauriers, de Avoca, district de Terrebonne, épouse commune en biens de Robert E. Smythe, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Robert E. Smythe, absent en lieux inconnus, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le 10ème jour de mars 1924.

Sainte-Scholastique, 10 mars 1924.
Le procureur de la demanderesse,
1329—11-2 J.-A.-C. ETHIER.

Canada, Province of Quebec, district of Terrebonne, Superior Court, No. 531.—Dame Lena Deslauriers, of Avoca, district of Terrebonne, wife common as to property of Robert E. Smythe, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Robert E. Smythe, of parts unknown, defendant.

An action for separation as to bed and board has been instituted in this cause the 10th day of March, 1924.

Sainte Scholastique, March 10, 1924.
J. A. C. ETHIER,
1330—11-2 Attorney for plaintiff.

Assemblée

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER "QUEBEC CENTRAL".

AVIS AUX ACTIONNAIRES.

Avis est aux présentes donné que l'assemblée générale annuelle de la compagnie de chemin de fer "Québec Central" aura lieu dans les bureaux de la compagnie de chemin de fer "Canadien Pacifique", à Montréal, mercredi, le 16 avril mil neuf cent vingt-quatre, à midi, pour élire deux administrateurs représentant les porteurs de garantie, selon la constitution de la compagnie, et transiger toute autre affaire dûment soumise à ladite assemblée.

Les actionnaires inscrits le 1er mars auront droit d'assister et de voter à l'assemblée.
Par ordre du conseil d'administration.

Le secrétaire,
H. C. OSWALD.
Montréal, 1er mars 1924. 1507—13-3

Meeting.

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY.

NOTICE TO STOCKHOLDERS.

Notice is hereby given that the Annual General Meeting of the Quebec Central Railway Company will be held in the Offices of the Canadian Pacific Railway Company, Montreal, on Wednesday, April 16th, one thousand nine hundred and twenty four, at 12 noon, for the purpose of electing two Directors representing the Security Holders, as required by the constitution of the Company, and for the transaction of such other business as may properly come before the said Meeting.

Stockholders of record on the 1st March will be entitled to attend and vote at the Meeting.
By order of the Board,

H. C. OSWALD,
Secretary.
Montreal, March 1st, 1924. 1508—13-3

Chartes :—Abandon de

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, article 5973a, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec d'accepter l'abandon de la charte de "La Compagnie J.-B. Thibaudeau, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du huitième jour d'octobre 1921.

Avis est de plus donné qu'à compter de la date de la publication du présent avis, "La Compagnie J.-B. Thibaudeau, Limitée" a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1623 C.-J. SIMARD.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, article 5973a, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "The Quebec Olympia Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du dix-septième jour de septembre 1909.

Avis est de plus donné qu'à compter de la date de la publication du présent avis, la compagnie "The Quebec Olympia Company, Limited" a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1625 C.-J. SIMARD.

"WM. DANGERFIELD, INC."

Avis public est donné par les présentes que "Wm. Dangerfield, Inc." présentera une pétition au lieutenant-gouverneur, pour obtenir la permission de remettre la charte de la compagnie, conformément aux termes de l'article 5973 (a), S.R.Q.

Le secrétaire,
S.-W. CUTHBERT.

Montréal, le 1er avril 1924. 1665

Compagnie autorisée à faire des opérations

La compagnie "The Master Builders Company", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, 601 Edifice McGill.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. John Edward Grivell, de Montréal, Edifice Royal Insurance, 2 Place d'Armes.

Québec, 11 mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1603 C.-J. SIMARD.

Charters :—Surrender of

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, article 5973a, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of "La Compagnie J.-B. Thibaudeau, Limitée", incorporated by Letters patent dated the eighth day of October 1921.

Notice is also given that from and after the date of the publication of the present notice "La Compagnie J.-B. Thibaudeau, Limitée" is dissolved.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of March, 1924.

C. J. SIMARD,
1624 Assistant Provincial Secretary.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, article 5973a, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "The Quebec Olympia Company, Limited", incorporated by letters patent dated the seventeenth day of September, 1909.

Notice is also hereby given that from and after the date of the publication of this notice, the said company "The Quebec Olympia Company, Limited" is dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of March, 1924.

C. J. SIMARD,
1626 Assistant Provincial Secretary.

"WM. DANGERFIELD, INC."

Public notice is hereby given that "Wm. Dangerfield, Inc." will petition the Lieutenant-Governor to be permitted to surrender the Charter of the Company, under the terms of article 5973 (a) R.S.Q.

S. W. CUTHBERT,
Secretary.
1666

Montreal, April 1st, 1924.

Company authorized to do business

The company "The Master Builders Company" has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at 601 McGill Building, Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr John Edward Grivell, of Montreal, Royal Insurance Building, 2 Place d'Armes.

Quebec, March 11, 1924.

C. J. SIMARD,
1604 Assistant Provincial Secretary.

Liquidation—Avis de

Winding up Notice

LA MAISON NORMANDIN, INCORPOREE.

LA MAISON NORMANDIN, INCORPOREE.

AVIS DE DISSOLUTION

WINDING UP NOTICE.

Avis est par les présentes donné, conformément aux dispositions de l'article 6127 de la "Loi des Compagnies de Québec 1920", que suivant résolution passée à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la Compagnie La Maison Normandin, Incorporée, tenue le 28e jour de mars 1924, confirmant une résolution des directeurs au même effet, passée le 18e jour de mars 1924, il a été résolu de liquider volontairement les affaires de la compagnie et de dissoudre la compagnie conformément aux dispositions des articles 6120 et suivants de la "Loi des Compagnies de Québec, 1920".

Le liquidateur,
J. NORMANDIN.

Montréal, 28 mars 1924.

1619

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of article 6127 of the "Quebec Companies' Act, 1920", that following a resolution passed at a special general meeting of the shareholders of the company "La Maison Normandin, Incorporée", held the 28th day of March, 1924, confirming a resolution of the directors to the same effect, passed the 18th day of March, 1924, it was resolved to voluntarily wind up the affairs of the company and to dissolve the company in accordance with the provisions of article 6120 and following of the "Quebec Companies' Act, 1920".

J. NORMANDIN,
Liquidator.

Montreal, March 28, 1924.

1620

Minutes de notaire

Notarial minutes

Québec, le 21 mars 1924.

Quebec, March 21, 1924.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'une requête a été transmise au Lieutenant-Gouverneur en conseil par M. Lucien Baillargeon, notaire, de la ville de Huntingdon, même comté, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire I.-I. Grevier, en son vivant de la paroisse de Saint-Anicet, district de Beauharnois, ainsi que de partie du greffe de M. A.-R. Leduc, notaire, pratiquant actuellement dans la dite ville de Huntingdon.

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of the Notarial Code, application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr Lucien Baillargeon, notary, of the town of Huntingdon, same county, whereby he prays for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late notary I. I. Grevier, in his lifetime of the parish of Saint Anicet, district of Beauharnois, as well as part of the records of Mr. A. R. Leduc, notary, now practicing in the said town of Huntingdon.

Le sous-secrétaire de la province,
1513—13-5 C.-J. SIMARD.

C. J. SIMARD,
1514—13-5 Assistant Provincial Secretary.

Ordres de Cour

Rules of Court

Canada, province de Québec, district de Gaspé, comté de Bonaventure, Cour supérieure, No 3870. O.-J. Levesque, marchand, de Saint-Alexis, demandeur; vs Joseph-A. Gallant, du même endroit, défendeur, et Aimé Bouchard, de Causapsca, opposant afin de conserver.

Canada, Province of Quebec, district of Gaspé, county of Bonaventure, Superior Court, No. 3870. O. J. Levesque, merchant, of Saint Alexis, plaintiff; vs. Joseph A. Gallant, of Saint Alexis, defendant, and Aimé Bouchard, of Causapsca, opponent *afin de conserver*.

Ce 24ème jour de mars 1924, sur l'ordre de T.-A. Blanchet, protonotaire de la Cour supérieure, district de Gaspé, comté de Bonaventure, donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité du dit Joseph-A. Gallant, de Saint-Alexis-de-Matapédia, défendeur, les créanciers du dit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour ce district, à New-Carlisle, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la Gazette Officielle de Québec, conformément aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.

On the 24th day of March, 1924, upon the order of T. A. Blanchet, Prothonotary of the Superior Court, district of Gaspé, county of Bonaventure, given this day, seeing the alleged insolvency of the said Joseph A. Gallant, of Saint Alexis of Matapédia, defendant, the creditors of said defendant who have not yet filed their claims are requested to do so in the record of the present case, in the office of the Prothonotary of the Superior Court for the said district at New Carlisle, within 15 days of the first publication of the present notice in the Quebec Official Gazette, according to articles 673 and 674 of the code of civil procedure.

New-Carlisle, 24 mars 1924.
(Signé) T.-A. BLANCHET.

(Signed) T. A. BLANCHET.
New Carlisle, March 24, 1924.

Contresigné,
P.-EMILE COTE,
Procureur de l'opposant. 1531—13-2

Countersigned,
P. EMILE COTE,
Atty. for the opponent. 1532—13-2

Province de Québec, district de Bedford, Cour Supérieure, No 131.

Sweetsburg, ce 17 mars 1924.

PRESENT: L'Honorable Juge M.-F. Hackett, juge de la dite Cour.

La Banque d'Hochelaga, corps politique et dûment incorporé ayant son siège social d'affaires en les cité et district de Montréal, et un bureau avec agent dans la ville de Waterloo, dans le district de Bedford, demanderesse; vs Stanislas Choinière, de la paroisse de Lawrenceville, dit district de Bedford, défendeur & Arthur-S. Kendall, marchand, et Demoiselle Jeannette Main, fille majeure, tous deux du village de Warden, dans le district de Bedford, commerçants et y faisant affaires en société sous les nom et raison sociale de A. S. Kendall & Co., opposants.

Sur motion de la part de la demanderesse et desdits opposants alléguant déconfiture du défendeur, il est enjoint aux créanciers dudit défendeur, par la présente ordonnance qui devra être publiée deux fois, en langues française et anglaise, dans la Gazette Officielle de Québec, de produire leurs réclamations, avec pièces justificatives à l'appui, au greffe de cette Cour, dans les quinze jours de la première publication, le tout conformément à la loi.

Le juge de la Cour supérieure,
(Signé) M.-F. HACKETT.

Vraie copie

Le P. C. S.,

MASSE & BIRON.

1533-13-2

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 131.

Sweetsburg, the 17th of March, 1924.

PRESENT: The Honourable Mr. Justice M. F. Hackett, Judge of said Court.

The Bank of Hochelaga, a body corporate and politic, duly incorporated by Law, having its principal place of business in the City and District of Montreal, and having an office and agent in the Town of Waterloo, in the district of Bedford, plaintiff; vs Stanislas Choinière, of the parish of Lawrenceville, in the District of Bedford, Defendant and Arthur S. Kendall, and Miss Jeannette Main, of the age of majority, both of the Village of Warden, in the District of Bedford, traders, doing business together there as such, in co-partnership under the name and style of "A. S. Kendall & Co." opposants.

On motion by plaintiff and opposants alleging the insolvency of the defendant, it is ordered that the creditors of the said defendant be, by an order to be published twice in the French and English language, in the Official Gazette of the Province of Quebec, notified to produce their claims against defendant with exhibits and proof thereof, at the Office of the Prothonotaries of this Court, within fifteen days following the first publication thereof according to Law.

Signed: M. F. HACKETT,
Judge of the Superior Court.

True Copy,

MASSE & BIRON,

P. S. C.

1534-13-2

Soumissions

MUNICIPALITE SCOLAIRE DE LA VILLE DE CHICOUTIMI.

Avis public est par la présente donné que des soumissions cachetées, endossées "Soumissions pour débentures", seront reçues par le soussigné, jusqu'au 22 avril courant (1924), à quatre heures P. M., pour l'achat d'une émission d'obligations au montant de \$65,000.00, souscrite par les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Chicoutimi, datées du 1er mai 1924 et portant intérêt au taux de 5½% l'an payable semi-annuellement.

Cette émission a été autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 22 février 1924.

Les soumissions pourront être faites pour les deux modes d'emprunt suivants: (A) 5½% pour débentures remboursables en série de 1 à 30 ans. (B) 5½% pour débentures remboursables en série de 1 à 10 ans. Le tout d'après les tableaux ci-dessous:

Série de 30 ans

1er mai 1925.....	\$ 500.00
1er mai 1926.....	1,000.00
1er mai 1927.....	1,000.00
1er mai 1928.....	1,000.00
1er mai 1929.....	1,500.00
1er mai 1930.....	1,000.00
1er mai 1931.....	1,000.00
1er mai 1932.....	1,000.00
1er mai 1933.....	1,500.00
1er mai 1934.....	1,500.00
1er mai 1935.....	1,500.00
1er mai 1936.....	1,500.00
1er mai 1937.....	2,000.00

Tenders

SCHOOL MUNICIPALITY OF THE TOWN OF CHICOUTIMI.

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Debentures", will be received by the undersigned until four o'clock P. M. of the 22nd day of April instant (1924), for the purchase of an issue of debentures amounting to \$65,000.00, issued by the School Commissioners for the municipality of the town of Chicoutimi, dated the 1st of May, 1924, and bearing interest at the rate of 5½% per annum payable semi-yearly.

This issue has been authorized by the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated the 22nd day of February, 1924.

Offers may be made for the two following modes of borrowing: (A) 5½% serial debentures maturing in 1 to 30 years. (B) 5½% serial debentures maturing in 1 to 10 years. The whole according to the following tables:

30 years serial debentures

1st May, 1925.....	\$ 500.00
1st May, 1926.....	1,000.00
1st May, 1927.....	1,000.00
1st May, 1928.....	1,000.00
1st May, 1929.....	1,500.00
1st May, 1930.....	1,000.00
1st May, 1931.....	1,000.00
1st May, 1932.....	1,000.00
1st May, 1933.....	1,500.00
1st May, 1934.....	1,500.00
1st May, 1935.....	1,500.00
1st May, 1936.....	1,500.00
1st May, 1937.....	2,000.00

1er mai 1938.....	2,000.00
1er mai 1939.....	2,000.00
1er mai 1940.....	2,000.00
1er mai 1941.....	2,000.00
1er mai 1942.....	2,000.00
1er mai 1943.....	2,500.00
1er mai 1944.....	2,500.00
1er mai 1945.....	2,500.00
1er mai 1946.....	3,000.00
1er mai 1947.....	3,000.00
1er mai 1948.....	3,000.00
1er mai 1949.....	3,500.00
1er mai 1950.....	3,500.00
1er mai 1951.....	3,500.00
1er mai 1952.....	3,500.00
1er mai 1953.....	4,000.00
1er mai 1954.....	4,000.00

Série de 10 ans

1er mai 1925.....	\$ 500.00
1er mai 1926.....	1,000.00
1er mai 1927.....	1,000.00
1er mai 1928.....	1,000.00
1er mai 1929.....	1,500.00
1er mai 1930.....	1,000.00
1er mai 1931.....	1,500.00
1er mai 1932.....	1,000.00
1er mai 1933.....	1,500.00
1er mai 1934.....	55,000.00

Ces débetures seront émises en dénominations de \$500.00 chacune, et seront payables ainsi que les intérêts au bureau de la Banque Molson, à Chicoutimi, Québec ou Montréal.

Toute soumission devra spécifier que les intérêts accrus sur les débetures au moment de leur livraison seront payés en outre du prix offert.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté représentant un pour cent (1%) du montant de l'emprunt. Le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat.

Les commissaires d'écoles ne s'engagent pas à accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chicoutimi, 1er avril 1924.

Le secrétaire-trésorier,
1637-14-2 J. ERN. BLACKBURN.

1st May, 1938.....	2,000.00
1st May, 1939.....	2,000.00
1st May, 1940.....	2,000.00
1st May, 1941.....	2,000.00
1st May, 1942.....	2,000.00
1st May, 1943.....	2,500.00
1st May, 1944.....	2,500.00
1st May, 1945.....	2,500.00
1st May, 1946.....	3,000.00
1st May, 1947.....	3,000.00
1st May, 1948.....	3,000.00
1st May, 1949.....	3,500.00
1st May, 1950.....	3,500.00
1st May, 1951.....	3,500.00
1st May, 1952.....	3,500.00
1st May, 1953.....	4,000.00
1st May, 1954.....	4,000.00

10 years serial debentures

1st May, 1925.....	\$ 500.00
1st May, 1926.....	1,000.00
1st May, 1927.....	1,000.00
1st May, 1928.....	1,000.00
1st May, 1929.....	1,500.00
1st May, 1930.....	1,000.00
1st May, 1931.....	1,500.00
1st May, 1932.....	1,000.00
1st May, 1933.....	1,500.00
1st May, 1934.....	55,000.00

These debentures are issued in denominations of \$500.00 each and are payable with the interests at the offices of the Molson's Bank, at Chicoutimi, Quebec or Montreal.

Every tender must specify that the accrued interests on the debentures at the time of their delivery shall be paid in addition to the price offered.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque representing one per cent (1%) of the amount of the loan. The cheque of the successful tenderer shall be remitted to him after the execution of his contract.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.
Chicoutimi, April 1st, 1924.

J. ERN. BLACKBURN,
1638-14-2 Secretary-Treasurer.

Ventes d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné au public, sous l'autorité de la Loi des chemins de fer du Canada, que la compagnie de messageries "Dominion Express Company" vendra à l'encan public, dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, mercredi, le 14 mai 1924, toutes les consignations non réclamées reçues avant le premier juin 1923 dans les bureaux de la division dite Atlantique.

Le vice-président et gérant-général,
1613-14-6 T. E. McDONNELL.

A CEUX QUE LES PRÉSENTES CONCERNENT:—
Avis est par les présentes donné que tous les articles reçus avant le 28ième jour de février 1923, et qui demeurent non réclamés ou autrement dans les bureaux de la Canadian National Express, et de l'American Railway Express Company, à différents endroits dans les provinces d'Ontario, Québec, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse, et de l'Ile-du-Prince-Edouard, seront vendus par encan public, au plus haut enchérissseur, par l'en-

Sales of unclaimed freight

Public notice is hereby given that under authority of Canadian Railway Act, the Dominion Express Company will sell at public auction, in the city of Montreal, in the Province of Quebec, on Wednesday, May 14, 1924, all unclaimed shipments that have been on hand since previous to June the first 1923, at offices in the Atlantic division.

T. E. McDONNELL,
Vice-President and General Manager.
1614-14-6

TO WHOM IT MAY CONCERN:—Notice is hereby given that all goods received previous to the twenty eighth of February, A. D. 1923, and still remaining unclaimed or otherwise in the offices of the Canadian National Express and the American Railway Express Company, at different points in the Provinces of Ontario, Quebec, New-Brunswick, Nova Scotia, and Prince Edward Island, will be sold by public auction to the highest bidder, by the company's auctioneer, Walter

canteur de la compagnie Walter M. Kearns, 346 rue de l'Université, Montréal, province de Québec, à DIX heures de l'avant-midi, MARDI, le SIXIEME jour de MAI 1924, à moins que les dits articles ne soient réclamés avant cette date et que tous les frais sur iceux soient acquittés.

Daté à Montréal, Québec, ce dixième jour de mars 1924.

Canadian National Express,

Montréal, Qué.,

L'Assistant gérant général,

1323—11-6

W. C. MUIR.

M. Kearns, 346 University Street, Montreal, Quebec, at TEN o'clock in the forenoon, on TUESDAY, the SIXTH day of MAY, A. D., 1924, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Dated at Montreal, Quebec, this tenth day of March, 1924.

W. C. MUIR,

Assistant General Manager,

Canadian National Express, Montreal, Que.

1324—11-6

Ventes—Loi de faillite

Province de Québec, District de Montréal, Cour supérieure, en faillite. Dans l'affaire de Benjamin Biron, de Saint-Thomas-de-Pierreville, fabricant de fromage, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que le MARDI, SIXIEME jour du mois de MAI 1924, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Thomas-de-Pierreville, l'immeuble suivant, décrit comme suit, savoir:

Une portion de terre située en la paroisse de Saint-Thomas-de-Pierreville, en la concession de Saint-Joseph, de la contenant de cinquante pieds de largeur sur soixante-dix pieds de profondeur, le tout plus ou moins, quel qu'il soit, devant être au profit ou à la porte de l'acquéreur; tenant d'un bout au nord-est au chemin de front, de l'autre bout au sud-est et du côté nord-est à Exilia Senneville, et du côté sud-ouest à une route publique—avec une fromagerie et autres bâtisses dessus construites.

Laquelle portion de terre est une partie ainsi que susdésignée du lot de terre décrit aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Thomas-de-Pierreville, comme étant le lot numéro deux cent vingt-neuf (Ptie No 229).

Cette vente est faite en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, district de Montréal, en date du 25ème jour de mars 1924, et conformément aux articles 716 et 717 C. P. C. et à l'article 20, paragraphe 4, de la Loi des faillites, qui a le même effet qu'une vente faite par le shérif.

Conditions de vente: argent comptant.

Les syndics autorisés,

J.-H. TURCOTTE et E.-H. MERRILL,

Bureau: 50 Notre-Dame ouest.

Montréal, 27 mars 1924.

1607—14-2

Dans l'affaire de Joseph Pepin, cultivateur, de la partie Ouest du canton de Farnham, Comté de Missisquoi, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le SEPTIEME jour du mois de MAI, 1924, à ONZE heures de l'avant-midi, à la porte de l'Eglise Catholique Romaine de Saint-Romuald-de-Farnham, dans la ville de Farnham, il sera vendu par encan public, les immeubles suivants, savoir:

1. Une terre connue et désignée par le lot numéro cent quatre-vingt quatorze (194) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Romuald-de-Farnham—avec bâtisses y érigées; contenant environ quatre-vingt-dix-huit acres de terre en superficie, plus ou moins.

2. La partie nord des lots désignés comme étant

Sales—Bankruptcy Act

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, sitting in Bankruptcy. In the matter of Benjamin Biron, of Saint Thomas de Pierreville, cheese-maker, authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the SIXTH day of the month of MARCH, 1924, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be offered for sale by public auction, at the door of the parochial church of Saint Thomas de Pierreville, the following immovable, described as follows, to wit:

That certain tract of land situate in the parish of Saint Thomas de Pierreville, in the concession of Saint Joseph, containing fifty feet in width by seventy feet in depth, more or less, whatever it may be, the more or the less to be to the profit or loss of the purchaser; bounded at one end to the northeast by the front road, at the other end to the southeast and to the northeast by Exilia Senneville and on the southwest side by a public road—with a cheese factory and other buildings thereon erected.

Which tract of land is a part as described above of the lot of land designated on the official plan and book of reference for the parish of Saint Thomas de Pierreville, as being lot number two hundred and twenty nine (Pt. No. 229).

This sale is made under a judgment of the Superior Court, district of Montreal, dated the 25th day of March, 1924, and pursuant to articles 716 and 717 C. C. P. and to article 20, par. 4 of the Bankruptcy Act, which gives it the same effects as a sheriff's sale.

Terms of sale: Cash.

J. A. TURCOTTE and E. H. MERRILL,

Authorized trustees,

Office: 50 Notre-Dame Street West,

Montreal, March 27, 1924.

1608—14-2

In the matter of the estate of Joseph Pepin, farmer, of the West part of the Township of Farnham, County of Missisquoi, authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the SEVENTH day of MAY, 1924, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the Roman Catholic Church door of the Parish of Saint Romuald of Farnham, in the town of Farnham, there will be sold by public auction the following immovable properties, to wit:

1. A farm known and designated by lot number one hundred and ninety four (194) of the official plan and book of reference of the Parish of Saint Romuald of Farnham—with the buildings thereon erected; containing about ninety eight acres of land in superficies, more or less.

2. The north parts of lots designated as being

les subdivisions numéros neuf et dix du lot numéro deux cent neuf (subs. 9 et 10 lot 209) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Farnham—avec dépendances y érigées; mesurant, telles parties de lots, au nord sur la rue McCorkill, cent pieds; à l'ouest, cent cinquante pieds; au sud, quatre-vingt-dix pieds; à l'est, cent quatorze pieds, le tout plus ou moins, sans garantie de mesure précise.

Bornées, telles parties de lots, au nord, par la rue McCorkill; au sud par parties des dits lots; à l'ouest par la subdivision numéro neuf; à l'est par la subdivision numéro onze du susdit cadastre de la ville de Farnham.

Cette vente est faite conformément à la loi de Faillite 9-10 George V, chap. 36, article 20, paragraphe 4, et amendements, ayant l'effet du décret de même qu'une vente faite par le shérif. Conditions de paiement: argent comptant.

Le syndic autorisé,

D.-H. NOISEUX.

Farnham, Mars 28, 1924.

1609—14-2

the subdivision numbers nine and ten of lot number two hundred and nine (Subs. 9-10 Lot 209) of the official plan and book of reference of the town of Farnham—with buildings thereon erected; measuring, said parts of lots, to the north on McCorkill Street, one hundred feet; to the west one hundred and fifty feet; to the south, ninety feet; to the east, one hundred and fourteen feet, the whole more or less, without any guarantee as to precise measurements.

Bounded, said parts of lots, to the north by McCorkill Street; to the south by parts of said lots; to the west by subdivision number eight; to the east, by subdivision number eleven of said cadastral plan of the town of Farnham.

This sale is made pursuant to the Bankruptcy Act, 9-10 George V, Chap. 36, Art. 20, Paragraph 4 and amendments and has the same effects as a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

D. H. NOISEUX,

Authorized trustee.

Farnham, Que., March 28, 1924.

1610—14-2

Dans l'affaire de: Joseph-A. Vézina, Trois-Rivières, Qué., failli.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le SEPTIEME jour de MAI 1924, à DIX heures de l'avant-midi, seront vendus par encan public, à mon bureau, 142 rue Notre-Dame, Trois-Rivières, les immeubles suivants, savoir:

Un emplacement situé au sud-ouest de la rue Saint-Antoine, en la cité des Trois-Rivières, contenant environ quarante-sept pieds de largeur par cent dix-huit à cent vingt-deux pieds de profondeur, connu et désigné comme étant l'extrémité nord-ouest des lots numéros six cent soixante-seize, six cent soixante-quinze et six cent soixante-quatorze et la partie adjacente du lot numéro six cent soixante-treize du cadastre officiel pour la dite cité; borné en front, par la dite rue Saint-Antoine, en profondeur, par la ligne latérale sud-ouest du dit lot numéro six cent soixante-treize du dit cadastre; du côté sud-est, partie au surplus du dit lot No. 676 appartenant à la succession Ryan, partie au surplus du dit lot No. 675 appartenant à Hector Girardeau et la balance à l'emplacement ci-après décrit, et du côté nord-ouest à l'emplacement de Delle Annie Cormier, étant la partie sud-ouest du lot No. 663, le lot No. 664 et la partie nord-ouest du lot No. 673 du dit cadastre—avec la maison servant de magasin et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Cette propriété est connue sous le nom de "Hôtel d'Italie", et occupée par Enrico Tosini.

Un emplacement situé sur le côté nord-ouest de la rue Notre-Dame, en la cité des Trois-Rivières, contenant soixante-quatre pieds de largeur par cent huit pieds de profondeur, le tout plus ou moins, étant la partie frontale ou sud-est des lots numéros six cent soixante-treize et six cent soixante-quatorze du dit cadastre de cette cité; borné en front à la rue Notre-Dame telle qu'actuellement élargie, en profondeur, au surplus des dits lots inclus dans l'emplacement ci-dessus, du côté sud-ouest au lot No. 672 appartenant à J.-N. Godin et du côté nord-est à la partie correspondante au lot No. 675 appartenant à H. Girardeau—avec garage et autres bâtisses dessus construites. Cette propriété est présentement

In the matter of Joseph A. Vezina, Three Rivers, Quebec, Bankrupt.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the SEVENTH day of MAY, 1924, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, at my office, 142 Notre Dame Street, Three Rivers, the following immovables, to wit:

An emplacement situate on the southwest side of Saint Antoine Street, in the city of Three Rivers, containing about forty seven feet in width by one hundred and eighteen to one hundred and twenty two feet in depth, known and designated as being the northwest extremity of lots numbers six hundred and seventy six, six hundred and seventy five and six hundred and seventy four and the adjoining part of lot number six hundred and seventy three of the official cadastre for the said city; bounded in front by the said Saint Antoine Street, in depth by the southwest lateral line of said lot number six hundred and seventy three of said cadastre; on the southeast side, partly by the residue of said lot No. 676 belonging to the Ryan Estate, partly by the residue of said lot No. 675 belonging to Hector Girardeau and the balance by the emplacement hereunder described, and on the northwest side by the emplacement of Miss Annie Cormier, being the southwest part of lot No. 663, the lot No. 664 and the northwest part of lot No. 673 of said cadastre—with the house used as a store and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies. This property is known under the name of "Hôtel d'Italie" and is occupied by Enrico Tosini.

An emplacement situate on the northwest side of Notre Dame Street, in the city of Three Rivers, containing sixty four feet in width by one hundred and eight feet in depth, the whole more or less, being the front or southeast part of lots numbers six hundred and seventy three and six hundred and seventy four of said cadastre of said city; bounded in front by Notre Dame Street as presently widened, in depth by the residue of said lots included in the above emplacement, on the southwest side by lot No. 672 belonging to J. N. Godin and on the northeast side by the part corresponding to lot No. 675 belonging to H. Girardeau—with the garage and other buildings thereon erected. This property is presently

occupée par "Légare Automobile des Trois-Rivières, Limitée".

Les deux emplacements sujets au passage et murs mitoyens; à distraire sur le côté sud-ouest du lot No. 673, une petite lisière vendue à J.-N. Godin, enregistrée 53992.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément aux articles 716-717 C. P. C. et article 20, paragraphe 4a, b, c, de la Loi de Faillite, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Ces propriétés peuvent être visitées en tout temps en s'adressant au soussigné.

Conditions de vente: Argent comptant.

Pour plus amples renseignements s'adresser à
Le syndic,

HENRI BISSON.

Bureau: 142 rue Notre-Dame.

Trois-Rivières, 27 mars 1924. 1611—14-2

occupied by "Légare Automobile des Trois-Rivières, Limitée".

The above two emplacements subject to common passage and party walls; to be deducted out of the southwest side of lot No. 673 a small strip sold to J. N. Godin, registered 53992.

The titles and certificates may be seen at my office at any time.

This sale is made pursuant to articles 716-717 C. C. P. and article 20, paragraph 4a, b, c, of the Bankruptcy Act, and has the same effects as a sheriff's sale.

These properties can be inspected at any time on applying to the undersigned.

Terms of sale: Cash.

For further particulars, apply to:

HENRI BISSON,
Trustee.

Office: 142 Notre Dame Street.

Three Rivers, March 27, 1924. 1612—14-2

Dans la cause de "Reid Manufacturing Company", of Scotstown, P. Q., cédants autorisés.

Avis est donné par les présentes que, conformément à un ordre de la cour supérieure en faillites, en date du 26 mars 1924, MARDI, le HUITIEME jour de MAI, 1924, au bureau du shérif, au palais de justice, en la cité de Sherbrooke, on mettra en vente, en bloc, les immeubles suivants appartenant à la dite succession:

Une parcelle de terrain située dans la ville de Scotstown, faisant partie du lot No quatre-vingt-treize (93) des plan et livre de renvoi officiels de ladite ville de Scotstown, mesurant trois cent soixante-dix pieds (370) de largeur ou de front sur la rue Albert, sur la ligne de division entre ledit lot quatre-vingt-treize (93) et la rue Albert, et contenant la même largeur jusqu'à ce qu'elle atteigne la rivière Saumon, et bornée comme suit:

Au nord, par la rue Albert; à l'est par une autre partie du même lot quatre-vingt-treize (93), appartenant à Margaret-B. Morrison ou à ses représentants; au sud, en arrière, par la rivière Saumon; et à l'ouest, de l'autre côté, par le résidu du dit lot quatre-vingt-treize (93), appartenant au vendeur et contenant ce qu'il peut—avec toutes les bâtisses sus-érigées, comprenant la manufacture de chaises, la machinerie, l'outillage, les engins, les bouilloires, et tous les accessoires y appartenant et qui se trouvent actuellement sur les dites propriétés, pour être vendus au plus haut enchérisseur.

Cette vente est faite conformément à la loi des faillites, 9-10 George V, Chap. 36, et ses amendements, et devant avoir les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de payment: argent comptant, sujette à l'article 759 du code de procédure civile.

Pour détails, s'adresser au soussigné.

Le syndic autorisé,

R. SCHURMAN.

Bureau de G. Durnford & Cie.,

12, Wellington N., Sherbrooke.

Sherbrooke, Qué., le 1er avril 1924.

Les procureurs pour le syndic,

NICOL, LAZURE & COUTURE.

1675—14-2

In the matter of "Reid Manufacturing Company", of Scotstown, P. Q., authorized assignors.

Notice is hereby given, pursuant to an order of the 26th day of March, 1924, by the Superior Court in Bankruptcy, that on THURSDAY, the EIGHTH day of MAY, 1924, at the hour of TWO o'clock in the afternoon, at the office of the sheriff, at the Court House, in the city of Sherbrooke, there will be offered for sale, *en bloc*, the following immovables belonging to the said estate:

"A certain tract of land lying and situated in the town of Scotstown, being part of lot No. ninety three (93) of the official cadastral plan and book of reference for the said town of Scotstown, to measure three hundred and seventy (370) feet in width, or front on Albert Street on the division line between the said lot ninety-three (93) and Albert Street, and to be of the same width until it strikes the Salmon River and bounded as follows:

North by Albert Street, east by another part of the same lot ninety three (93) belonging to Margaret B. Morrison or representatives, south in the rear by the Salmon River, and west on the other side by the remainder of the said lot ninety three (93) belonging to the vendor and containing what it may—together with all the buildings thereon erected, including the chair factory, machinery, tools, engines, boilers, fixtures thereunto belonging and to be found in and upon the said premises, to be sold to the highest bidder.

This sale to be made pursuant to the Bankruptcy Act 9-10, Geo. V, Chap. 36 and amendments, and to have the same effect as a sheriff's sale.

Condition of payment: Cash, subject to article 759 of the Code of Civil Procedure.

For particulars, apply to the undersigned.

H. SCHURMAN,
Authorized trustee.

Office of G. Durnford & Co.,

32 Wellington N., Sherbrooke.

Sherbrooke, Que. April 1st, 1924.

NICOL, LAZURE & COUTURE,

1676—14-2 Attorneys for trustee.

Canada, province de Québec, district de Roberval.

Dans l'affaire de l'actif de Joseph Tremblay, fils d'Auguste, cultivateur, de la paroisse de Saint-Méthode (Ticouabé), comté du Lac Saint-Jean, P.Q., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le VINGT-TROISIÈME jour d'AVRIL 1924, à DIX heures de l'avant-midi, seront vendus par encan public, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Méthode, comté du Lac Saint-Jean, les immeubles suivants, savoir:

1. La demie nord-ouest du lot numéro trente-cinq, du rang quatre du cadastre du canton Parent—avec bâtisses et dépendances;

2. Le lot connu et désigné au cadastre officiel sous le numéro trente-cinq (35) du cinquième rang du canton Parent—avec bâtisses et dépendances.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificat sont visibles à mon bureau.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 4 de la Loi de faillite 9-10 George V, chapitre 36, laquelle a le même effet qu'une vente par le shérif.

Condition de paiement: argent comptant.

Le syndic autorisé,

J.-H. DELISLE.

Roberval, 22 mars 1924.

1455—12-2

Dans l'affaire de Calixte Lavoie, courtier, du village Saint-Cyrille-de-Wendover, Qué., cédant autorisé.

Avis est donné que JEUDI, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AVRIL mil neuf cent vingt-quatre, à DIX heures de l'avant-midi, seront vendus à l'enchère, conformément à l'alinéa b et suivants du paragraphe 4 de l'article 20 de la loi de faillite, la vente devant avoir lieu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Cyrille-de-Wendover, dans le comté de Drummond, les immeubles et créances ci-après, faisant partie de l'actif du cédant autorisé, savoir:

1. Le lot numéro treize (13) du huitième rang de Simpson, contenant neuf arpents de front par vingt-huit de profondeur, et le tiers sud-est du lot numéro quatorze ($\frac{1}{2}$ S. E. 14), et le lot numéro quinze (15) du huitième rang de Simpson, mesurant douze arpents de largeur par vingt-huit de profondeur;

2. Le lot numéro dix-neuf (19) du neuvième rang de Simpson, mesurant neuf arpents de largeur par vingt-huit de profondeur;

3. Une créance de sept cents piastres (\$700.00) due par Mme Réginald Marcotte, de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, en vertu d'une vente devant J.-F. Paré, notaire, le 24 août 1915, enregistrée à Drummondville, sous No 50,214 B-65, et affectant hypothécairement partie du lot six b (p. 6 b), dans le onzième rang de Simpson;

4. Une créance de deux mille trois cents piastres (\$2,300.00) due par Donat Desfossés, de Sainte-Clothilde, en vertu d'un transport devant L.-S. Joyal, notaire, le 23 mars 1921, enregistré à Arthabaska, sous No 62,457, B-73, affectant hypothécairement partie du lot numéro soixante et un (p. 61), du deuxième rang du canton de Horton;

5. Une hypothèque de quinze cents piastres (\$1,500.00) due par Orphir Bergeron, de Saint-Cyrille, en vertu d'un acte d'échange, et affectant le lot de terre numéro neuf-A (9-A), dans le septième rang de Simpson;

Canada, province of Quebec, district of Roberval.

In the matter of the assets of Joseph Tremblay, son of Auguste, farmer, of the parish of Saint Méthode (Ticouabé), county of Lake Saint John, P. Q., authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TWENTY THIRD day of APRIL, 1924, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, at the door of the church of the parish of Saint Méthode, county of Lake Saint John, the following immovables, to wit:

1. The northwest half of lot number thirty five of range four, of the cadastre of the township of Parent—with the buildings and dependencies thereon;

2. The lot known and designated on the official cadastre under number thirty five (35) of the fifth range of the township of Parent—with the buildings and dependencies.

To be sold to the highest bidder.

The titles and the certificate may be seen at my office.

This sale is made pursuant to Article 20, paragraph 4 of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, which gives it the effects of the sheriff's sale.

Terms of payment: cash.

J. H. DELISLE,

Authorized trustee.

Roberval, March 22, 1924.

1456—12-2

In the matter of Calixte Lavoie, broker, of the village of Saint Cyrille de Wendover, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the TWENTY FOURTH day of APRIL, one thousand nine hundred and twenty four, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold by auction, in accordance with sub-section B and following of paragraph 4 of article 20 of the Bankruptcy Act, the sale to take place at the door of the church of the parish of Saint Cyrille de Wendover, in the county of Drummond, forming part of the assets of the above estate, to wit:

1. The lot number thirteen (13) of the eighth range of Simpson, containing nine arpents in front by twenty eight in depth, and the southeast third of lot number fourteen (S. E. $\frac{1}{2}$ -14), and the lot number fifteen (15) of the eighth range of Simpson, measuring twelve arpents in width by twenty eight in depth;

2. The lot number nineteen (19) of the ninth range of Simpson, measuring nine arpents in width by twenty eight in depth;

3. A claim of seven hundred dollars (\$700.00) due by Dame Réginald Marcotte, of Notre Dame du Bon Conseil, by virtue of a sale before J. F. Paré, notary, the 24th of August, 1915, registered at Drummondville, under the No. 50,214, B-65, and creating a hypothec on part of lot six-b (Pt. 6-b) in the eleventh range of Simpson;

4. A claim of two thousand three hundred dollars (\$2,300.00) due by Donat Desfossés, of Sainte Clothilde, by virtue of a transfer before L. S. Joyal, notary, the 23rd of March 1921, registered at Arthabaska, under No. 62,457, B-73, creating a hypothec upon part of lot number sixty one (Pt. 61), in the second range of the township of Horton;

5. A hypothec of fifteen hundred dollars (\$1,500.00) due by Orphir Bergeron, of Saint Cyrille, by virtue of a deed of exchange and affecting the lot of land number nine-A (9-A), in the seventh range of Simpson;

6. Le capital d'une reente foncière annuelle de trois piastres, rachetable au capital de cinquante piastres, affectant une partie du lot numéro un-trente-six (1-36) du cinquième rang du canton de Simpson, actuellement dû par Alfred Ladouceur, de Saint-Cyrille.

L'adjudication sera faite au plus haut et dernier enchérisseur.

Le certificat du registrateur et les titres relatifs aux immeubles et créances ci-dessus peuvent être examinés au bureau du soussigné.

Cette vente, faite d'après l'article 20 de la Loi de faillite, telle qu'amendée, équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant.

Le syndic autorisé,

HENRI-R. DUFRESNE.

Nicolet, 19 mars 1924.

1481—12-2

6. The capital of an annual ground rent of three dollars, redeemable by a capital of fifty dollars, affecting a part of lot number one-thirty-six (1-36) of the fifth range of the township of Simpson, presently due by Alfred Ladouceur, of Saint Cyrille.

To be adjudged to the highest and last bidder.

The registrar's certificate and titles respecting the above immovables and claims may be seen at the office of the undersigned.

This sale, made according to article 20 of the Bankruptcy Act, as amended, is equal to a sale by the sheriff.

Terms of sale: Cash.

Nicolet, March 19, 1924.

HENRI R. DUFRESNE,

1482—12-2

Authorized trustee.

Cour supérieure, district de Roberval.—Dans l'affaire de l'actif de Joseph Potvin, industriel, de Taillon, comté du Lac-Saint-Jean, province de Québec, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le PREMIER jour de MAI 1924, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu à l'encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Henri-de-Taillon, l'immeuble décrit ci-après, savoir:

Un emplacement sis et situé à Saint-Henri-de-Taillon, mesurant trois cent soixante-treize (373) pieds de front sur onze cent six (1106) pieds de profondeur, contenant une superficie d'environ dix arpents; borné au nord au chemin de front entre les rangs un et deux, à l'est au lot numéro dix et au sud et à l'ouest au reste du lot onze A (11 A), rang un Taillon, lequel emplacement fait partie du lot onze A (partie 11 A), rang un Taillon—avec bâtisses dessus construites; sauf à distraire toute cette partie de terrain que le cédant Joseph Potvin a vendue à Belmont Lebel, par acte passé devant le notaire G. Guérard, le 26 août 1921, enregistré dans le Rég. A, vol. 24, No 21,373, à Hébertville.

La vente se fera au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres et certificats sont visibles à mon bureau.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 4 de la Loi de faillite, 9-10 George V, chapitre 36, et a le même effet qu'une vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic autorisé,

J.-H. DELISLE.

Roberval, 29 mars 1924.

1521—13-2

Cour supérieure, district de Chicoutimi.—Dans l'affaire de l'actif de Alexandre Haddad, marchand, Chicoutimi-Ouest, province de Québec, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que VENDREDI, le DEUXIEME jour de MAI 1924, sera vendu par encan public, au bureau du shérif, en le Palais de justice, à Chicoutimi, à DIX heures de l'avant-midi, l'immeuble décrit comme suit, savoir:

La moitié indivise de ce lopin de terre ou emplacement, formant partie des lots connus et désignés au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, sous les numéros onze cent et onze cent sept (Nos 1100 et 1107), lequel mesure cinquante pieds de largeur, du sud au nord, sur cent pieds de profondeur, de l'est à l'ouest, et est borné vers le nord par un terrain appartenant à Charles Morin ou représentants représentant François Ber-

Superior Court, district of Roberval.—In the matter of the assets of Joseph Potvin, industrial, of Taillon, county of Lake Saint John, Province of Quebec, authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, FIRST day of MAY, 1924, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, at the door of the parochial church of Saint Henri de Taillon, the immovable hereunder described, to wit:

An emplacement lying and situate at Saint Henri de Taillon, measuring three hundred and seventy three (373) feet in front by eleven hundred and six (1106) feet in depth, containing an area of about ten arpents; bounded to the north by the front road between ranges one and two, to the east by lot number ten and to the south and west by the residue of lot eleven A (11 A), range one of Taillon, which emplacement forms part of lot eleven A (part 11 A), range one of Taillon—with the buildings thereon erected; save and to be deducted all that part of the lot of land which the assignor Joseph Potvin sold to Belmont Lebel, by deed passed before notary G. Guérard, the 26th of August, 1921, registered in Reg. A, vol. 24, No. 21,373, at Hébertville.

To be sold to the highest and last bidder.

The titles and certificates may be seen at my office.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 4, of the Bankruptcy Act 9-10 George V chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

Terms of payment: Cash.

J. H. DELISLE,

Authorized Trustee.

Roberval, March 29, 1924.

1522—13-2

Superior Court, district of Chicoutimi.—In the matter of the assets of Alexandre Haddad, merchant, Chicoutimi West, Province of Quebec, authorized assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the SECOND day of MAY, 1924, there will be sold by public auction at the office of the sheriff, in the Chicoutimi Court House, at TEN o'clock in the forenoon, the immovable hereunder described, to wit:

The undivided half of that parcel of land or emplacement forming part of the lots known and designated on the official cadastre of the town of Chicoutimi, under the numbers eleven hundred and eleven hundred and seven (1100 and 1109), measuring fifty feet in width, from south to north, by one hundred feet in depth, from east to west and being bounded to the north by a lot of land belonging to Charles Morin, or representatives,

geron, vers l'est par une rue, vers le sud encore par une rue, et vers l'ouest par le terrain de Charles Gaudreault ou ses représentants—avec ensemble toutes les bâtisses érigées sur ce terrain et toutes dépendances.

La vente se fera au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres et certificat sont visibles à mon bureau.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 4 de la Loi de faillite, 9-10 George V, chapitre 36, et a le même effet qu'une vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic autorisé,

J.-H. DELISLE.

Roberval, Qué., 29 mars 1924. 1523—13-2

Dans l'affaire de l'actif de Augustin Jalbert, Saint-Honoré, comté de Témiscouata, P. Q., cédant autorisé.

Avis public est par le présent donné que LUNDI, le VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL 1924, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, seront vendus à la porte de l'église de Saint-Honoré, comté de Témiscouata, les immeubles suivants, savoir:

Les morceaux de terre et emplacements décrits et désignés aux paragraphes portant les numéros 1, 2 et 3 d'un acte de vente enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Témiscouata, sous le numéro 59,506, page 156, Registre A, volume 69.

Un emplacement décrit dans un acte de vente enregistré au bureau d'enregistrement pour le comté de Témiscouata, sous le numéro 59,858, page 316, registre A, volume 69.

La vente sera faite au plus haut enchérisseur. Les titres et certificats sont visibles à mon bureau.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 4 de la Loi de faillite, et a les mêmes effets qu'une vente faite par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic autorisé,

EUDORE BEAUDOIN.

24 mars 1924.

1535—13-2

representing François Bergeron, to the east by a street, to the south by another street, and to the west by the land of Charles Gaudreault or representatives—together with all the buildings erected upon this lot of land and dependencies.

To be sold to the highest and last bidder.

The titles and certificates may be seen at my office.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 4, of the Bankruptcy Act 9-10 George V, chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

Terms of payment: Cash.

J. H. DELISLE,

Authorized Trustee.

Roberval, Que., March 29, 1924. 1524—13-2

In the matter of Augustin Jalbert, Saint-Honoré, county of Témiscouata, P. Q., authorized assignor.

Public notice is hereby given that on MONDAY, the TWENTY EIGHTH day of APRIL, 1924, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, will be sold at the church door of Saint Honoré, county of Témiscouata, the following property:

The pieces of land and emplacements, such as described in paragraphs bearing number 1, 2 and 3 of a deed of sale registered in the Registry office of the county of Témiscouata, under number 59,506, page 156, Reg. A, volume 69.

An emplacement described in a deed of sale registered in the Registry office of the county of Témiscouata, under number 59,858, page 316, register A, volume 69.

To be sold to the highest bidder.

Titles and certificates may be seen in my office.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 4 of the Bankruptcy Act, which gives it the effects of a Sheriff's sale.

Terms of payment: Cash.

EUDORE BEAUDOIN,

Authorized Trustee.

March 24, 1924.

1536—13-2

Vente par licitation

Province de Québec, district de Terrebonne, Cour supérieure, No. 331.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Sainte-Scholastique, dans le district de Terrebonne, le 14 mars 1924, dans une cause dans laquelle Honorius Chartrand, marchand, de la ville de Sainte-Thérèse, district de Terrebonne, est demandeur, et Hormisdas Chartrand, Stanislas Chartrand, des cité et district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir: "Un immeuble situé sur la rue Saint-Charles, ville Sainte-Thérèse, dans le district de Terrebonne, faisant partie du No 103 des plan et livre de renvoi officiels du village de Sainte-Thérèse, mesurant environ quarante pieds de largeur sur environ cent pieds de profondeur—avec maison et autres bâtisses dessus érigées; borné en front, vers le nord, par ladite rue Saint-Charles, en arrière, vers le sud, par Cléophas Deschambault, vers l'est par Julien Sauriol et vers l'ouest par les représentants de Léon Vermette", l'immeuble ci-dessus désigné sera mis

Sale by licitation

Province of Quebec, district of Terrebonne, Superior Court, No. 331.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Sainte Scholastique, in the district of Terrebonne, on the 14th of March, 1924, in a cause in which Honorius Chartrand, merchant, of the town of Sainte Thérèse, district of Terrebonne, is plaintiff, and Hormisdas Chartrand, Stanislas Chartrand, both of the City and District of Montreal, are defendants, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit: "An immovable situate on Saint Charles Street, in the town of Sainte Thérèse, district of Terrebonne, being part of the lot No. 103 of the official and cadastral plan and book of reference of the village of Sainte Therese, measuring about 40 feet in width by about 100 feet in depth—with buildings thereon erected; bounded in front, to the north by the said Saint Charles Street, in rear, to the south, by Cleophas Deschambault, to the east by Julien Sauriol and to the west by the representatives of Leon Vermette",

à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le CINQUIÈME jour de MAI 1924, cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de justice de Sainte-Scholastique, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Les procureurs de Honorius Chartrand,
ROBILLARD, JULIEN & ALLARD.
Montréal, 18 mars 1924. 1631—14-2

the property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the FIFTH day of MAY 1924, sitting the Court, in the Court Room of the Court House, in Sainte Scholastique, subject to the charges deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

ROBILLARD, JULIEN & ALLARD,
Attorneys for Honorius Chartrand.
Montreal, March 18, 1924. 1632—14-2

VENTES PAR LE SHÉRIF ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Abitibi.

No 304.

THE MATHEW MOODY & SONS CO., corporation légale ayant son siège d'affaires à Terrebonne, et un bureau d'affaires en la Cité de Québec, demanderesse; vs GEORGES CARREAU, de Dupuy, district d'Abitibi, défendeur, à savoir:

Le lot de terre portant le numéro vingt-six (26) du rang No (6) six, du canton La-Reine, paroisse de Dupuy, dit district d'Abitibi—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Dupuy susdit, le SEIZIÈME jour d'AVRIL prochain 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-U. DUMONT.
Amos, 10 mars 1924.

[Pre nière publication, le 15 mars 1924]

1333—11-2

SHERIFF'S SALES ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Abitibi.

No. 304.

THE MATHEW MOODY & SONS CO., a body politic and corporate having its principal place of business at Terrebonne, and a place of business in the city of Quebec, plaintiff; vs GEORGES CARREAU, of Dupuy, district of Abitibi, defendant, to wit:

The lot of land bearing number twenty six (26) of range No. (6) six, of the township of La Reine, parish of Dupuy, said district of Abitibi—with the buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Dupuy aforesaid, the SIXTEENTH day of APRIL next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,

Sheriff's office, Sheriff.
Amos, March 10, 1924.

[First publication, March 15, 1924]

1334—11-2

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir:) DELLE EMMA GAGNE, demanderesse; vs J.-B. FORTIER, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur:

La moitié sud-est du lot numéro quatre du onzième rang du township de Durham, contenant cent acres de terre en superficie, plus ou moins, à présent connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Durham sous le numéro (991) neuf cent quatre-vingt-onze—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Fulgence-de-Durham, (South

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit:) MISS EMMA GAGNE, plaintiff; vs J. B. FORTIER, defendant.

As belonging to the said defendant:

The southeast half of lot No. 4 of the 11th range of the township of Durham, containing 100 acres of land in superficies, more or less, now known and designated as being the lot No. 991 of the official plan and book of reference for the said township—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Fulgence de Durham, (South Durham), on

Durham), le HUITIEME jour de MAI prochain, (1924) à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 2 avril 1924.
[Première publication, le 5 avril 1924]
1617—14-2

the EIGHTH day of MAY next, (1924), at TEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD, Sheriff.

Sheriff's Office,
Arthabaska, 2nd of April, 1924.
[First publication, April 5, 1924]
1618—14-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } PAUL CARON, deman-
No 7736. } deur; contre ACHILLE
LESSARD, défendeur.

Une terre mesurant environ sept arpents et demi de large, étant le lot numéro vingt-neuf (29), et trois arpents nord de front du lot numéro vingt-huit (28), dans le rang douze du canton de Shenley-Sud—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Evariste, le QUINZIEME jour d'AVRIL prochain, 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, 10 mars 1924.
[Première publication, 15 mars 1924]
1309—11-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } PAUL CARON, plaintiff;
No. 7736. } against ACHILLE LES-
SARD, defendant.

A farm measuring about seven and a half arpents in width, being the lot number twenty nine (29), and the north three arpents frontage of lot number twenty eight (28), in the twelfth range of the township of Shenley South—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Saint Evariste, the FIFTEENTH day of APRIL next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT, Sheriff.

Sheriff's office,
Saint Joseph, Beauce, March 10, 1924.
[First publication, March 15, 1924]
1310—11-2

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Province de Québec, } L. G. SAINT-
District de Beauharnois, } JEAN, LIMITEE, corporation

à savoir: No 1007. } légale ayant sa place d'affaires en la cité de Montréal, demanderesse; contre MARIE-LOUISE LESIEGE ET VIR ET AL., défendeurs:

Saisi comme appartenant au défendeur Joseph Rozon, maintenant de lieux inconnus:

Un emplacement situé dans le village de Howick, connu et désigné sous le numéro cinq cent quarante-quatre (544), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Malachie-d'Orms-town, dans le comté de Châteauguay—avec toutes les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Très-Saint-Sacrement-d'Howick, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-O. THISDALE.
Salaberry-de-Valleyfield, 11 mars 1924.
[Première publication, 15 mars 1924]
1311—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Province of Quebec, } L. G. SAINT-
District of Beauharnois, } JEAN, LIMITEE, a body politic

to wit: No. 1007. } and corporate having its head-office in the city of Montreal, plaintiff; against MARIE LOUISE LESIEGE ET VIR ET AL., defendants.

Seized as belonging to the defendant Joseph Rozon, now of parts unknown:

That certain emplacement situate in the village of Howick, known and designated under the number five hundred and forty four (544), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Malachie d'Orms-town, in the county of Chateauguay—with all the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Très Saint Sacrement d'Howick, the SEVENTEENTH day of APRIL next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

L. O. THISDALE, Sheriff.

Sheriff's office,
Salaberry de Valleyfield, March 11, 1924.
[First publication, March 15, 1924]
1312—11-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Bedford.

Canada, } EMERY DUFRESNE,
Province de Québec, } ci-devant cultiva-
No 89. } teur, de Bethel, district

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Canada, } EMERY DUFRESNE,
Province of Quebec, } formerly farmer, of
No. 89. } Bethel, district of Bed-

de Bedford, actuellement commis, dans la ville de Montréal, district de Montréal, demandeur; vs ARTHUR LAPLANTE, cultivateur, du dit endroit de Bethel, défendeur.

ford, now clerk, of the City and district of Montreal, plaintiff; vs ARTHUR LAPLANTE, farmer, of the said place of Bethel, defendant.

Comme appartenant au défendeur:

Une ferme située dans le canton de Ely, district de Bedford, connue et désignée sur les plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Ely, sous les numéros six cent cinquante-trois (653), six cent cinquante-deux (651) et six cent cinquante-six (656)—avec toutes les bâtisses sus-érigées; la dite ferme contenant quatre cents acres, plus ou moins.

As belonging to defendant:

A farm situated and lying in the Township of Ely, district of Bedford, known and designated upon the official plan and book of reference of the said township of Ely, under the numbers six hundred and fifty three (653), six hundred and fifty two (652) and six hundred and fifty six (656)—with all the buildings thereon erected, the said farm containing four hundred acres, more or less.

Pour être vendue à mon bureau, à Waterloo, comté de Shefford, dit district, MARDI, le SIXIEME jour de MAI, 1924, à DEUX heures de l'après-midi.

To be sold at the Registry Office of the County of Shefford, at Waterloo, said district on TUESDAY, the SIXTH day of MAY, 1924, at TWO of the clock in the afternoon.

Le shérif,

Bureau du shérif, C. B. JAMESON.
Sweetsburg, le 1er avril, 1924. 1677—14-2
[Première publication, le 5 avril 1924]

Sheriff's Office, C. B. JAMESON, Sheriff.
Sweetsburg, April 1st, 1924. 1678—14-2
[First publication, April 5, 1924]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Province de Québec. } JOSEPH L'HEUREUX, No 3617. } importateur, des cité et district de Montréal, demandeur; contre GEORGES DESLAURIERS, marchand, et DAME ERNESTINE FORTIN, épouse séparée en biens du dit Georges Deslauriers, à qui ces présentes concernent, pour autoriser sa dite épouse, tous deux ci-devant des cité et district de Montréal, maintenant de lieux inconnus, défendeurs.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Province of Quebec. } JOSEPH L'HEUREUX, No. 3617. } importer, of the city and district of Montreal, plaintiff; against GEORGES DESLAURIERS, merchant, and DAME ERNESTINE FORTIN, wife separate as to property of the said Georges Deslauriers, and the said Georges Deslauriers, by these presents and to whom it may concern, to authorize his said wife, both formerly of the city and district of Montreal, now of places unknown, defendants.

Comme appartenant aux défendeurs:

Un certain lopin de terre connu et désigné comme étant le lot numéro cinq cent soixante-quatre du plan cadastral du village, maintenant ville de Waterloo, contenant vingt acres en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées.

As belonging to defendants:

A certain piece of land known and designated as being lot number five hundred and sixty four (564), of the cadastral plan of the village, now town of Waterloo, containing twenty acres in superficies, more or less—with the buildings thereon erected.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Bernardin-de-Waterloo, à Waterloo, district de Bedford, MERCREDI, le VINGT-TROISIEME jour d'AVRIL 1924, à DEUX heures de l'après-midi.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Bernardin de Waterloo, at Waterloo, district of Bedford, on WEDNESDAY, the TWENTY THIRD day of APRIL, 1924, at TWO of the clock in the afternoon.

Le shérif,

Bureau du shérif, C. B. JAMESON.
Sweetsburg, 11 mars 1924.
[Première publication, 15 mars 1924]
1347—11-2

Sheriff's office, C. B. JAMESON, Sheriff.
Sweetsburg, March 11, 1924.
[First publication, March 15, 1924]
1348—11-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } LA BANQUE D'HON- No 131. } CHELAGA, corps politique dûment incorporé ayant son bureau-chef et sa place d'affaires dans les cité et district de Montréal, et un bureau avec un agent dans la ville de Waterloo, dans le district de Bedford, demanderesse; contre STANISLAS CHOINIERE, de la paroisse de Lawrenceville, dit district de Bedford, défendeur.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, } LA BANQUE D'HON- No. 131. } CHELAGA, a body politic and duly incorporated, having its chief place of business in the city and district of Montreal, and an office with an agent in the town of Waterloo, in the district of Bedford, plaintiff; against STANISLAS CHOINIERE, of the parish of Lawrenceville, said district of Bedford, defendant.

Comme appartenant au défendeur:

Ces certains lopins de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Stukely, district de Bedford, comme étant:

As belonging to defendant:

Those certain lots of land known and designated upon the official cadastral plan and in the book of reference of the township of Stukely, district of Bedford, as being:

Premièrement: Les lots neuf cent quarante-trois et neuf cent quarante-quatre (943-944), contenant cent quatre acres en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées.

Firstly: Lots nine hundred and forty three, and nine hundred and forty four (943 and 944), containing one hundred and four acres in superficies, more or less—with all the buildings thereon.

Deuxièmement: Ces certains lopins de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi offici-

Secondly: Those certain lots of land known and designated upon the official cadastral plan

ciels du cadastre du dit canton de Stukely, comme étant le lot numéro mille trente-deux (1032), contenant quarante-trois acres en superficie, plus ou moins, et le lot numéro mille trente-trois (1033), contenant soixante-dix acres en superficie, plus ou moins—avec toutes les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus en bloc comme une ferme, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Laurent-de-Lawrenceville, à Lawrenceville, dit district, JEUDI, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL, 1924, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif,
Sweetsburg, 11 mars 1924.
[Première publication, 15 mars 1924]
1349—11-2

and in the book of reference of the said township of Stukely, as being lot number ten hundred and thirty two (1032), containing forty three acres in superficies, more or less, and lot number ten hundred and thirty three (1033), containing seventy acres in superficies, more or less—with all the buildings thereon erected.

To be sold *en bloc* as one farm, at the parochial church door of the parish of Saint Laurent de Lawrenceville, at Lawrenceville, said district, on TUESDAY, the TWENTY SECOND day of APRIL, 1924, at TWO of the clock in the afternoon.

C. B. JAMESON,
Sheriff's office,
Sweetsburg, March 11, 1924.
[First publication, March 15, 1924]
1350—11-2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir: } LEONCE DU-
No 7826. } MONT, com-
merçant, d'Acton-Vale, dans le comté de Bagot,
demandeur; contre NAZAIRE LEVESQUE, de
Saint-Cyprien, défendeur, à savoir:

1. Une terre située à Saint-Cyprien, dans le rang A du canton Hocquart, contenant environ cinquante acres en superficie; bornée au nord à Lazare Tremblay, au sud à Joseph Morin, à l'est à la rivière Trois-Pistoles, et à l'ouest à la rivière Toupinqué; laquelle terre fait partie des lots numéros dix-sept et dix-huit (Nos 17 et 18), du cadastre officiel du rang A du canton Hocquart—sans bâtisses;

2. Un emplacement situé dans le rang B du dit canton Hocquart, contenant six à sept arpents en superficie, connu aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit rang B du canton Hocquart, comme faisant partie du lot numéro dix-neuf (No 19)—avec un moulin à scie, les machineries et accessoires du dit moulin, ainsi que les autres bâtisses y érigées; borné, le dit terrain, au nord et à l'ouest à la rivière Toupinqué, au sud au numéro vingt, à l'est au rang A; sauf et excepté la résidence et le terrain de Joseph Massé;

3. Un terrain de deux arpents par deux arpents, situé dans le rang C du canton Hocquart; borné au nord à environ deux arpents de Achille Rousseau; au sud à environ deux arpents de la ligne de la seigneurie; au sud-ouest à environ sept arpents de la ligne du fronteau du dit rang C, et au nord-est au terrain de Adélard Levesque—avec le moulin, ses accessoires et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; lequel terrain fait partie du lot de terre numéro trente-cinq (No 35), du cadastre officiel du rang C, du canton Hocquart.

Pour être vendus séparément ou en bloc, au choix du créancier saisissant, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cyprien, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, 1924, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif,
Rivière-du-Loup, 11 mars 1924.
[Première publication, 15 mars 1924]
1375—11-2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—Kamouraska.

Rivière du Loup, to wit: } LEONCE DU-
No. 7826 } MONT, trader,
of Acton Vale, in the county of Bagot, plaintiff;
against NAZAIRE LEVESQUE, of Saint
Cyprien, defendant, to wit:

1. A farm situate at Saint Cyprien, in range A of the township of Hocquart, containing about fifty acres in superficies; bounded to the north by Lazare Tremblay, to the south by Joseph Morin, to the east by the river Trois-Pistoles, and to the west by the Toupinqué river; which farm forms part of the lots numbers seventeen and eighteen (Nos. 17 and 18), of the official cadastre of range A of the township of Hocquart—without buildings.

2. An emplacement situate in range B of said township of Hocquart, containing from six to seven arpents in superficies, known on the official cadastral plan and book of reference of said range B of the township of Hocquart, as forming part of lot number nineteen (No 19)—with a saw-mill, the machineries and accessories of said mill and all other buildings thereon erected; bounded, the said parcel of land, to the north and west by river Toupinqué, to the south by number twenty, to the east by range A; save and except the residence and land of Joseph Massé;

3. A lot of land of two arpents by two arpents, situate in range C of the township of Hocquart; bounded to the north at about two arpents from Achille Rousseau; to the south at about two arpents from the line of the seigniory; to the south-west at about seven arpents from the front line of said range C, and to the northeast by the land of Adélard Levesque—with the mill, the accessories and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies; which lot of land forms part of the lot of land number thirty five (No 35), of the official cadastre of range C of the township of Hocquart.

To be sold separately or *en bloc*, at the option of the seizing creditor, at the door of the church of the parish of Saint Cyprien, the SEVENTEENTH day of APRIL next, 1924, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. O. GIRARD,
Sheriff's office,
Rivière du Loup, March 11, 1924.
[First publication, March 15, 1924]
1376—11-2

MONTCALM

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Montcalm, } **DAMIEN BRUNET**,
No 1072. } cultivateur, du
canton Gravel, district de Montcalm; vs **WILFRID LAMOUREUX**, du même lieu.

Le lot de terre numéro dix-huit, du quatrième rang du canton Gravel, district de Montcalm—avec maison et dépendances dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Michel-des-Cèdres, le DOUZIÈME jour du mois de MAI, mil neuf cent vingt-quatre, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, **LAMARCHE & MILLER**,
Mont-Laurier, 31 mars 1924. 1639—14-2
[Première publication, le 5 avril 1924]

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.

District de Montréal, } **LAURENTIAN LUM-**
No 633. } **BER COMPANY**,
LIMITED; contre **THE EAGLE LUMBER**
COMPANY, LIMITED et **JOSEPH DUHA-**
MEL, curateur, des Cité et district de Montréal;

1. Les lots de terre situés dans le canton Boyer, comté de Labelle, district de Montcalm, dans la Province de Québec, lesquels sont connus sous les numéros vingt-six, vingt-sept, vingt-huit, vingt-neuf, trente et trente et un, dans le troisième rang, et les lots numéros dix-huit, dix-neuf et trente, dans le quatrième rang du dit canton Boyer, lequel canton étant attaché au comté de Labelle, pour fin d'enregistrement, et chacun des dits lots contenant cent acres en superficie, plus ou moins—avec les améliorations et le droit de passage à travers les lots numéros vingt-neuf et trente du cinquième rang du dit canton Boyer, afin de faciliter le travail sur les lots ci-dessus hypothéqués, le dit droit de passage étant une servitude réelle.

2. Ces terrains situés dans le dit canton Boyer contenant deux cent quatre-vingt-six acres, plus ou moins, avec la réserve ordinaire pour les chemins publics; lesquels dits terrains sont particulièrement décrits comme suit, savoir: les lots numéros vingt-trois et vingt-quatre contenant chacun cent acres et le numéro vingt-cinq contenant quatre-vingt-six acres; tous les trois lots situés dans le quatrième rang du susdit canton Boyer;

3. Ces terrains situés dans le canton Boyer contenant trois cent quatre acres, plus ou moins, avec la réserve ordinaire pour les chemins publics, lesquels dits terrains sont plus particulièrement décrits comme suit: le lot numéro vingt contenant cent deux acres et les numéros vingt et un et vingt-deux contenant chacun cent une acres, tous trois situés dans le quatrième rang du dit canton Boyer.

Avec toutes les bâtisses érigées sur les dits lots de terre ainsi que toutes les machineries attachées aux dites bâtisses ou à chacune d'elles, et faisant partie des immeubles par destination ou autrement.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Hughes, dans le canton Boyer, le QUATORZIÈ-

MONTCALM

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Montcalm, } **DAMIEN BRUNET**,
No. 1072. } farmer, of the
township of Gravel, district of Montcalm; vs **WILFRID LAMOUREUX**, of the same place.

The lot of land number eighteen of the fourth range of the township of Gravel, district of Montcalm—with a house and dependencies thereon erected.

To be sold at the door of the church of Saint Michel des Cèdres, the TWELFTH day of the month of MAY, one thousand nine hundred and twenty four, at TEN o'clock in the forenoon.

LAMARCHE & MILLER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Mont Laurier, March 31, 1924. 1640—14-2
[First publication, April 5, 1924]

FIERI FACIAS.

Superior Court.

District of Montreal, } **LAURENTIAN LUM-**
No. 633. } **BER COMPANY**,
LIMITED; against **THE EAGLE LUMBER**
COMPANY, LIMITED, and **JOSEPH DUHA-**
MEL, curator, of the city and district of Montreal.

1. The lots of land situated in the township of Boyer, county of Labelle, district of Montcalm, in the Province of Quebec, which are known under numbers twenty six, twenty seven, twenty eight, twenty nine, thirty and thirty one in the third range, and the lots numbers eighteen, nineteen and thirty in the fourth range of said township of Boyer, which township forms part of the county of Labelle for registration purposes, each of said lots containing one hundred acres in area, more or less—with the improvements thereon and the right of passage across lots numbers twenty nine and thirty of the fifth range of said township of Boyer, so as to facilitate work on the above mortgaged lots, the said right of passage being a real servitude;

2. Those certain lots of land situated in the said township of Boyer, containing two hundred and eighty six acres, more or less, with the customary reserve for public roads, the said lots of land being particularly described as follows, to wit: the lots numbers twenty three and twenty four containing one hundred acres each and the number twenty five containing eighty six acres; all three lots being situated in the fourth range of the aforesaid township of Boyer;

3. Those certain lots of land situated in the township of Boyer, containing three hundred and four acres, more or less, with the customary reserve for public roads, which said lots of land are more particularly described as follows: the lot number twenty containing one hundred and two acres, and the numbers twenty one and twenty two containing one hundred and one acres each, all three situated in the fourth range of said township of Boyer.

With all the buildings erected upon the said lots of land, together with all the machineries attached to the said buildings or any of them and forming part of the immovables by destination or otherwise.

To be sold at the door of the church of Saint Hughes, in the township of Boyer, the FOUR-

ME jour du mois de MAI, mil neuf cent vingt-quatre, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, LAMARCHE & MILLER.
Mont-Laurier, 31 mars 1924. 1641—14-2
[Première publication, le 5 avril 1924]

TEENTH day of the month of MAY, one thousand nine hundred and twenty four, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, LAMARCHE & MILLER, Sheriff.
Mont Laurier, March 31st, 1924. 1642—14-2
[First publication, April 5, 1924]

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir: } DAMASE FOUR-
No 1704. } NIER, rentier et
journalier, de la paroisse de Saint-Aubert, comté
de l'Islet, demandeur; contre GEORGES BOIS,
de la paroisse de Saint-Pamphile, défendeur.

Un lot de terre connu sous le numéro dix (10)
du cadastre, dans le rang A du canton Casgrain,
mesurant cent acres, plus ou moins—avec bâ-
tisses dessus construites, circonstances et dé-
pendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de Saint-Pamphile, MERCREDI, le SEI-
ZIÈME jour du mois d'AVRIL prochain (1924),
à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-C. LISLOIS.
Montmagny, 11 mars 1924.
[Première publication, le 15 mars 1924]
1335—11-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: } DAMASE FOURNIER,
No. 1704. } annuitant and labor-
er, of the parish of Saint Aubert, county of
l'Islet, plaintiff; against GEORGES BOIS, of
the parish of Saint Pamphile, defendant.

A lot of land known under the number ten (10)
of the cadastre, in range A of the township of
Casgrain, measuring one hundred acres, more or
less—with the buildings thereon erected, circum-
stances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church
of Saint Pamphile, on WEDNESDAY, the
SIXTEENTH day of the month of APRIL
next (1924), at TEN o'clock in the forenoon.

J. C. LISLOIS, Sheriff.
Sheriff's office,
Montmagny, March 11, 1924.
[First publication, March 15, 1924]
1336—11-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ALFRED G. NOI-
No 1288. } SEUX, demandeur;
vs ADOLPHE SAURIOL, défendeur.

Un immeuble ayant front sur la rue Notre-
Dame, connu et désigné aux plan et livre de renvoi
officiels du Village incorporé d'Hochelaga, sous
les numéros neuf et dix de la subdivision du lot
numéro huit (Nos 8, 9 et 10) contenant en tout
48 X 25 pieds—avec les bâtisses dessus érigées,
formant huit logements et dépendances et por-
tant les Nos. 3, 5, 7 et 9 de la ruelle Pigeon et les
Nos. 2559 à 2565 de la rue Notre-Dame Est, tel
que le tout se comporte et étant de toutes parts,
avec les servitudes apparentes et occultes.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le HUITIÈME jour de MAI prochain,
à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 2 avril 1924. 1679—14-2
[Première publication, le 5 avril 1924]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } BERNARD S. SHAR-
No 1990. } ING, demandeur; contre
DAVID-A. LAFORTUNE, JNR, défendeur,
et le dit David-A. Lafortune, jnr, héritier, et Mi-
chel Goyer, cessionnaire saisissant.

Comme appartenant au dit D.-A. Lafortune,
junior, es-nom et es-qualité:

Le cinquième indivis d'une terre de 65 ar-
pents en superficie, située à Côte-Vertu, en la

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ALFRED G. NOISEUX,
No. 1288. } plaintiff; vs ADOL-
PHE SAURIOL, defendant.

That certain immovable fronting on Notre
Dame Street, known and designated on the
official plan and book of reference of the incorpo-
rated village of Hochelaga, under the numbers nine
and ten of the subdivision of lot number eight
(Nos. 8, 9 and 10), containing in all 48 X 25 feet
—with the buildings thereon erected, forming
eight dwellings and dependencies and bearing
Nos. 3, 5, 7 and 9 of Pigeon Lane and the Nos.
2559 to 2565 of Notre Dame Street East, as the
whole now subsists with the apparent and unap-
parent servitudes.

To be sold at my office, in the city of Mon-
treal, the EIGHTH day of MAY next, at TEN
o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Sheriff's Office,
Montreal, April 2nd, 1924. 1680—14-2
[First publication, April 5, 1924]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } BERNARD S. SHARING,
Mo. 1990. } plaintiff; against DAVID
A. LAFORTUNE, JUNIOR, defendant, and the
said David A. Lafortune, Junior, heir, and Michel
Goyer, Seizing assignee.

As belonging to the said D. A. Lafortune,
Junior, es-nom et es-qualité:

The undivided fifth part of a farm of 65 ar-
pents in superficies, situate at Côte Vertu, in the

paroisse de Saint-Laurent—avec bâtisses dessus érigées, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier, comme étant le lot No 217.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIÈME jour de MAI prochain, à ONZE HEURES du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 2 avril 1924.

[Première publication, 22 mars 1924 est nulle]

[Première publication, le 5 avril 1924]

1463—14-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } CHARLES-C. DESCAR-
No 1954. } RY, demandeur; contre

QUEBEC SAVINGS TRUST COMPANY, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires dans la cité et district de Montréal, défenderesse, mais se trouvant actuellement entre les mains de J.-Marie Latour, député protonotaire de la cour supérieure, district de Montréal, nommé curateur au délaissement en cette cause, suivant jugement du 19 février 1924.

Un certain emplacement ayant front sur l'avenue Monette, en la ville de Dorval, étant composé des lots numéros quatre-vingt-dix-huit, quatre-vingt-dix-neuf et cent un, au plan de la subdivision officielle du lot numéro huit cent soixante-cinq (865—98-99 et 101), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Lachine—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIÈME jour d'AVRIL, prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$400.00 sera exigé de tout offrand ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'hon. juge Coderre, daté le 10 mars 1924.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 12 mars 1924.

[Première publication, le 15 mars 1924]

1357—11-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME MEDULE
No 4387. } GASCON, veuve de

Jérémie Beaulieu, en son vivant des cité et district de Montréal, demanderesse; contre THEOPHILE CREVIER, laitier, du même lieu, défendeur.

Un immeuble situé dans le quartier Ahuntsic-Bordeaux, de la cité de Montréal, composé:

Du numéro quatre cent quatre-vingt-neuf de la subdivision du numéro quatre cent quatre-vingt-trois, et du numéro quatre cent cinquante du lot quatre cent quatre-vingt-deux du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet;

Du lot numéro quatre cent quatre-vingt-sept de la subdivision du numéro quatre cent quatre-vingt-trois et du lot numéro quatre cent quarante-huit du numéro quatre cent quatre-vingt-deux du même cadastre;

Du lot numéro quatre cent quatre-vingt-huit de la subdivision du numéro quatre cent quatre-vingt-trois, et du numéro quatre cent quarante-neuf du numéro quatre cent quatre-vingt-deux du même cadastre;

Avec les bâtisses y érigées. Le tout borné en

parish of Saint Laurent—with buildings thereon erected, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, in the county of Jacques Cartier, as being lot No. 217.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the EIGHTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, April 2, 1924.

[First publication, March 22, 1924 is null]

[First publication, April 5th, 1924]

1464—14-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CHARLES C. DESCARY,
No. 1954. } plaintiff; against QUE-

BEC SAVINGS TRUST COMPANY, a body politic and corporate duly incorporated, having its head office in the city and district of Montreal, defendant; but being presently in the hands of J. Marie Latour, Deputy-Prothonotary of the Superior Court, district of Montreal, appointed curator to the surrender of property made in this cause, according to a judgment of the 19th of February, 1924.

That certain emplacement fronting on Monette Avenue, in the town of Dorval, being composed of lots numbers ninety eight, ninety nine and one hundred and one, on the official subdivision plan of lot number eight hundred and sixty five (865—98-99 and 101), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Lachine—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SEVENTEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$400.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid, according to a judgment of the Hon. Justice Coderre, dated the 10th of March, 1924.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, March, 12, 1924.

[First publication, March 15, 1924]

1358—11-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME MEDULE GAS-
No. 4387. } CON, widow of Jere-

mie Beaulieu, in his lifetime of the city and district of Montreal, plaintiff; against THEOPHILE CREVIER, milkman, of the said place, defendant.

That certain immovable situate in Ahuntsic-Bordeaux Ward of the city of Montreal, consisting:

Of number four hundred and eighty nine of the subdivision of number four hundred and eighty three, and of number four hundred and fifty of lot number four hundred and eighty two of the cadastre of the parish of Sault au Recollet;

Of lot number four hundred and eighty seven of the subdivision of number four hundred and eighty three, and of lot number four hundred and forty eight of number four hundred and eighty two of the same cadastre;

Of lot number four hundred and eighty eight of the subdivision of number four hundred and eighty three, and of number four hundred and forty nine of number four hundred and eighty two of the same cadastre;

With the buildings thereon erected. The

front par la rue Champlain, quartier Ahuntsic-Bordeaux.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif,

Montréal, 12 mars 1924.

[Première publication, le 15 mars 1924]

1359—11-2

L.-J. LEMIEUX.

whole bounded in front by Champlain Street, Ahuntsic-Bordeaux Ward.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SEVENTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office,

Montreal, March 12, 1924.

[First publication, March 15, 1924]

1360—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } J. W. KILGOUR &
No 220. } J. W. KILGOUR &
BROS., LTD., a body
corporation à responsabilité limitée, ayant une place
d'affaires dans les cité et district de Montréal,
demanderesse; vs F.-A. GROTHE, de la cité
d'Outremont, district de Montréal, défendeur;
et L.-A. BEDARD, des cité et district de Mont-
réal, greffier, curateur au délaissement.

a. Un emplacement de forme triangulaire sis et situé en la cité de Montréal, (au lieu appelé Cartierville), district de Montréal, comprenant toute cette partie du lot No 136a de la subdivision officielle du lot originaire No 86 des plan et livre de renvois officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier, et se trouvant comprise entre le chemin public qui la borne du côté nord-ouest et les lots 94, 95, 96, 97 de la subdivision officielle dudit lot originaire No 86 (86, 94, 95, 96, 97) qui la bornent du côté sud-est; le lot No 93 de ladite subdivision (86.93) qui la borne du côté nord-est, et du côté sud-ouest par le résidu dudit lot No 136a de ladite subdivision (86.136a), dont elle est séparée par le prolongement vers le nord-ouest de la ligne de division entre les lots No 97 et 136 de ladite subdivision (86.97 et 136);

b. Une lisière de terre sise et située en la cité de Montréal, (au lieu appelé Cartierville), dit district de Montréal, connue et désignée comme étant le lot No 55 de la subdivision officielle du lot originaire No 86 aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent; bornée au nord-est par le No 85 non subdivisé, au sud-est par le lot No 86, au sud-ouest par le lot No 56 (ruelle) de la subdivision officielle dudit lot originaire No 86, au nord-ouest par le chemin public (boulevard Gouin);

c. Un lot de terre (ruelle) sis et situé en la cité de Montréal, (au lieu appelé Cartierville), district de Montréal, connu et désigné comme étant le lot No 56 de la subdivision officielle du lot originaire No 86, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent; borné au nord-est par le lot No 55 de la subdivision officielle du lot originaire No 86 des susdits plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, au sud-est par le lot No 86 non subdivisé, au sud-ouest par les lots Nos 57, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91 et 92 de la subdivision officielle du lot originaire No 86, au nord-ouest par le chemin public (boulevard Gouin);

d. Les lots de terre sis et situés en la cité de Montréal, district de Montréal, (au lieu appelé Cartierville), connus et désignés comme étant les lots 57, 58, 59, 60, 61, 94, 95, 96 et 97 de la subdivision du lot originaire No 86, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } J. W. KILGOUR &
No 220. } J. W. KILGOUR &
BROS., LTD., a body
politic and corporate duly incorporated, having
a place of business in the city and district of
Montreal, plaintiff; vs F. A. GROTHE, of the
city of Outremont, district of Montreal, defend-
ant; and L. A. BEDARD, of the city and dis-
trict of Montreal, clerk, curator to the surrender
of property made herein.

a. That certain emplacement of triangular figure lying and situate in the city of Montreal, (at the place called Cartierville), district of Montreal, comprising all that part of lot No. 136a of the official subdivision of original lot No. 86 of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, in the County of Jacques-Cartier, and being enclosed between the public road which bounds it on the northwest side and the lots 94, 95, 96, 97 of the official subdivision of said original lot No. 86 (86-94, 95, 96, 97), which bound it on the southeast side; the lot No. 93 of said subdivision (86-93), which bounds it on the northeast side, and on the southwest side by the residue of lot No. 136a of said subdivision (86-136a), from which it is divided by the prolongation towards the northwest of the line of division between lots Nos. 97 and 136 of said subdivision (86-97 and 136);

b. A strip of land lying and situate in the city of Montreal, (at the place called Cartierville), said district of Montreal, known and designated as being lot No. 55 of the official subdivision of original lot No. 86, on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Laurent; bounded to the northeast by No. 85 unsubdivided, to the southeast by lot No. 86, to the southwest by lot No. 56 (lane) of the official subdivisions of said original lot No. 86, to the northwest by the public road (Gouin boulevard);

c. A lot of land (lane) lying and situate in the city of Montreal, (at the place called Cartierville), district of Montreal, known and designated as being lot No. 56 of the official subdivision of original lot No. 86, on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Laurent; bounded to the northeast by lot No. 55 of the official subdivision of original lot No. 86 of the aforesaid official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, to the southeast by lot No. 86 unsubdivided, to the southwest by lots Nos. 57, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91 and 92 of the official subdivision of original lot No. 86, to the northwest by the public road (Gouin boulevard);

d. The lots of land lying and situated in the city of Montreal, district of Montreal, (at the place called Cartierville), known and designated as being the lots 57, 58, 59, 60, 61, 94, 95, 96 and 97 of the subdivision of original lot No. 86, on the official cadastral plan and book of reference

de Saint-Laurent, district de Montréal; bornés en front par le chemin public (boulevard Gouin);

e. Les lots de terre sis et situés en la cité de Montréal, (au lieu appelé Cartierville), district de Montréal, connus et désignés comme étant les lots Nos 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135 de la subdivision officielle du lot originaire No 86 desdits plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent; bornés en front par la rue Olivier, 86, 93.

f. Un lot de terre (rue) sis et situé en la cité de Montréal, (au lieu appelé Cartierville), district de Montréal, connu et désigné comme étant le lot No 93 de la subdivision officielle du lot originaire No 86, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, district de Montréal; borné au nord-est par les lots Nos 86-61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92 de la subdivision officielle du lot originaire No 86 desdits plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent; au sud-ouest par les lots Nos 94, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135; au sud-est par partie non subdivisée du lot originaire No 86 et au nord-ouest par le chemin public (boulevard Gouin)—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus en bloc, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$2,800.00 sera exigé de chaque enchérisseur avant de recevoir son enchère, suivant jugement de l'honorable juge Coderre, daté le 11 mars 1924.

Le shérif,

Bureau du shérif.

Montréal, 12 mars 1924.

[Première publication, 15 mars 1924]

1361—11-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } EMMANUEL OUEL-
No 844. } LETTE, demandeur; vs
HENRI-RENE-NAPOLEON VIAU, défendeur.

Un lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Notre-Dame-Ouest, connu et désigné sous le numéro cent soixante-huit (168), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, moins la partie qui a été expropriée pour l'élargissement de la rue Notre-Dame-Ouest, lequel dit lot contient maintenant trente pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise—sans bâtisses.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif,

Montréal, 12 mars 1924.

[Première publication, 15 mars 1924]

1363—11-2

of the parish of Saint Laurent, district of Montreal; bounded in front by the public road (Gouin boulevard);

e. The lots of land lying and situated in the city of Montreal, (at the place called Cartierville), district of Montreal, known and designated as being the lots Nos. 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135 of the official subdivision of original lot No. 86 of said official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Laurent; bounded in front by Olivier Street, 86-93;

f. A lot of land (street) lying and situate in the city of Montreal, (at the place called Cartierville), district of Montreal, known and designated as being lot No. 93 of the official subdivision of original lot No. 86, on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, district of Montreal; bounded to the northeast by lots Nos. 86-61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92 of the official subdivision lot No. 86 of said official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Laurent; to the southwest by lots Nos. 94, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135; to the southeast by the unsubdivided part of original lot No. 86 and to the northwest by the public road (Gouin boulevard)—with all the buildings thereon erected.

To be sold, *en bloc*, at my office, in the city of Montreal, the SEVENTEENTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of \$2,800.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer of bid, according to a judgment of the Honorable Justice Coderre, dated the 11th of March, 1924.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office.

Montreal, March 12, 1924.

[First publication, 15th March, 1924]

1362—11-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } EMMANUEL OUEL-
No. 844. } LETTE, plaintiff; vs.
HENRI-RENE-NAPOLEON VIAU, defendant.

A lot of land situate in the city of Montreal, fronting on Notre Dame Street West, known and designated under the number one hundred and sixty eight (168), on the official plan and book of reference of Saint Antoine Ward, less the part thereof expropriated for widening Notre Dame Street West, which said lot now measures thirty feet in width by ninety feet in depth, more or less, English measurements—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the NINETEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Montreal, March 12, 1924.

[First publication, March 15, 1924]

1364—11-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Iberville.

Montréal, à savoir: } **L** E ROI, demandeur; vs
 No 252. } **J** EAN VANDER-
 GHOT ET AL., défendeurs.

Comme appartenant au dit Jean Vanderghot:

Huit lots de terre sis et situés dans la paroisse de la Rivière-des-Prairies, connus et désignés comme étant les lots numéros 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65 et 66, de la subdivision officielle du lot numéro 15, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Rivière-des-Prairies; bornés en front par une rue projetée portant le numéro 45 du lot originaire numéro 15; en arrière par une ruelle projetée portant le numéro 79 du dit lot originaire numéro 15—avec toutes circonstances et dépendances, servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 12 mars 1924.

[Première publication, 15 mars 1924]

1365—11-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Montreal, to wit: } **H**IS MAJESTY THE
 No. 252. } **K**ING, plaintiff; vs
 JEAN VANDERGHOT ET AL., defendants.

As belonging to the said Jean Vanderghot:

Eight lots of land lying and situated in the parish of Rivière des Prairies, known and designated as being the lots numbers 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65 and 66, of the official subdivision of lot number 15 of the official plan and book of reference of the parish of Rivière des Prairies; bounded in front by a projected street bearing number 45, of original lot number 15; in rear by a projected lane bearing number 79 of said original lot number 15—with all circumstances and dependencies, active and passive, apparent or unapparent servitudes, and with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SEVENTEENTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Montreal, March 12, 1924.

[First publication, March 15, 1924]

1366—11-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **M**EDARD THEORET,
 No 1706. } demandeur; contre
 DAME TILLIE BROWNSTEIN, épouse séparée de biens de Moses Siminovitch, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défenderesse.

Un terrain faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro onze de la subdivision officielle du lot originaire du lot numéro neuf cent soixante et onze (971-11), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal, ce terrain mesurant en front, sur l'Avenue Coloniale, (ci-devant rue Saint-Hypolite), une largeur de seize pieds et dix-huit pieds et six pouces à l'extrémité opposée, par une profondeur de soixante-quinze pieds, le tout mesure anglaise et plus ou moins; borné en front par l'Avenue Coloniale, à l'est par le résidu du dit lot numéro onze ou par l'Avenue des Pins, à l'ouest par le lot numéro douze, et en arrière par la subdivision du lot numéro neuf cent soixante-douze—avec les bâtisses et dépendances dessus érigées, portant les numéros civiques 220 de l'Avenue Coloniale, 33, 35, 35a et 37, de l'Avenue des Pins-Est.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à MIDI.

Un dépôt de \$830.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Coderre, daté le 11 mars 1924.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 12 mars 1924.

[Première publication, 15 mars 1924]

1367—11-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **M**EDARD THEORET,
 No. 1706. } plaintiff; against
 DAME TILLIE BROWNSTEIN, wife separate as to property of Moses Siminovitch, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, defendant.

That certain parcel of land forming part of the lot known and designated under the number eleven, of the official subdivision of original lot number nine hundred and seventy one (971-11), of the official plan and book of reference of Saint Louis Ward, in the city of Montreal, said parcel of land measuring in front, on Colonial Avenue, (heretofore Saint Hypolite Street), a width of sixteen feet and eighteen feet and six inches at the opposite extremity, by a depth of seventy five feet, the whole English measurements and more or less; bounded in front by Colonial Avenue, to the east by the residue of said lot number eleven or by Pine Avenue, to the west by lot number twelve, and in rear by the subdivision of lot number nine hundred and seventy two—with the buildings and dependencies thereon erected, bearing civic numbers 220 Colonial Avenue, 33, 35, 35a and 37 Pine Avenue East.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SEVENTEENTH day of APRIL next, at TWELVE o'clock noon.

A deposit of \$830.00 shall be exacted from each and every bidder, according to a judgment of the Honourable Justice Coderre, dated the 11th of March, 1924.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Montreal, March 12, 1924.

[First publication, March 15, 1924]

1368—11-2

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } STEPHEN PROULX,
District de Nicolet, } demandeur; contre
No 415. } JOS.-ISAIE LAFOND,
défendeur.

Une terre située en la paroisse de Sainte-Perpétue, formant partie du lot numéro onze, dans le douzième rang du canton de Wendover, mesurant trois arpents de front sur la longueur du lot, soit environ trente arpents; joignant du côté sud-est à Eugène Beauchemin et du côté nord-ouest à Aimé Lafond, laquelle terre est désignée sous le numéro cinq cent cinquante (550), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour cette partie du canton de Wendover située dans les paroisses de Sainte-Perpétue et de Sainte-Brigitte-des-Saults—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de Sainte-Perpétue, comté de Nicolet, le SIXIEME jour de MAI mil neuf cent vingt-quatre, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-P.-H. BOURK.
Nicolet, 31 mars 1924.

[Première publication, 5 avril 1924]

1643—14-2

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } STEPHEN PROULX,
District of Nicolet, } plaintiff; against JOS.
No. 415. } ISAIE LAFOND, defend-
dant.

A farm situate in the parish of Sainte Perpétue, forming part of the lot number eleven, in the twelfth range of the township of Wendover, measuring three arpents in front by the length of the lot, being about thirty arpents; bounded on the southeast side by Eugène Beauchemin, and on the northwest side by Aimé Lafond, the said farm being designated under number five hundred and fifty (550) of the official cadastre of the county of Nicolet, for that part of the township of Wendover situated in the parishes of Sainte Perpétue and Sainte Brigitte des Saults—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of Sainte Perpétue, county of Nicolet, the SIXTH day of MAY, one thousand nine hundred and twenty four, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. H. BOURK,

Sheriff's office, Sheriff.
Nicolet, March 31st, 1924.

[First publication, April 5, 1924]

1644—14-2

QUÉBEC

Québec, à savoir: } ROBERT DE LACHE-
No 1257. } VROTIÈRE, notaire, de
la cité de Québec; contre DAME ARTHEMISE
BOUCHARD, veuve de feu David Landry, en
son vivant navigateur, du même lieu.

La subdivision No 37 (trente-sept), du lot No 509 (cinq cent neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la 4ème rue—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le NEUVIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le député-shérif,

Bureau du shérif, E. AUGER.
Québec, 3 avril 1924. 1681—14-2

[Première publication, 5 avril 1924]

[Deuxième publication, 19 avril 1924]

QUEBEC

Quebec, to wit: } ROBERT DE LACHE-
No. 1257. } VROTIÈRE, notary, of
the city of Quebec; against DAME ARTHE-
MISE BOUCHARD, widow of the late David
Landry, in his lifetime sailor, of the same place.

The subdivision No. 37 (thirty seven) of lot No. 509 (five hundred and nine), of the official cadastre for the parish of Saint Roch North, now Jacques Cartier Ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on 4th Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the NINTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

E. AUGER,

Sheriff's office, Deputy-Sheriff.
Quebec, April 3, 1924. 1682—14-2

[First publication, April 5, 1924]

[Second publication, April 19, 1924]

Québec, à savoir: } O. CHALIFOUR, INC.,
No 2618. } corps politique et
incorporé, des cité et district de Québec; contre
LEON PARENT, JR., de Québec.

La subdivision No 551 (cinq cent cinquante et un) du lot No 508 (cinq cent huit) du cadastre officiel pour Saint-Roch Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un terrain situé sur la onzième rue—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le NEUVIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le député-shérif,

Bureau du shérif, E. AUGER.
Québec, 3 avril 1924. 1683—14-2

[Première publication, 5 avril 1924]

[Deuxième publication, 19 avril 1924]

Quebec, to wit: } O. CHALIFOUR INC.,
No. 2618. } a body politic and
corporate, of the city and district of Quebec;
against LEON PARENT, JR., of Quebec.

The subdivision No. 551 (five hundred and fifty one) of lot No. 508 (five hundred and eight) of the official cadastre for Saint Roch North, now Jacques Cartier Ward, of the city of Quebec, being a lot of land situate on the Eleventh Street—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the NINTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

E. AUGER,

Sheriff's office, Deputy-Sheriff.
Quebec, April 3, 1924. 1684—14-2

[First publication, April 5th, 1924]

[Second publication, April, 19th 1924]

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } P. A. - E R N E S T
 District de Chicoutimi, } L A V O I E, sacris-
 No 8978. } tain, de Saint-Gédéon
 vs J. - T H O M A S L A V O I E, de Saint-Gédéon,
 défendeur; à savoir:

Un certain terrain ou emplacement sis et situé en le village de la paroisse de Saint-Gédéon, mesurant quarante pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, faisant partie du lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro onze-B (Ptie No. 11-B), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dixième rang du canton Signai; borné en front vers l'ouest au chemin public, à la profondeur vers l'est à Elie Murray, vers le nord à l'emplacement de François Lessard, au sud à celui de Ephraïm Potvin—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gédéon, MERCREDI, le SEPTIÈME jour de MAI prochain (1924), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.

Roberval, le 1er avril 1924. 1647—14-2

[Première publication, le 5 avril 1924]

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } O S C A R C O T É, culti-
 District de Roberval, } vateur, de L'Ascen-
 No 3743. } sion, demandeur; contre
 A U G U S T E T R E M B L A Y, hôtelier, de Saint-
 Cœur-de-Marie, défendeur, et Auguste Tremblay,
 demandeur reconventionnel, et Oscar Côté, dé-
 fendeur reconventionnel, à savoir:

1. Les lots de terre maintenant connus et désignés sous les numéros trente-cinq A et trente-cinq B (Nos 35A et 35B), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le troisième rang du canton Delisle—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances. Cependant, sauf à distraire les droits de baignage, et autres servitudes acquis par Quebec Development Company, Limited, par acte en date du 29 décembre 1913, enregistré le 9 janvier 1914, sous le No 14972.

2. Les lots de terre maintenant connus et désignés sous les numéros trente-deux A et trente-deux B (Nos 32 A et 32B), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le troisième rang du canton Delisle—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances. Cependant, sauf à distraire des dits lots trente-deux A et trente-deux B, une superficie totale de dix acres et dix centièmes, vendus à Quebec Development Co., Limited.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cœur-de-Marie, MARDI, le QUINZIÈME jour d'AVRIL prochain (1924), à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.

Roberval, 11 mars 1924.

[Première publication, 15 mars 1924]

1337—11-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } P. A. E R N E S T L A -
 District of Chicoutimi, } V O I E, vestry-
 No. 8978. } man, of Saint Gédéon;
 vs J. T H O M A S L A V O I E, of Saint Gédéon,
 defendant; to wit:

A certain lot of land or emplacement lying and situate in the village of the parish of Saint Gédéon, measuring forty feet in width by one hundred feet in depth, forming part of the lot of land now known and designated under the number eleven-B (Pt. No. 11-B), on the official cadastral plan and book of reference for the tenth range of the township of Signai; bounded in front to the west by the public road, at the depth to the east by Elie Murray, to the north by the emplacement of François Lessard, to the south by that of Ephraïm Potvin—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Gédéon, on WEDNESDAY, the SEVENTH day of MAY next (1924), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's Office, Sheriff.

Roberval, April 1st, 1924. 1648—14-2

[First publication, April 5, 1924]

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } O S C A R C O T É, farmer,
 District of Roberval, } of L'Ascension, plain-
 No. 3743. } tiff; against A U G U S T E
 T R E M B L A Y, hotel-keeper, of Saint Cœur de
 Marie, defendant, and Auguste Tremblay, cross
 plaintiff, and Oscar Côté, cross defendant, to wit:

1. The lots of land now known and designated under the numbers thirty five A and thirty five B (Nos. 35 A and 35B), on the official cadastral plan and book of reference for the third range of the township of Delisle—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies. Save however and to be deducted the rights of submerging and other servitudes acquired by Quebec Development Company, Limited, by deed dated the 29th of December, 1913, registered the 9th of January, 1914, under No. 14972.

2. The lots of land now known and designated under numbers thirty two A and thirty two B (Nos. 32A and 32B), on the official cadastral plan and book of reference for the third range of the township of Delisle—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies. Save however and to be deducted from the said lots thirty two A and thirty two B, a total area of ten acres and ten-hundredths of an acre, sold to Quebec Development Co., Limited.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Cœur de Marie, on TUESDAY, the FIFTEENTH day of APRIL next, 1924, at TWO o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office, Sheriff.

Roberval, March 11, 1924.

[First publication, March 15, 1924]

1338—11-2

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Saint-François.*No 71. } JOSEPH-HORMIDAS DESMAR-
RAIS, alias HORMIDAS-A.

DESMARAIS, de la ville de Richmond, dans le district de Saint-François, assistant maître de poste, demandeur; contre JULIEN AUCLAIR, d'Asbestos, dans le district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

Ce certain lopin de terre sis et situé à la dite Ville de Richmond, formant partie du lot de cadastre numéro cinq cent un (ptie No. 501), du plan officiel et livre de renvoi de la dite Ville, contenant trente-sept pieds en largeur par quatre-vingts pieds en profondeur; borné en front au nord-est par la rue Principale de Richmond; en arrière à l'ouest et sur un côté vers le nord par le restant du dit lot maintenant possédé par E.-J. Pearson et borné vers le sud par la rue Saint-Laurent. Avec ensemble les bâtisses, circonstances et dépendances y érigées et y appartenant.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Bibiane-de-Richmond, MARDI, le SIXIEME jour de MAI 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN,
Sherbrooke, ce 1er avril, 1924. 1649—14-2
[Première publication, le 5 avril 1924]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Saint-François.*No 569. } JOS.-ADJUTOR LETELLIER,
gérant d'assurances, de la

city de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, demandeur; contre DAME MARIE-LOUISE GAGNE dit NADEAU, épouse de Danville Gagné, tous deux de Sand Hill, dans le district de Saint-François, et le dit DANVILLE GAGNE, tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, Danville Gagné:

1. Les lots vingt-cinq "A" et vingt-quatre "C" dans le rang six, sur les plan et livre de renvoi officiels pour le canton d'Eaton—avec bâtisses dessus construites, tel que plus au long décrit et sujet aux réserves ou servitudes mentionnées dans un acte de partage passé devant E. Boudreau, N. P., le 1er mai 1915, enregistré à Cookshire sous le No 33074, Vo. 44.

2. Le droit de coupe de bois que possède le défendeur sur une certaine ferme de quinze acres de terre à bois située dans le cinquième rang d'Eaton, et faisant partie du lot No. 24 "C", sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton d'Eaton.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Paix-de-Johnville, MERCREDI, le SEPTIEME jour de MAI, 1924, à QUATRE heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN,
Sherbrooke, ce 1er avril 1924. 1651—14-2
[Première publication, le 5 avril 1924]

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Saint Francis.*No. 71. } JOSEPH HORMIDAS DES-
MARAI, alias HORMIDAS

A. DESMARAI, of the town of Richmond, in the district of Saint Francis, Assistant Post-Master, plaintiff; against JULIEN AUCLAIR, of Asbestos, in the district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

That certain parcel of land lying and situate in the said town of Richmond, forming part of the cadastral lot number five hundred and one (Pt. No. 501), on the official plan and book of reference of the said town, containing thirty seven feet in width by eighty feet in depth; bounded in front to the northeast by the Main street of Richmond; in rear on the west and on one side to the north by the residue of the said lot now owned by E. J. Pearson and bounded to the south by Saint Lawrence Street—Together with the buildings, circumstances and dependencies thereon erected and appertaining thereto.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Bibiane de Richmond, on TUESDAY, the SIXTH day of MAY, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

C. E. THERRIEN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, April 1st, 1924. 1650—14-2
[First publication, April 5, 1924]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Saint Francis.*No. 569. } JOS. ADJUTOR LETELLIER,
insurance manager, of the

city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, plaintiff; against DAME MARIE LOUISE GAGNE dit NADEAU, wife of Danville Gagné, both of Sand Hill, in the district of Saint Francis, and the said DANVILLE GAGNE, both personally and to authorize his said wife for the purposes hereof, defendants.

Seized as belonging to the said defendant, Danville Gagné:

1. The lots twenty five A and twenty four C in range six, on the official plan and book of reference for the township of Eaton—with the buildings thereon erected, as more fully described and subject to the reserves or servitudes mentioned in an act of partition passed before E. Boudreau, N. P., the 1st of May, 1915, registered at Cookshire under No. 33074, vol. 44.

2. The right to cut timber held by the defendant on a certain tract of land of fifteen acres of timber land situate in the fifth range of Eaton and forming part of lot No. 24 C, on the official cadastral plan and book of reference for the township of Eaton.

To be sold at the door of the church of the parish of Notre Dame de la Paix de Johnville, on WEDNESDAY, the SEVENTH day of MAY, 1924, at FOUR o'clock in the afternoon.

C. E. THERRIEN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, April 1st, 1924. 1652—14-2
[First publication, April 5, 1924]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

No 311. } HERMENEGILDE ARCHAM-
BAULT, contracteur de malle,
de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-
François, demandeur; contre PIERRE FRE-
DETTE, dans le canton de Melbourne, dans le
district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

Une certaine ferme sise et située dans le rang
sept du canton de Melbourne, district de Saint-
François, connue et désignée sur les plans officiels
et livre de renvoi du dit canton comme lots cadas-
traux Nos dix-sept C (17C) et dix-huit C (18C),
et contenant cent soixante-dix acres de terre
en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses et
améliorations dessus érigées, circonstances et
dépendances, avec aussi les droits de source sur le
lot No 18B (dix-huit B), dans le même rang, sui-
vant les titres enregistrés.

Pour être vendus à la porte de l'église de la
paroisse de Sainte-Bibiane-de-Richmond, MAR-
DI, le QUINZIEME jour d'AVRIL 1924, à DIX
heures de l'avant-midi.

Le shérif,
C.-E. THERRIEN.
Bureau du shérif,
Sherbrooke, 10 mars 1924.
[Première publication, 15 mars 1924]
1339—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-Francis.

No. 311. } HERMENEGILDE AR-
CHAMBAULT, mail
contractor, of the city of Sherbrooke, in the dis-
trict of Saint Francis, plaintiff; against PIERRE
FREDETTE, in the township of Melbourne, in
the district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

A certain farm lying and situate in range
seven of the township of Melbourne, district
of Saint Francis, known and designated on the
official plan and book of reference of the said
township as being cadastral lots Nos. seventeen
C (17-C) and eighteen C (18-C), and containing
one hundred and seventy acres of land in super-
ficies, more or less—with the buildings and impro-
vements thereon erected and made, circumstan-
ces and dependencies, also with the rights to the
spring on lot No. 18 B (eighteen B), in the same
range, according to registered titles.

To be sold at the door of the church of Sainte
Bibiane de Richmond, on TUESDAY, the
FIFTEENTH day of APRIL, 1924, at TEN
o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, C. E. THERRIEN,
Sheriff.
Sherbrooke, March 10, 1924.
[First publication, March 15, 1924]
1340—11-2

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit, comté de Rouville, district de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir: } L. P. FOUR-
No 1012. } L. NIER, de-
mandeur; contre HORMISDAS CHICOINE,
défendeur.

1. Un lopin de terre sis et situé sur le côté sud
de la Branche Nord de la rivière Yamaska, en la
paroisse de Saint-Césaire, de la contenance
d'environ trois arpents en superficie, connu et
désigné sous le lot numéro deux cent cinquante-
sept (257), aux plan et livre de renvoi officiels de
la dite paroisse—avec les bâtisses y érigées;

2. Un emplacement sis et situé sur le côté sud
de la Branche Nord de la rivière Yamaska, en la
paroisse de Saint-Césaire, mesurant soixante
pieds de profondeur par quatre-vingts pieds de
largeur, le tout plus ou moins, faisant partie du
lot numéro deux cent cinquante-huit (p. 258), aux
plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse;
borné en front par le chemin public du rang sud de
la dite rivière, en profondeur et du côté nord par
le résidu du dit No. 258, appartenant à Chrysos-
tôme Gagné, et de l'autre côté par le terrain ci-des-
sus décrit en premier lieu, étant le numéro 257
du dit cadastre—sans bâtisse.

Pour être vendus à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-Césaire, MARDI, le SIXIEME
jour de MAI prochain (1924), à UNE heure de
l'après-midi.

Le shérif,
JOS.-L. CORMIER.
Bureau du shérif,
Saint-Hyacinthe, 2 avril 1924. 1653—14-2
[Première publication, le 5 avril 1924]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court, County of Rouville, District of Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, to wit: } L. P. FOUR-
No. 1012. } L. NIER, plain-
tiff; against HORMISDAS CHICOINE, defen-
dant.

1. A piece of ground situate on the south side
of the North Branch of the Yamaska river, in
the parish of Saint Césaire, containing about
three arpents in superficies, known and desig-
nated under lot number two hundred and fifty
seven—(257), on the official plan and book of
reference of the said parish—with buildings thereon
erected;

2. An emplacement situate on the south side
of the north Branch of the Yamaska river, in the
parish of Saint Césaire, containing sixty feet in
depth by eighty feet in width, the whole more or
less, being a part of lot number two hundred and
fifty eight (p. 258), on the official plan and book
of reference of said parish; bounded in front by
the public road of the south range of Yamaska
river, in depth and on north side by the residue
of said No. 258, belonging to C. Gagne, and on
the other side by the land above described,
being No. 257 on said cadastre—without building.

To be sold at the parochial church door of
Saint Césaire, TUESDAY, the SIXTH day of
MAY next (1924), at ONE o'clock in the after-
noon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Saint-Hyacinthe, April 2nd, 1924. 1654—14-2
[First publication, April 5, 1924]

TERREBONNE

FIFRI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Canada, } J. HERBERT SIMP-
Province de Québec, } SON, demandeur; vs
No 1222. } MONTREAL TRUST
COMPANY ET AL., défendeurs, *ès qualité.*

Comme appartenant aux dits défendeurs, à savoir:

1. Ce lopin de terre situé à Sainte-Agathe, dans le comté de Terrebonne, étant cette portion de la partie subdivisée du lot numéro seize (16), dans le quatrième rang du canton Beresford, des plan et livre de renvoi de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts, située au sud de la ligne de chemin de fer Pacifique Canadien, et lequel dit lopin de terre contient environ quatre-vingts acres en superficie, sans garantie de mesure précise et borné comme suit: à un bout, vers le nord, par la ligne du chemin de fer Pacifique Canadien; à l'autre bout, vers le sud, par les subdivisions six, douze, treize, dix-neuf, vingt-cinq et trente-trois, du dit lot numéro seize; sur un côté vers l'est par le lot numéro quinze, sur le dit plan officiel, et sur l'autre côté vers la partie ouest par le lot numéro dix-sept sur le dit plan officiel et partiellement par la subdivision trente-trois du dit lot numéro seize; le tout tel qu'indiqué sur le plan de la dite propriété fait par J.-H. Leclair, arpenteur provincial, en date du 20 juillet 1900—avec toutes les bâtisses et les améliorations sus-érigées, et tous les droits et les servitudes y attachées, spécialement le droit de passage sur l'avenue Hillside, connue comme subdivision dix-neuf.

2. Un morceau de terre situé dans la ville de Sainte-Agathe, comté de Terrebonne, faisant front sur le chemin public, et connu comme subdivisions trois et quatre des subdivisions officielles du lot numéro seize (16-3 et 4), dans le quatrième rang du canton Beresford, sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts, contenant un arpent, plus ou moins, de front sur la profondeur entre le chemin public et le Lac des Sables.

3. Deux emplacements situés dans la ville de Sainte-Agathe, comté de Terrebonne, faisant front sur l'avenue Hillside, connus comme subdivisions douze et treize des subdivisions officielles du lot numéro seize (16-12 et 13), dans le quatrième rang du canton de Beresford, sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts—avec la maison et autres bâtisses sus-érigées, et avec le droit de passage en tout temps, à pied et en voiture, sur la dite avenue Hillside, connue comme subdivision dix-neuf du dit lot numéro seize.

4. Un emplacement situé à l'angle du chemin public et de l'avenue Hillside, dans la ville de Sainte-Agathe, comté de Terrebonne, connu comme subdivision vingt des subdivisions officielles du lot numéro seize, (16-20) dans le quatrième rang du canton de Beresford, sur les dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts, contenant cent quarante-quatre pieds de largeur en front et en arrière, par une profondeur de cent quatre-vingts pieds dans la ligne sud et cent quatre-vingt-douze pieds dans la ligne nord, et formant une superficie de vingt-sept mille et quatre-vingt-douze pieds carrés, mesure anglaise, plus ou moins.

Avec le droit de passage en tout temps, à pied et en voiture, sur la dite avenue Hillside, connue

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Canada, } J. HERBERT SIMP-
Province of Quebec, } SON, plaintiff; vs
No. 1222. } MONTREAL TRUST
COMPANY ET AL., defendants, *ès-qualité.*

As belonging to the said defendants, to wit:

1. That tract of land situate at Sainte Agathe, in the county of Terrebonne, being that portion of the unsubdivided part of lot number sixteen (16) in the fourth range of the township of Beresford, on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Agathe des Monts, situate to the south of the Canadian Pacific Railway line, and which said tract of land contains about eighty acres in superficies, without warranty as to precise measurement and bounded as follows: At one end towards the north by the Canadian Pacific Railway line, at the other end towards the south by subdivisions six, twelve, thirteen, nineteen, twenty-five and thirty-three of said lot number sixteen, on one side towards the east by lot number fifteen on said official plan, and on the other side, towards the west, partly by lot number seventeen on said official plan and partly by subdivision thirty-three of said lot number sixteen; the whole as shown on a plan of said property made by J. H. Leclair, Provincial Land Surveyor, dated the twentieth of July, nineteen hundred—with all the buildings and improvements thereon erected and made, all rights and servitudes attached thereto, especially the right of passage on Hillside Avenue known as subdivision nineteen of said lot number sixteen;

2. A piece of land situate in the town of Sainte Agathe, in the county of Terrebonne, fronting on the public road, and known as subdivisions three and four of the official subdivisions of lot number sixteen (16-3 and 4), in the fourth range of the township of Beresford, on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Agathe des Monts, containing one arpent more or less in front by the depth to be found between the public road and Lac des Sables;

3. Two emplacements situate in the town of Sainte Agathe, in the county of Terrebonne, fronting on Hillside Avenue and known as subdivisions twelve and thirteen of the official subdivisions of lot number sixteen (16-12 and 13), in the fourth range of the township of Beresford, on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Agathe des Monts—with the house and other buildings thereon erected, with the right of passage at any time on foot and with vehicles on said Hillside Avenue, known as subdivision nineteen of said lot number sixteen;

4. An emplacement situate at the corner of the public road and Hillside Avenue, in the town of Sainte Agathe, in the county of Terrebonne, known as subdivision twenty on the official subdivisions of lot number sixteen (16-20), in the fourth range of the township of Beresford, on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Agathe des Monts, containing one hundred and forty-four feet in width in front and in rear, by a depth of one hundred and eighty-four feet in the south line and one hundred and ninety-two feet in the north line and having a superficial area of twenty-seven thousand and ninety-two square feet, the whole English measure, and more or less—with the right of passage at any time on foot and with vehicles on the said Hillside Avenue,

comme subdivision dix-neuf du dit lot numéro seize;

5. Un emplacement situé dans la ville de Sainte-Agathe, dans le comté de Terrebonne, faisant front à l'avenue Hillside et connue comme subdivision vingt et un des subdivisions officielles du lot numéro seize (16-21), dans le quatrième rang, dans le canton Beresford, sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts, contenant à peu près cent soixante pieds de large en front sur cent soixante et un pieds et six pouces de large en arrière, sur une profondeur de cent quarante-quatre pieds pour une largeur de dix-sept pieds et six pouces sur la ligne sud, et cent trente-quatre pieds sur la ligne nord, sur une longueur de cent quarante-quatre pieds, et formant une superficie de vingt et un mille cinq cent quatre-vingts pieds carrés, mesure anglaise, plus ou moins—avec le droit de passage en aucun temps, à pied et en voiture, sur ladite avenue Hillside, connue comme subdivision dix-neuf dudit lot numéro seize;

6. Ces emplacements situés dans la ville de Sainte-Agathe, comté de Terrebonne, faisant front sur l'Avenue Hillside, et connus comme subdivisions vingt-deux, vingt-trois et vingt-quatre des subdivisions officielles du lot numéro seize (16-22, 23 et 24), dans le quatrième rang du canton Beresford, sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts, avec droit de passage en tout temps, à pied et en voiture, sur ladite avenue Hillside, connue comme subdivision dix-neuf dudit lot numéro dix-sept;

7. Un emplacement situé dans la ville de Sainte-Agathe, comté de Terrebonne, faisant front sur le chemin public et connu comme subdivision vingt-six des subdivisions officielles du lot numéro seize (16-26), dans le quatrième rang de Beresford, sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts—avec le droit de passage à perpétuité sur un chemin commun ayant trente-cinq pieds de largeur et composé de: (a) la subdivision trente-deux dudit lot numéro seize (16-32), contenant dix pieds de largeur par mille deux pieds de profondeur, mesure anglaise, et (b) des portions sud-est des subdivisions cinq dix, onze, treize, dix-neuf et vingt des subdivisions officielles du lot numéro dix-sept (17-5, 10, 11, 13, 19 et 20), sur ledit plan officiel, contenant vingt-cinq pieds de largeur par mille deux pieds de profondeur, mesure anglaise; avec aussi le droit de communiquer au Lac-des-Sables, par un chemin formé par les douze pieds ouest de la subdivision deux dudit lot numéro seize (16-2), réservé par André Beauchamp et ses représentants, dans un acte de vente par lui à William Robb, exécuté en présence de J.-S.-T. Bazin, notaire, le vingt-troisième jour de mai 1896, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, sous le numéro 40046;

8. Un emplacement situé dans la ville de Sainte-Agathe, dans le comté de Terrebonne, faisant front au chemin commun conduisant au chemin public et connu comme subdivision trente des subdivisions officielles du lot numéro seize (16-30), dans le quatrième rang du canton de Beresford, sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts—avec le droit de passage, à pied et en voiture, en commun avec les autres y ayant droit, ledit chemin commun ayant trente-cinq pieds de largeur et étant composé de: (a) la subdivision trente-deux dudit lot numéro seize (16-32), contenant dix pieds de largeur par mille deux pieds

known as subdivision nineteen of said lot number sixteen;

5. An emplacement situate in the town of Sainte Agathe, in the county of Terrebonne, fronting on Hillside Avenue and known as subdivision twenty-one of the official subdivisions of lot number sixteen (16-21), in the fourth range of the township of Beresford, on the official plan and book of reference in the parish of Sainte Agathe des Monts, containing about one hundred and sixty feet in width in front and one hundred and sixty-one feet six inches in width in rear, by a depth of one hundred and forty-four feet for a width of seventeen feet six inches in the south line and one hundred and thirty-four feet in the north line, for a length of one hundred and forty-four feet, and having a superficial area of twenty-one thousand five hundred and eighty-eight square feet, the whole English measure and more or less—with the right of passage at any time on foot and with vehicles on the said Hillside Avenue, known as subdivision nineteen of said lot number sixteen;

6. Those certain emplacements situate in the town of Sainte Agathe, in the county of Terrebonne, fronting on Hillside Avenue, and known as subdivisions twenty-two, twenty-three and twenty-four of the official subdivisions of lot number sixteen (16-22, 23 and 24), in the fourth range of the township of Beresford, on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Agathe des Monts—with the right of passage on foot and with vehicles on said Hillside Avenue, known as subdivision nineteen of said lot number sixteen;

7. An emplacement situate in the town of Sainte Agathe, in the county of Terrebonne, fronting on the public road, and known as subdivision twenty-six of the official subdivisions of lot number sixteen (16-26), in the fourth range of the township of Beresford, on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Agathe des Monts—with the perpetual right of passage on a common road having thirty-five feet in width and being composed of: (a) subdivision thirty-two of said lot number sixteen (16-32), containing ten feet in width by one thousand and two feet in depth, English measure and (b) the southeast portions of subdivisions five, ten, eleven, thirteen, nineteen and twenty of the official subdivisions of lot number seventeen (17-5, 10, 11, 13, 19 and 20), on said official plan containing twenty-five feet in width by one thousand and two feet in depth, English measure, —with also the right of communicating to Lac des Sables, by a road being the west twelve feet of subdivision two of said lot number sixteen (16-2), reserved by André Beauchamp and representatives, in a deed of sale from him to William Robb, executed before J. S. P. Bazin, notary, on the twenty-third day of May, eighteen hundred and ninety six, registered in the registry office for the county of Terrebonne, under the number 40046;

8. An emplacement situate in the town of Sainte Agathe, in the county of Terrebonne, fronting on a common road leading to the public road, and known as subdivision thirty of the official subdivisions of lot number sixteen (16-30), in the fourth range of the township of Beresford, on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Agathe des Monts—with the right of passage on foot and with vehicles, in common with others having rights therein, on the said common road having thirty-five feet in width and being composed of: (a) subdivision thirty-two of said lot number sixteen (16-32), containing ten feet in width by one thousand and

de profondeur, mesure anglaise, et (b) les portions sud-est des subdivisions cinq, dix, onze, treize, dix-neuf et vingt des subdivisions officielles du lot numéro dix-sept (17-5, 10, 11, 13, 19 et 20) dudit plan officiel, contenant vingt-cinq pieds de large par mille deux pieds de profondeur, mesure anglaise;

9. Un emplacement situé dans la ville de Sainte-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne, connu comme subdivision trente-trois des subdivisions officielles du lot numéro seize (16-33), dans le quatrième rang du canton de Beresford, sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts, contenant deux cent vingt-six pieds de largeur par neuf cent cinquante pieds de profondeur et formant une superficie de cinq arpents et quatre-vingt-trois perches, et borné au sud partiellement par un chemin commun et partiellement par les subdivisions trente et un et vingt-cinq dudit lot numéro seize; en arrière au nord, et d'un côté à l'est par la portion non-subdivisée dudit lot numéro seize, et de l'autre côté à l'ouest, par les subdivisions vingt, vingt et un, vingt-deux, vingt-sept et vingt-huit des subdivisions officielles du lot numéro dix-sept, sur ledit plan officiel—avec le droit de passage sur ledit chemin commun conduisant à la propriété présentement décrite et se terminant là, et située en arrière des lots ayant front sur la rue Hillside, en commun avec tous ceux y ayant droit, ledit chemin commun étant composé de: (a) la subdivision trente-deux dudit lot seize (16-32), contenant dix pieds de largeur par mille deux pieds, mesure anglaise, et (b) la portion sud-est des subdivisions cinq, dix, onze, treize, dix-neuf et vingt des subdivisions officielles du lot numéro dix-sept (17-5, 10, 11, 13, 19 et 20), dudit plan officiel, contenant vingt-cinq pieds de largeur par mille deux pieds de profondeur, mesure anglaise;

10. Un lopin de terre situé à Sainte-Agathe, dans le comté de Terrebonne, étant la portion de la partie subdivisée du lot numéro dix-sept (17), dans le quatrième rang du canton de Beresford, sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts, situé au sud de la ligne de chemin de fer Pacifique Canadien, et lequel dit lot de terre est borné au nord par la ligne de chemin de fer Pacifique Canadien; à l'est partiellement par le lot seize sur ledit plan officiel, partiellement par la subdivision trente-trois dudit lot numéro seize et partiellement par les subdivisions trente et trente et un dudit lot numéro dix-sept; au sud par les subdivisions trente-deux, trente, vingt-sept, vingt-neuf et vingt-huit dudit lot numéro dix-sept, et à l'ouest, par le lot numéro dix-huit sur ledit plan officiel, à en déduire: (a) une portion bornée au nord par la limite sud de la Compagnie du Pacifique Canadien; à l'est, pour une distance de deux cent soixante-quatorze pieds, par une ligne tirée parallèle à et à une distance de quatre-vingts pieds de la ligne de division entre les lots seize et dix-sept sur ledit plan; au sud par la ligne tirée à angles droits à la dite limite est, et à l'ouest par une ligne allant au centre de la sortie du Lac-des-Sables, et (b) le chemin conduisant à la ci-devant partie exceptée au lot numéro dix-huit sur ledit plan;

11. Ces certains emplacements situés dans la ville de Sainte-Agathe, dans le comté de Terrebonne, connus comme subdivisions quinze, seize, dix-neuf et vingt des subdivisions officielles du lot numéro dix-sept (17-5, 16, 19 et 20), dans le quatrième rang du canton de Beresford, sur les

two feet in depth, English measure, and (b) the southeast portions of subdivisions five, ten, eleven, thirteen, nineteen and twenty of the official subdivisions of lot number seventeen (17-5, 10, 11, 13, 19 and 20), on said official plan, containing twenty-five feet in width by one thousand and two feet in depth, English measure;

9. An emplacement situate in the town of Sainte Agathe, in the county of Terrebonne, known as subdivision thirty-three of the official subdivisions of lot number sixteen (16-33), in the fourth range of the township of Beresford, of the official plan and book of reference of the parish of Sainte Agathe des Monts, containing two hundred and twenty-six feet in width by nine hundred and fifty feet in depth and having a superficial area of five arpents and eighty-three perches and bounded, to the south, partly by a common road and partly by subdivisions thirty-one and twenty-five of said lot number sixteen; in rear to the north and on one side to the east, by the unsubdivided portion of said lot number sixteen and on the other side, to the west, by subdivisions twenty, twenty-one, twenty-two, twenty seven and twenty-eight of the official subdivisions of lot number seventeen, on said official plan—with the right of passage on the said common road leading to the property presently described and ending there, and situate in rear of the lots fronting on Hillside Avenue, in common with all those that it may appertain, said common road being composed of: (a) subdivision thirty-two of said lot number sixteen (16-32), containing ten feet in width by one thousand and two feet, English measure, and (b) the southeast portions of subdivisions five, ten, eleven, thirteen, nineteen and twenty of the official subdivisions of lot number seventeen (17-5, 10, 11, 13, 19 and 20), on said official plan, containing twenty-five feet in width by one thousand and two feet in depth, English measure;

10. A tract of land situate at Sainte Agathe, in the county of Terrebonne, being that portion of the unsubdivided part of lot number seventeen (17), in the fourth range of the township of Beresford, on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Agathe des Monts, situate to the south of the Canadian Pacific Railway line, and which said tract of land is bounded to the north by the Canadian Pacific Railway line, to the east partly by lot number sixteen on said official plan, partly by subdivision thirty-three of said lot number sixteen and partly by subdivisions thirty and thirty-one of said lot number seventeen; to the south by subdivisions thirty-two, thirty, twenty-seven, twenty-nine and twenty-eight of said lot number seventeen and to the west by lot number eighteen on said official plan. To be deducted therefrom: (a) a portion thereof bounded to the north by the southerly limit of the Canadian Pacific Railway Company; to the east, for a distance of two hundred and seventy-four feet, by a line drawn parallel to and at a distance of eighty feet from the dividing line between lots sixteen and seventeen on said official plan; to the south by a line drawn at right angles to the said eastern boundary and to the west by a line running in the centre of the outlet of Lac des Sables, and (b) the road leading from the herein before excepted portion to lot number eighteen on said official plan;

11. Those certain emplacements situate in the town of Sainte Agathe, in the county of Terrebonne, known as subdivisions fifteen, sixteen, nineteen and twenty of the official subdivisions of lot number seventeen (17-5, 16, 19 and 20), in the fourth range of the township of Beresford,

plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts; pour y déduire les parties vendues par Raymond Préfontaine à Alexander McArthur, par un acte de vente fait devant le notaire J.-S.-P. Bazin, le treizième jour de septembre dix-huit cent quatre-vingt-dix-sept, enregistré au bureau d'enregistrement pour le comté de Terrebonne, sous le numéro 39418—avec le droit de passage à pied et en voiture pour communiquer des propriétés présentement décrites au Lac-des-Sables, aux subdivisions douze, seize, huit et deux dudit plan numéro dix-sept;

12. Ces certains emplacements situés dans la ville de Sainte-Agathe, dans le comté de Terrebonne, connus comme subdivisions dix-sept, dix-huit, vingt et un, vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre, vingt-cinq, vingt-six, vingt-sept, vingt-huit, vingt-neuf, trente et trente et un des subdivisions officielles du lot numéro dix-sept (17-17, 18, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30 et 31), dans le quatrième rang du canton de Beresford, sur lesdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts—avec le droit de passage dans les rues et chemins désignés sur un plan fait par J.-P.-B. Casgrain, arpenteur, Québec, daté le dixième jour de septembre, dix-huit cent quatre-vingt-dix-huit, et avec le droit de passage à pied et en voiture pour communiquer des propriétés présentement décrites au Lac-des-Sables, aux subdivisions seize, douze, huit et deux dudit lot numéro dix-sept.

Lesdits immeubles seront vendus en bloc, suivant jugement rendu en date du 25ième jour de février 1924, par l'honorable juge Bruneau, J. C. S.

Un dépôt, au montant de \$2,600.00, sera exigé de tout enchérisseur pour la vente ci-dessus, suivant jugement rendu le 25ième jour de février 1924, par l'honorable juge Bruneau, J. C. S.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale catholique, en la ville de Sainte-Agathe-des-Monts, district de Terrebonne, le QUINZIEME jour d'AVRIL, mil neuf cent vingt-quatre, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-W. CYR.
Sainte-Scholastique, 10 mars 1924.
[Première publication, 15 mars 1924]
1319—11-2

on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Agathe des Monts. To be deducted therefrom the portions thereof sold by Raymond Préfontaine to Alexander McArthur, under a deed of sale executed before J. S. P. Bazin, notary, on the thirteenth day of September, eighteen hundred and ninety-seven, registered in the registry office for the county of Terrebonne, under the number 39418—with the right of passage on foot and with vehicles to communicate from the property presently described to Lac des Sables, on subdivisions twelve, sixteen, eight and two of said lot number seventeen;

12. Those certain emplacements situate in the town of Sainte Agathe, in the county of Terrebonne, known as subdivisions seventeen, eighteen, twenty-one, twenty-two, twenty-three, twenty-four, twenty-five, twenty-six, twenty-seven, twenty-eight, twenty-nine, thirty and thirty-one of the official subdivisions of lot number seventeen (17-17, 18, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30 and 31), in the fourth range of the township of Beresford, on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Agathe des Monts—with the right of way in the streets and roads shown on a plan made by J. P. B. Casgrain, Quebec Land Surveyor, dated the tenth of September eighteen hundred and ninety-eight, and with the right of passage on foot and with vehicles, to communicate from the property presently described to Lac des Sables on subdivisions sixteen, twelve, eight and two of said lot number seventeen.

The said immovable will be sold *en bloc*, pursuant to a judgment rendered on the 25th day of February, 1924, by the Honourable Justice Bruneau, J. C. S.

A deposit of a sum of \$2,600.00 shall be exacted from every bidder at the above sale, according to a judgment rendered the 25th day of February, 1924, by the Honourable Justice Bruneau, J. C. S.

To be sold at the door of the Catholic parochial church, in the town of Sainte Agathe des Monts, district of Terrebonne, the FIFTEENTH day of APRIL, one thousand nine hundred and twenty four, at ONE o'clock in the afternoon.

J. W. CYR,
Sheriff's office,
Sainte Scholastique, March 10, 1924.
[First publication, 15th March, 1924]
1320—11-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } FRANÇOIS GELI-
No 343. } LINAS, deman-
deur; vs ALPHONSE PELLERIN, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:
1. Une terre sise et située en la paroisse de Sainte-Anne-d'Yamachiche, à la concession de la petite Acadie, connue et désignée comme étant les lots numéros mille soixante-quinze, mille soixante-dix-sept et mille soixante-dix-huit (Nos 1075-1077-1078) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Anne-d'Yamachiche—avec maison, grange, étable dessus construites, circonstances et dépendances. A la charge d'une hypothèque de deux mille piastres (\$2000.00) pour garantir, la vie durant de Dame veuve Raphael

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } FRANÇOIS GELI-
No. 343. } NAS, plaintiff; vs
ALPHONSE PELLERIN, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:
1. A farm lying and situate in the parish of Sainte Anne d'Yamachiche, in the concession of Petite Acadie, known and designated as being the lots numbers one thousand and seventy five, one thousand and seventy seven and one thousand and seventy eight (Nos. 1075, 1077, 1078) of the official cadastre of the parish of Sainte Anne d'Yamachiche—with a house, barn, stable thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to a hypothec of two thousand dollars (\$2,000.00) to guarantee an alimentary allowance

Pellerin, une pension alimentaire, sur le lot mille soixante-dix-huit (No 1078) seulement;

2. Une terre située en la paroisse de Ste-Anne-d'Yamachiche, à la concession des terres de travers, et connue et désignée sous le numéro six cent quarante (No 640) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Saint-Maurice, pour ladite paroisse d'Yamachiche—circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne-d'Yamachiche, dans le comté de Saint-Maurice, le SIXIEME jour de MAI prochain 1924, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, PHIL. L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 31 mars 1924. 1685—14-2
[Première publication, 5 avril 1924]

during the lifetime of Dame Widow Raphael Pellerin, on the lot one thousand and seventy eight (No. 1078) only.

2. A farm situate in the parish of Sainte Anne d'Yamachiche in the concession of the cross lands, and known and designated under number six hundred and forty (No. 640) of the official cadastral plan and book of reference of the county of Saint Maurice, for the said parish of Yamachiche—circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Anne d'Yamachiche, in the county of Saint Maurice, the SIXTH day of MAY next 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

PHIL. L. LASSONDE,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, March 31st, 1924. 1686—14-2
[First publication, April 5th, 1924]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } SEVERE RICARD,
No 14. } fils, demandeur;
contre ARTHUR GINGRAS, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:
Un terrain situé en la paroisse de Sainte-Flore Est, dans le rang Saint-Olivier, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cent trente-six (partie No 136), du cadastre hypothécaire de la paroisse de Sainte-Flore Est, mesurant environ deux arpents de largeur sur la profondeur de quatre arpents, plus ou moins, étant tout le terrain renfermé dans les bornes suivantes: En front par le rang Saint-Olivier, en profondeur par partie du No 136 appartenant à Wilfrid Lacroix, d'un côté par Arsène Ricard, et d'autre côté partie par le terrain du débiteur et partie par le terrain de Jos. Villemure.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Flore Est, Saint-Jean-Baptiste, dans le comté de Saint-Maurice, le SEPTIEME jour de MAI prochain, 1924, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, PHIL. L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 1er avril 1924.
[Première publication, 5 avril 1924]
1687—14-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } SEVERE RICARD,
No. 14. } Jnr., plaintiff; against
ARTHUR GINGRAS, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:
A lot of land situate in the parish of Sainte Flore Est, in Saint Olivier range, known and designated as forming part of the lot number one hundred and thirty six (part No. 136), of the official cadastre of the parish of Sainte Flore Est, measuring about two arpents in width by the depth of four arpents, more or less, being all the land comprised within the following boundaries: In front by Saint Olivier range, in depth by part of No. 136 belonging to Wilfrid Lacroix, on one side by Arsène Ricard, and on the other side partly by the land of the debtor and partly by the land of Jos. Villemure.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Flore Est, Saint Jean Baptiste, in the county of Saint Maurice, the SEVENTH day of MAY next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

PHIL. L. LASSONDE,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, April 1st, 1924.
[First publication, April 5th, 1924]
1688—14-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } RAOUL ROCHE-
No 469. } LEAU, deman-
deur; vs PIERRE BEAUMIER ES-QUALITE, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur es-qualité, savoir:

1. Un terrain situé en la cité du Cap-de-la-Madeleine, faisant partie du numéro cent dix-sept (Ptie No 117) du cadastre officiel d'enregistrement du comté de Champlain, pour la cité du Cap-de-la-Madeleine, de la contenance de cinquante pieds du côté sud-ouest, de soixante pieds du côté nord-ouest, trente pieds et sept pouces du côté nord-est et cinquante-sept pieds et sept pouces du côté sud-est, le tout plus ou moins et à mesure anglaise; borné en front au nord-ouest par le terrain de Thomas Rocheleau, au sud-ouest par le chemin du cimetière, au sud-est par le terrain des R. Pères Oblats, au nord-est par le terrain de G. Beaumier—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

2. Un certain morceau de terrain de forme rectangulaire faisant partie du numéro cent dix-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } RAOUL ROCHE-
No. 469. } LEAU, plaintiff;
vs PIERRE BEAUMIER, ES-QUALITE, defend-
ant.

As belonging to the said defendant es-qualité, to wit:

1. That certain piece of land situate in the city of Cap de la Madeleine, forming part of number one hundred and seventeen (Pt. No. 117) of the official cadastre of the county of Champlain, for the city of Cap de la Madeleine, containing fifty feet on the southwest side, sixty feet on the northwest side, thirty feet and seven inches on the northeast side and fifty seven feet and seven inches on the southeast side, the whole more or less and English measurements, bounded in front to the northwest by the land of Thomas Rocheleau, to the southwest by the cemetery road, to the southeast by the land of the Rev. Oblates Fathers, to the northeast by the land of G. Beaumier—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

2. That certain piece of land of rectangular figure, forming part of number one hundred and

neuf (Ptie No 119) du cadastre officiel d'enregistrement du comté de Champlain, pour la cité du Cap-de-la-Madeleine, de la contenance d'environ vingt-quatre pieds de largeur sur environ cent vingt pieds de profondeur, le tout plus ou moins, et à mesure anglaise; borné en front par le chemin public, en arrière par le terrain des R. Pères Oblats, au sud-ouest par Téléphore Dufresne et au nord-est par P. Trudel—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie-Madeleine du Cap-de-la-Madeleine, en la cité du Cap-de-la-Madeleine, le HUITIÈME jour de MAI prochain 1924, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif. PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 1er avril 1924.
[Première publication, 5 avril 1924]
1689—14-2

eighteen (Pt. No. 119) of the official cadastre of the county of Champlain, for the city of Cap de la Madeleine, containing about twenty four feet in width by about one hundred and twenty feet in depth, the whole more or less and English measurements; bounded in front by the public road, in rear by the land of the Rev. Oblates Fathers, to the southwest by Téléphore Dufresne, and to the northeast by P. Trudel—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Marie Madeleine du Cap de la Madeleine, in the city of Cap de la Madeleine, the EIGHTH day of MAY next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's office,
Three Rivers, April 1st, 1924.
[First publication, April 5th, 1924]
1690—14-2

Département de l'instruction publique

Department of Public Instruction

No 1378-21.

Québec, 31 mars 1924.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, en date du 26 mars courant, d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Lac-Macaza", dans le comté de Labelle, le territoire ci-dessous décrit, savoir:

1. Les lots Nos 17 à 24, inclusivement, du rang nord de la rivière Macaza, canton de Nantel; les lots Nos 5 à 8, inclusivement, du rang E du canton de Marchand, ces lots devant être détachés de la municipalité scolaire de "La-Macaza", comté de Labelle;

2. Les lots Nos 2 à 15, inclusivement, du rang 3, canton de Nantel; les lots Nos 2 à 10, inclusivement, du rang 4 du même canton, ces lots n'appartenant à aucune municipalité scolaire déjà organisée. 1667

No 817-23.

Québec, 31 mars 1924.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, en date du 26 mars courant, de détacher de la municipalité scolaire de Wickham-Ouest, comté de Drummond, le territoire compris dans les limites de la municipalité rurale du village de Wickham-Ouest, tel qu'érigé par proclamation officielle publiée dans la Gazette officielle de Québec, No 43, volume 54, page 2657, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Village de Wickham-Ouest", même comté. 1669

442-24.

Québec, 3 avril 1924.

Une demande est faite pour détacher de la municipalité de "Côte Saint-Luc, comté de Jacques-Cartier", tout le territoire formant actuellement la ville de Hampstead, et étant les lots originaux Nos 69, 72, 73, 74, 76, 77, 80 et 81, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, et les numéros de subdivision desdits lots, et pour ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte pour les protestants seulement, sous le nom de "La Ville de Hampstead". 1671—14-2

No. 1378-21.

Quebec, March 31st, 1924.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 26th March instant, to erect into a separate school municipality under the name of "Lac-Macaza", county of Labelle, the territory hereunder described, to wit:

1. The lots numbers 17 to 24, inclusively, of the range north of the river Macaza, township of Nantel; the lots numbers 5 to 8, inclusively, of range E of the township of Marchand, such lots to be detached from the school municipality of "La-Macaza", county of Labelle.

2. The lots numbers 2 to 15, inclusively, of range 3 of the township of Nantel; the lots numbers 2 to 10, inclusively, of range 4 of the same township, such lots forming no part of any organized school municipality. 1668

No. 817-23.

Quebec March 31st, 1924.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 26th March instant, to detach from the school municipality of Wickham West, county of Drummond, the territory included within the limits of the rural municipality of the village of Wickham West, as erected by the official proclamation published in the Quebec Official Gazette, number 43, volume 54, page 2657, and to erect all the said territory into a separate school municipality, under the name of "Village of Wickham West", same county. 1670

442-24

Quebec, April 3rd, 1924.

Application is made to detach from the school municipality of Côte Saint Luc, Jacques Cartier county, all the territory now forming the town of Hampstead and being original lots numbers 69, 72, 73, 74, 76, 77, 80 and 81, on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, and the subdivision numbers of the said lots, and to erect this territory into a distinct school municipality for Protestants only, under the name of "The Town of Hampstead". 1672—14-2

337-24

Québec, 1er avril 1924.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de "Les Ecureuils", comté de Portneuf, les lots Nos 75, 76 et 77 du cadastre officiel de la paroisse des Ecureuils, et de les annexer à la municipalité scolaire de Donnacona, même comté.

1673-14-2

337-24.

Quebec, April 1st, 1924.

Application is made to detach from the school municipality of "Les Ecureuils", county of Portneuf, the lots Nos. 75, 76 and 77 of the official cadastre for the parish of "Les Ecureuils", and to annex them to the school municipality of Donnacona, same county.

1674-14-2

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 14

Index of the Quebec Official Gazette, No 14

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Benoît vs Mailloux.....	1105
" Bérubé vs Souci.....	1107
" Bessette vs Jeannotte dit Lachapelle.....	1107
" Bouchard vs Marcoux.....	1105
" Gagnon vs Fournier.....	1107
" Gardier vs Guittard.....	1107
" Gauthier vs Fortin.....	1106
" Gibeault vs Trudeau.....	1106
" Harton vs Fournier.....	1107
" Lapierre vs Joly.....	1105
" Leblanc vs Maynard.....	1105
" Leclerc vs Tétreault.....	1107
" Moreau vs Gosselin.....	1106
" Pelletier vs Paradis.....	1106
" Péloquin vs Boucher.....	1106
" Pouliot vs Pouliot.....	1106

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—

Dme Deslauriers vs Smythe.....	1108
Emery vs Dame Amyot.....	1108

ANNONCEURS :—Avis aux :—..... 1091

ARRÊTÉ-EN-CONSEIL :—

Droit régalien sur l'amiante.....	1091
-----------------------------------	------

ASSEMBLÉE :—

Quebec Central Railway.....	1108
-----------------------------	------

CHARTRE—ABANDON DE :—

La Cie J.-B. Thibaudeau, ltée.....	1109
The Quebec Olympia Co., Lt'd.....	1109
Wm. Dangerfield, Inc.....	1109

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES :—

The Master Builders Company.....	1109
----------------------------------	------

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES :—

Municipalité Saint-Eugène.....	1103
--------------------------------	------

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

La Macaza.....	1138
La ville de Hampstead.....	1138
Partie Les Ecureuils à Donnacona.....	1139
Saint-Jean-Baptiste-de-Bélisle.....	1104
Village de Wickham-Ouest.....	1138

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Benoît vs Mailloux.....	1105
" Bérubé vs Souci.....	1107
" Bessette vs Jeannotte dit Lachapelle.....	1107
" Bouchard vs Marcoux.....	1105
" Gagnon vs Fournier.....	1107
" Gardier vs Guittard.....	1107
" Gauthier vs Fortin.....	1106
" Gibeault vs Trudeau.....	1106
" Harton vs Fournier.....	1107
" Lapierre vs Joly.....	1105
" Leblanc vs Maynard.....	1105
" Leclerc vs Tétreault.....	1107
" Moreau vs Gosselin.....	1106
" Pelletier vs Paradis.....	1106
" Péloquin vs Boucher.....	1106
" Pouliot vs Pouliot.....	1106

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY :—

Dme Deslauriers vs Smythe.....	1108
Emery vs Dame Amyot.....	1108

ADVERTISERS :—Notice to :—..... 1091

ORDER-IN-COUNCIL :—

Royalty on Asbestos.....	1092
--------------------------	------

MEETING :—

Quebec Central Railway.....	1108
-----------------------------	------

CHARTER—SURRENDER OF :—

La Cie J.-B. Thibaudeau, ltée.....	1109
The Quebec Olympia Co., Lt'd.....	1109
Wm. Dangerfield, Inc.....	1109

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS :—

The Master Builders Company.....	1109
----------------------------------	------

DEPARTMENT OF MUNICIPAL AFFAIRS :—

Municipality Saint Eugène.....	1104
--------------------------------	------

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

La Macaza.....	1138
The town of Hampstead.....	1138
Part Les Ecureuils to Donnacona.....	1139
Saint-Jean-Baptiste-de-Bélisle.....	1104
Village of Wickham-West.....	1138

DÉPARTEMENTS DES TERRES ET FORÊTS :—

Affermage de forces hydrauliques <i>re</i> rapides Ulverton-Kingsey.....	1104
Examen des mesureurs de bois.....	1104

LETTRES PATENTES :—

✓Canadian Zip Stock Food Lt'd.....	1092
✓Compagnie de Terrains Dufresne, ltée— The Dufresne Land Co., Lt'd.....	1095
Eugène Picher, limitée.....	1097
L'Hôpital St-Luc, limitée.....	1098
✓Tousignant Frères limitée.....	1100
✓United Realities Limited.....	1101

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—

Gagnon Brothers Limited.....	1102
National Roof Coating Mfg. Co., Lt'd.....	1103

LIQUIDATION, AVIS DE :—

La Maison Normandin, Inc.....	1110
-------------------------------	------

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE :—

Société Coopérative Agricole de Moulin à Farine de St-Georges.....	1104
---	------

MINUTES DE NOTAIRES :—

Baillargeon, Lucien.....	1110
--------------------------	------

ORDRES DE COUR :—

Banque d'Hochelaga vs Choinière.....	1111
Lévesque vs Gallant.....	1110

SOUMISSIONS :—

Commission scolaire de la ville de Chicou- timi.....	1111
---	------

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS :—

Canadian National Express Co.....	1112
Dominion Express Company.....	1112

VENTES—LOI DE FAILLITE :—

Biron, Benjamin.....	1113
Haddad, Alex.....	1117
Jalbert, Aug.....	1118
Lavoie, Calixte.....	1116
Pepin, Joseph.....	1113
Potvin, Joseph.....	1117
Reid Manufacturing Company.....	1115
Tremblay, Joseph.....	1116
Vézina, J.-A.....	1114

VENTE PAR LICITATION :—

Chartrand vs Chartrand <i>et al</i>	1118
---	------

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

ABITIBI :—

The Mathew Moody & Sons Co. vs Car- reau.....	1119
--	------

ARTHABASKA :—

Gagné vs Fortier.....	1119
-----------------------	------

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS :—

Leasing of Water Power <i>re</i> Ulverton- Kingsey-falls.....	1104
Examination of Cullers.....	1104

LETTERS PATENT :—

Canadian Zip Stock Food Lt'd.....	1092
Compagnie de Terrains Dufresne, ltée— The Dufresne Land Co., Lt'd.....	1095
Eugène Picher, limitée.....	1097
L'Hôpital St-Luc, limitée.....	1098
Tousignant Frères limitée.....	1100
United Realities Limited.....	1101

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—

Gagnon Brothers Limited.....	1102
National Roof Coating Mfg. Co., Lt'd.....	1103

WINDING UP NOTICE :—

La Maison Normandin, Inc.....	1110
-------------------------------	------

DEPARTMENT OF AGRICULTURE :—

Société Coopérative Agricole de Moulin à Farine de St-Georges.....	1104
---	------

NOTARIAL MINUTES :—

Baillargeon, Lucien.....	1110
--------------------------	------

RULES OF COURT :—

Hochelaga Bank vs Choinière.....	1111
Lévesque vs Gallant.....	1110

TENDERS :—

School Commission of the town of Chicou- timi.....	1111
---	------

SALE OF UNCLAIMED FREIGHT :—

Canadian National Express Co.....	1112
Dominion Express Company.....	1112

SALES—BANKRUPTCY ACT :—

Biron, Benjamin.....	1113
Haddad, Alex.....	1117
Jalbert, Aug.....	1118
Lavoie, Calixte.....	1116
Pepin, Joseph.....	1113
Potvin, Joseph.....	1117
Reid Manufacturing Company.....	1115
Tremblay, Joseph.....	1116
Vézina, J.-A.....	1114

SALE BY LICITATION :—

Chartrand vs Chartrand <i>et al</i>	1118
---	------

SHERIFF'S SALES :—

ABITIBI :—

The Mathew Moody & Sons Co. vs Car- reau.....	1119
--	------

ARTHABASKA :—

Gagné vs Fortier.....	1119
-----------------------	------

BEAUGE :—		BEAUGE :—	
Caron vs Lessard.	1120	Caron vs Lessard.	1120
BEAUHARNOIS :—		BEAUHARNOIS :—	
L. G. St-Jean, ltée vs Lesiège <i>et vir et al.</i> ..	1120	L. G. St-Jean, ltée vs Lesiège <i>et vir et al.</i> ..	1120
BEDFORD :—		BEDFORD :—	
Banque d'Hochelaga vs Chicoine.	1121	Bank of Hochelaga vs Chicoine.	1121
Dufresne vs Lapointe.	1120	Dufresne vs Lapointe.	1120
L'Heureux vs Deslauriers <i>et vir.</i>	1121	L'Heureux vs Deslauriers <i>et vir.</i>	1121
KAMOURASKA :—		KAMOURASKA :—	
Dumont vs Lévesque.	1122	Dumont vs Lévesque.	1122
MONTCALM :—		MONTCALM :—	
Brunet vs Lamoureux.	1123	Brunet vs Lamoureux.	1123
Laurentian Lumber Co., Lt'd vs The Eagle Lumber Co., Lt'd.	1123	Laurentian Lumber Co., Lt'd vs The Eagle Lumber Co., Lt'd.	1123
MONTMAGNY :—		MONTMAGNY :—	
Fournier vs Bois.	1124	Fournier vs Bois.	1124
MONTREAL :—		MONTREAL :—	
Descary vs Quebec Savings Trust Co.	1125	Descary vs Quebec Savings Trust Co.	1125
Gascon vs Crevier.	1125	Gascon vs Crevier.	1125
J. W. Kilgour & Bros. Lt'd vs Grothé.	1126	J. W. Kilgour & Bros. Lt'd vs Grothé.	1126
Noiseux vs Sauriol.	1124	Noiseux vs Sauriol.	1124
Ouellette vs Viau.	1127	Ouellette vs Viau.	1127
Sa Majesté le Roi vs Vanderghot.	1128	His Majesty the King vs Vanderghot.	1128
Sharing vs Lafortune.	1124	Sharing vs Lafortune.	1124
Théoret vs Brownstein <i>et vir.</i>	1128	Théoret vs Brownstein <i>et vir.</i>	1128
NICOLET :—		NICOLET :—	
Proulx vs Lafond.	1129	Proulx vs Lafond.	1129
QUÉBEC :—		QUÉBEC :—	
de Lachevrotière vs Bouchard.	1129	de Lachevrotière vs Bouchard.	1129
O. Chalifour, Inc., vs Parent.	1129	O. Chalifour, Inc., vs Parent.	1129
ROBERVAL :—		ROBERVAL :—	
Côté vs Tremblay.	1130	Côté vs Tremblay.	1130
Lavoie vs Lavoie.	1130	Lavoie vs Lavoie.	1130
SAINT-FRANÇOIS :—		SAINT-FRANÇOIS :—	
Archambault vs Fredette.	1132	Archambault vs Fredette.	1132
Desmarais vs Auclair.	1131	Desmarais vs Auclair.	1131
Letellier vs Gagné <i>et vir.</i>	1131	Letellier vs Gagné <i>et vir.</i>	1131
SAINT-HYACINTHE :—		SAINT-HYACINTHE :—	
Fournier vs Chicoine.	1132	Fournier vs Chicoine.	1132
TERREBONNE :—		TERREBONNE :—	
Simpson vs Montreal Trust Co. <i>et al.</i>	1133	Simpson vs Montreal Trust Co. <i>et al.</i>	1133
TROIS-RIVIÈRES :—		THREE RIVERS :—	
Gélinas vs Pellerin.	1136	Gélinas vs Pellerin.	1136
Ricard vs Gingras.	1137	Ricard vs Gingras.	1137
Rocheleau vs Beaumier.	1137	Rocheleau vs Beaumier.	1137

